

TELEMATIQUE

Sous-traitant de la presse
La messagerie internationale
36-15 10000 LAM
Le journal de la presse
36-15 10000 LAM
36-15 10000 LAM

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13540 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MERCREDI 10 AOUT 1988

La nouvelle détente internationale et l'apaisement de plusieurs conflits régionaux

Moscou n'oublie pas Kaboul

Le début - très symbolique - du retrait des soldats soviétiques de Kaboul semble s'être déroulé comme un ballet bien réglé. La répétition générale avait déjà eu lieu le 15 mai, avec le départ des premières unités de l'armée rouge, à la suite de l'accord de Genève. Les militaires aiment les beaux défilés, et celui de ce mardi 9 août a dû les satisfaire pleinement. Civils et enfants des écoles portant des bouquets de fleurs, et journalistes étrangers, étaient de la partie.

On ne saurait douter de la satisfaction des hommes qui quittent le « borborygme » afghan, ou de celle des Afghans, qui regardent partir ceux qui, pour la plupart ne sont pas des « libérateurs », mais plutôt des « envahisseurs », dont l'intervention a causé, depuis bientôt dix ans, d'indélicables souffrances. Mais personne ne croit que l'accord sur l'Afghanistan, de même que ceux conclus à propos de l'Angola, de la guerre Iran-Irak, ou du Cambodge, vont, d'un coup de baguette magique, restaurer la paix.

Il faudrait être naïf pour croire que tout est réglé, ou que l'URSS a tiré un trait sur le dossier afghan. La récente visite de M. Chevardnadze à Kaboul est là pour le montrer. Les accords de coopération économique permettent d'arrimer encore plus étroitement l'économie afghane à celle du « grand frère », dans la mesure bien sûr où le régime de Kaboul survivra au départ de ses protecteurs. De plus, selon le ministre soviétique des affaires étrangères, Moscou s'est réservé le droit de ralentir le retrait de ses troupes si le Pakistan poursuit ses « ingérences ».

L'alibi est en tout cas bien trouvé pour le cas où le régime, affaibli par le départ de l'armée soviétique et miné par les dissensions, ne supporterait pas le choc face aux moudjahidines. Aux rivalités traditionnelles entre partisans du Parcham et du Shura s'ajoutent désormais les manœuvres des partisans du président déchu Babrak Karmal. La résistance n'est pas en reste, avec les conflits, parfois sanglants, entre modérés et « fondamentalistes », dirigeants de l'extérieur et chefs militaires de l'intérieur.

Kaboul et Moscou poursuivent depuis des années une politique de division de la résistance, s'efforçant de gagner à eux, ou de neutraliser, factions et tribus. Les Soviétiques souhaitent favoriser un rapprochement avec les « modérés » de l'opposition. Mais l'Alliance des sept partis de Peshawar a jusqu'à présent refusé toute coalition avec les communistes de Kaboul.

Moscou dispose encore de six mois, jusqu'au 15 février 1989, date à laquelle le dernier de ses soldats doit avoir quitté l'Afghanistan, pour tenter de consolider l'emprise du régime de M. Najibullah sur au moins une partie du pays, ou pour s'efforcer de parvenir à un accord avec une fraction de la résistance. Mais, en dépit du pragmatisme du Karmal, ces objectifs semblent pour le moment difficiles à atteindre. En Afghanistan comme ailleurs, l'accord entre les Deux Grands peut se heurter sur le terrain à des contradictions qui en rendent l'application aléatoire.

(Lire nos informations page 5.)

M 0147 - 0810 0 - 4,50 F
3790147004500 08100

Un cessez-le-feu a été conclu dans le sud-ouest de l'Afrique

L'accord de Genève entre Luanda, La Havane et Pretoria, qui a été rendu public le lundi 8 août, prévoit un cessez-le-feu immédiat dans le nord de la Namibie et le sud de l'Angola. Les troupes sud-africaines devront avoir quitté l'Angola au plus tard le 1^{er} septembre, date à laquelle Cuba devra présenter un calendrier de repli de ses propres forces. Les parties en cause se réuniront de nouveau dans la semaine du 22 au 27 août.

Les armes se sont tues, le lundi 8 août à 15 heures GMT, dans le sud de l'Angola et le nord de la Namibie, aux termes de l'accord conclu, le vendredi 5 août à Genève, entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud, qui vient d'être rendu public simultanément à Luanda, La Havane et Pretoria. Le communiqué conjoint prévoit que le retrait des troupes sud-africaines d'Angola, commencera le mercredi 10 août et devra être achevé le 1^{er} septembre prochain. Ce repli n'est pas lié, comme le souhaitait Pretoria et Washington, au départ des troupes cubaines d'Angola. Mais il est précisé, dans le texte de l'accord, que Luanda et La Havane sou-

mettront, le 1^{er} septembre, « un calendrier acceptable par toutes les parties ».

Si l'accord de Genève instaure un cessez-le-feu entre les troupes sud-africaines d'une part, les troupes angolaises et cubaines de l'autre, il ne mentionne pas les autres parties au conflit, à savoir l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui combat le régime marxiste de Luanda et l'Organisation du peuple du Sud-Ouest Africain (SWAPO), qui lutte pour l'indépendance de la Namibie.

JACQUES DE BARRIN.
(Lire la suite page 4.)

L'Irak et l'Iran vont négocier directement

Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a, comme on s'y attendait, annoncé le lundi 8 août la fin de la guerre du Golfe. Il a fixé l'arrêt des combats entre l'Irak et l'Iran au 20 août à 3 heures GMT. Trois cent cinquante observateurs de l'ONU surveilleront sur place la mise en œuvre du cessez-le-feu. Des négociations directes entre les belligérants s'ouvriront le 25 août à Genève.

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

L'annonce de l'accord sur le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, considérée ici comme imminente depuis deux jours, n'a pas suscité d'enthousiasme excessif en Iran. Le soulagement, visible, est discret et souvent teinté d'amertume. Même les médias officiels, qui insistent sur le fait que « l'Irak a fini par céder », restent réservés. Mettant l'accent sur le chemin qui reste pour parvenir à une paix durable, ils multiplient les mises en garde.

« L'ennemi est l'ennemi », écrit l'officier Jomhuri Islami. La guerre imposée, qui a

duré près de huit ans, et les événements des dernières semaines, ont démontré qu'on ne pouvait lui faire confiance. Nous ne devrions pas oublier que l'Irak, qui réclamait à cor et à cri le respect de la résolution 598, a lancé une offensive contre la frontière de la République islamique aussitôt que l'Iran acceptait ladite résolution. Cela veut dire que les guerriers de l'islam doivent surveiller les développements sur le front et que la préparation de nos forces constitue la seule garantie sur laquelle nous pouvons compter.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 3.)



Devenue une banlieue de La Rochelle

L'île de Ré digère son pont

Ouvert à la circulation le 19 mai dernier, le pont de l'île de Ré devait être officiellement inauguré le 29 août. Mais déjà les effets de l'ouvrage d'art sur la vie rétaise se font sentir, et l'on s'interroge sur l'avenir de ce qui pourrait devenir une simple banlieue de La Rochelle.

accueillent les véhicules se rendant dans l'île. Pas une minute d'attente.

« Les voitures passent comme des avions », constate un employé du péage, qui a tout juste le temps de distribuer le dépliant vantant les mérites du pont et soulignant « la préoccupation permanente du conseil général de Charente-Maritime de respecter l'environnement et les sites ».

C'est donc bien vrai : les trois kilomètres de béton reliant La Pallice à l'île de Ré ont supprimé la longue attente des candidats au séjour dans « l'île blanche ».

Il y avait bien une heure et demie de queue à la Pentecôte,

mais c'était au lendemain de l'ouverture du pont, et le bruit avait couru qu'il serait gratuit. Or, non seulement les automobilistes avaient dû payer (1), mais les caissiers n'étaient pas encore familiarisés avec leur matériel.

Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre, et l'arrivée dans l'île, pour les touristes, a perdu le goût de l'aventure.

ROGER CANS.
(Lire la suite page 2.)

(1) Après des tâtonnements, le forfait a été fixé à 120 F pour les voitures de tourisme, 31,50 F pour les motos et 22,50 F pour les vélos.

Houillères de Provence

Le conflit des mineurs de Gardanne semble en voie de règlement

PAGE 17

Le procès de Francfort

Mohamed Hamadé reconnaît avoir participé au détournement du Boeing de la TWA en 1985

PAGE 20

L'affaire Jobic

Près d'un an d'enquête sur un commissaire et des « Indes »

PAGE 7

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

« Les hôpitaux malades de l'urgence », « Leptospiroses estivales », « L'écologie répartition des catastrophes naturelles »

Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve en page 20

La mort du chanteur québécois

Félix Leclerc, le patriarche du Saint-Laurent

Le chanteur québécois Félix Leclerc est mort, le lundi 8 août, à son domicile de l'île d'Orléans, près de Québec, des suites d'une crise cardiaque. Il venait de célébrer son soixante-quatrième anniversaire.

Pour les six millions de Québécois « parlant presque français en Amérique », Félix Leclerc était le patriarche, celui qui, le premier, avait rendu en quelque sorte ses racines, son âme à la Belle Province, crié sa « quête du pays », parmi les mots trop pressés de jaillir, sa volonté de posséder ses « propres hivers ». Avant, il y avait eu le folklore des conteurs des bois, des trappeurs, des bûcherons et des vagabonds des neiges. Il y avait eu M^{me} Bolduc qui avait fait du turlutage, autrement dit des onomatopées, tout un art.

Le Québec avait mis du temps à le découvrir. Il avait fallu que les Français l'adoptent d'abord pour que les Québécois acceptent de l'aimer. C'était en 1950. Jacques Casati, grand découvreur de talent, le fait débiter aux Trois-Baies, petit music-hall de Pigeon où feront plus tard leurs

premières armes Jacques Brel, Guy Béart, Boris Vian et tant d'autres de la même génération. Félix Leclerc a alors trente-six ans. Avant de venir à la chanson, il a été bûcheron, animateur de radio, fermier.

Né le 2 août 1914, dans la petite ville forestière de Touque, Félix Leclerc est un homme simple, presque timide, rude et chaleureux, attaché à sa terre, indifférent à l'argent et à la célébrité qui va lui venir de France. Leclerc porte une graine, une plante qui pousse à l'intérieur de lui-même, quelque chose qui, brusquement, le déborde. Il chante *Moi, mes soutiers ont beaucoup voyagé, et le P'tit Bonheur rencontré tout en pleurs sur le bord du fossé*. Il raconte la grand-route, les forêts et la neige. Il dit sa nostalgie, affirmant plus tard ses positions aux côtés des indépendantistes (l'Enca). Félix Leclerc fait circuler un sang vivace dans la musique populaire québécoise. Il ouvre la porte à Gilles Vigneault, Pauline Julien, Robert Charlebois, Diane Dufresne, autant d'interprètes pour qui la chanson sera un peu comme une sorte de carte d'identité dans les

années 60 et 70. Leclerc chantera d'ailleurs *Quand les hommes vivront d'amour*, avec Gilles Vigneault et Robert Charlebois à la Francophone de Montréal, en 1974, et reprendra la *Complainte du phoque en Alaska*, de Michel Rivard, près de quarante ans plus jeune que lui.

Félix Leclerc avait beaucoup semé et les chanteurs québécois, qui avaient suivi, récoltaient. Depuis plus de dix ans, le patriarche ne quittait pratiquement plus sa maison de l'île d'Orléans ancrée dans le fleuve Saint-Laurent, près de la ville de Québec. Il se tenait parmi les siens et acceptait difficilement les hommages que, au Québec et en France, chacun voulait lui rendre. Il était cependant venu en 1983, à celui que le Printemps de Bourges lui a rendu.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire nos informations page 9.)

Chronique de 1988
Le roi
et la cocarde tricolore
PAGE 2

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 4,50 dr. ; Australie, 6,00 m. ; Belgique, 2 DM ; Brésil, 1,75 \$; Canada, 1,75 \$; Espagne, 2,20 P. ; France, 4,50 F ; Grèce, 1,50 dr. ; Hongrie, 1,50 H. ; Italie, 1,50 L. ; Japon, 1,50 ¥ ; Mexique, 1,50 M. ; Pays-Bas, 2,25 G. ; Portugal, 220 esc. ; Royaume-Uni, 2,25 £ ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

La mise en œuvre du cessez-le-feu dans le Golfe

- Les combats devront prendre fin le 20 août
- Des négociations directes entre l'Iran et l'Irak s'ouvriront le 25 août à Genève

Cessez-le-feu le 20 août, ouverture de négociations directes entre l'Iran et l'Irak le 25 août : les dates de la paix dans le Golfe ont été annoncées, comme prévu, lundi 8 août à New-York par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar. Lors d'une brève séance solennelle - qui n'a duré qu'une dizaine de minutes - M. de Cuellar a demandé, lundi 8 août, aux deux parties d'observer le cessez-le-feu à 3 heures GMT le 20 août et de s'abstenir d'ici là de tout recours à la force.

En présence des ambassadeurs à l'ONU d'Irak, M. Mahallati, et d'Irak, M. Kattani, le secrétaire général a déclaré : « J'ai reçu l'assurance des deux parties du conflit qu'elles observeront ce cessez-le-feu dans le contexte de l'application intégrale de la résolution 598 (en date du 20 juillet 1987) (...) et qu'elles ont accepté le déploiement d'observateurs des Nations unies à l'heure et à la date du cessez-le-feu. » Après avoir remarqué que « les activités militaires avaient diminué ces derniers jours », M. Pérez de Cuellar a exhorté les belligérants à « éviter toute activité hostile sur terre, sur mer et dans les airs » d'ici au 20 août.

350 observateurs de l'ONU

Au nom du Conseil de sécurité, son président actuel, M. Li Luyé, ambassadeur de Chine, a endorse les décisions de M. Pérez de Cuellar et a demandé, lui aussi, aux deux parties « la plus grande retenue » sur le terrain. Il a aussi réaffirmé la détermination du Conseil à faire appliquer totalement la résolution 598. Les responsables iraniens et irakiens ont aussitôt fait part de la bonne volonté de leurs deux pays. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Velayati, a indiqué que l'Irak cessait immédiatement les hostilités. « Evidemment, a-t-il ajouté, si nous sommes attaqués, nous n'hésiterons pas à riposter. » Quant à M. Kattani, il a déclaré aux journalistes : « La paix commence aujourd'hui ».

S'agissant des négociations de Genève, M. Pérez de Cuellar a ajouté que le niveau auquel seraient représentés les deux pays n'avait pas encore été établi. A ce propos, M. Velayati a souligné que ces conversations directes devraient s'inscrire dans le cadre du paragraphe 4 de la résolution 598 - lequel prévoit de « parvenir à un règlement global juste et honorable et acceptable par les deux parties de toutes les questions en suspens » - et qu'elles ne devraient évidemment pas remettre le processus de paix en cours. Au sujet des otages occidentaux, M. Velayati a rappelé que ceux-ci se trouvaient au Liban et que l'Iran ne « pouvait se mêler des affaires intérieures de ce pays », tout en restant prêt comme par le passé à « user de son influence » pour hâter leur libération.

Avant même d'annoncer la fin du conflit, M. Pérez de Cuellar avait déclenché la mise en œuvre concrète de surveillance du cessez-le-feu. Il a demandé au Conseil de sécurité la

constitution d'une force de trois cent cinquante observateurs qui devront être en place en Iran et en Irak au moment de l'armistice.

M. Pérez de Cuellar estime à 74 millions de dollars le coût initial de cette force, dénommée Groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Iran et l'Irak (GOMNUII), pour une première période de six mois. Ces chiffres sont nettement plus élevés que ceux qui circulaient jusqu'à lundi dans les couloirs de l'ONU où l'on tablait sur deux cent cinquante observateurs et un coût annuel de 40 milliards de dollars.

Le Conseil de sécurité devait se réunir mardi pour approuver la création de cette force. Elle sera chargée de fixer les lignes de cessez-le-feu, de surveiller son respect et d'enquêter sur toute plainte de violation. Les observateurs, des officiers qui ne portent pas d'armes, doivent superviser ensuite le retrait des forces jusqu'aux frontières internationales reconnues et « obtenir des parties qu'elles souscrivent à d'autres arrangements qui (...) pourraient contribuer à réduire la tension », tels que la création de zones de séparation des forces et l'envoi de patrouilles navales de l'ONU dans le Chant-el-Arab, le confluent du Tigre et de l'Euphrate.

En plus des trois cent cinquante observateurs militaires, M. Pérez de Cuellar demande du personnel militaire d'appui « en attendant que l'ONU ait acquis le matériel nécessaire et affecté du personnel civil ». « Le cas échéant, une petite unité navale » pour le Chant-el-Arab ou ses environs.

En attendant que l'ONU achète les véhicules nécessaires, l'Irak et l'Irak « sont convenus d'assurer les transports du Groupe ». Ils ont également proposé de « mettre des avions et des hélicoptères » à sa disposition.

Si le secrétaire général obtient l'accord du Conseil, il a l'intention d'envoyer « immédiatement » en Iran et en Irak deux groupes de douze observateurs chacun. Ils rejoindront les deux équipes d'observateurs installées à Bagdad et Téhéran depuis le début de la guerre des villes en 1984, pour établir la liaison avec les autorités irakiennes et organiser l'arrivée du gros des observateurs.

M. Pérez de Cuellar nommera ensuite avec l'approbation du Conseil le chef du groupe d'observateurs, qui sera un général de division, assisté de deux généraux de brigade pour chacun des détachements, basés en Irak et en Iran. Le gros des observateurs sera déployé dans la zone « au plus tard trois jours avant le jour J », prévoit le rapport.

Le secrétaire général recommande enfin que les coûts de l'opération soient considérés comme des dépenses de l'ONU, auxquelles les Etats membres doivent contribuer obligatoirement, sur un compte spécial.

M. de Cuellar n'a pas caché sa joie lundi après avoir annoncé la date du cessez-le-feu. « Plus d'une fois, a-t-il confié aux journalistes, j'ai commencé à désespérer, mais il fallait bien que je vous cache mes angoisses (...) Votre présence m'a été une source d'optimisme et de réconfort. » M. Pérez de Cuellar a reconnu qu'il avait parfois eu du mal à satisfaire les parties en présence : « J'ai toujours essayé de le faire dans la mesure du possible, même si cela n'entre pas exactement dans mes responsabilités ».

« Maintenant je suis soulagé, a-t-il ajouté, mais il me reste encore beaucoup à faire. (...) Ce n'est pas une victoire personnelle, c'est une victoire pour les pays en présence, pour le Conseil de sécurité, pour l'Organisation. (...) Si le prix Nobel de la paix était attribué à

l'ensemble de l'Organisation, j'en serais particulièrement heureux ».

Licence à Bagdad

● A Bagdad, la paix a été accueillie dans la liesse. Plusieurs rafales d'armes automatiques et de mitrailleuses ont retenti pendant plus d'une heure, lundi soir, quelques minutes après l'annonce du cessez-le-feu. Des milliers de personnes, civiles et militaires, ont défilé dans les rues de la capitale et tiré pendant plus d'une heure, sans interruption, des rafales pour fêter la « grande victoire de la paix ».

Les automobilistes, avertisseurs sonores bloqués, ont sillonné les artères principales de la capitale, faisant le « V » de la victoire et agitant le drapeau irakien. Des gardes en faction devant des édifices gouvernementaux ont également été vus pointer leurs armes vers le ciel et tirer pour célébrer la fête. Les yoyous des femmes, sur les balcons, étaient audibles partout à Bagdad, qui compte quatre millions d'habitants. Trois jours fériés - du 9 au 11 août - ont été décrétés à cette occasion.

A Genève, nous signale notre correspondant Isabelle Vichniek, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a offert ses bons offices pour participer, au titre de la responsabilité qui lui incombe, en vertu de sa mission humanitaire, au rapatriement des dizaines de milliers de prisonniers de guerre. Il s'est adressé à cet effet au secrétaire général des Nations unies, lequel doit transmettre son offre aux deux parties intéressées. Bien qu'aucune réponse ne soit parvenue jusqu'à présent à Genève, le CICR prend toutes les dispositions utiles et prépare un plan d'action détaillé pour ne pas être pris au dépourvu dans le cas, comme on l'espère ici, d'une réponse favorable.



Les héros sont fatigués (Frankfurter Allgemeine Zeitung)

Après les succès de M. Pérez de Cuellar

Washington pourrait assouplir sa position vis-à-vis de l'ONU

Le président Reagan a « applaudi » lundi 8 août les efforts du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, qui devait annoncer dans l'après-midi un cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak. « C'est la nouvelle que le monde attendait, celle pour laquelle les Etats-Unis avaient déployé leurs efforts. La nouvelle que nous pourrions peut-être finalement voir la fin de cette longue et sanglante guerre », a déclaré M. Reagan au début d'un discours devant les gouverneurs des Etats américains réunis à Cincinnati (Ohio). - (AFP.)

WASHINGTON correspondance

Les progrès accomplis vers la fin des hostilités, aussi bien dans le Golfe qu'en Angola, sont accueillis avec une grande satisfaction dans les milieux officiels, où l'on estime que les deux cessez-le-feu doivent être portés au crédit de l'administration Reagan. Washington fait état des patients efforts de médiation poursuivis par M. Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, et du refus opposé par le département d'Etat à ceux qui recommandaient une action plus énergique contre l'Afrique du Sud. De préférence à un affrontement stérile, on pense que le gouverne-

ment américain a préféré la persuasion.

Quant au cessez-le-feu dans le Golfe, on le considère comme justifiant entièrement la politique officielle, menée également avec patience et résolution, en dépit des critiques grandissantes d'un certain nombre de personnalités qui s'inquiètent d'une présence militaire américaine prolongée qu'ils auraient souhaité limiter. Aussi bien il n'est pas question pour le moment de renoncer à cette présence navale, mais éventuellement de la réduire si les conversations de Genève débouchent sur un règlement de paix durable.

En tout cas, on considère que la mobilisation navale américaine et les efforts accomplis pour obtenir la participation d'autres puissances à cette mission de surveillance et de protection ont porté leurs fruits. L'espoir prévaut que le processus maintenant engagé favorisera dans un avenir pas trop lointain la remise en liberté des otages américains.

Les observateurs estiment que les démarches pour la paix dans le Golfe et en Angola interviennent à un bon moment pour le vice-président Bush, dont elles serviront la campagne. Elles seront présentées à coup sûr comme des succès s'ajoutant à ceux déjà marqués dans les relations Est-Ouest et dans le domaine du désarmement nucléaire. M. Bush soulignera sans doute le bilan très positif de l'administration Reagan dans le domaine de la politi-

que étrangère, en s'efforçant de démontrer que l'action diplomatique américaine a réussi parce qu'elle a été menée par des hommes d'expérience connaissant bien les dossiers, à la différence de M. Dukakis, jugé inexpérimenté et inexpérimenté.

En tout cas, un règlement définitif du conflit du Golfe et surtout une éventuelle libération des otages seraient oublier l'usage et dissiperaient le malaise créé par le rapport sur les erreurs commises par l'équipage du *Vincennes*. L'administration souhaiterait que ce tragique incident soit oublié au plus vite et, d'une manière générale, que l'opinion se débarrasse du « traumatisme iranien ».

Les arrières financiers

Enfin, dans une certaine mesure, l'évolution vers la paix dans le Golfe et en Angola, s'ajoutant au départ des troupes soviétiques d'Afghanistan, pourrait modifier l'attitude officielle vis-à-vis des Nations unies. Le coût des opérations de surveillance dans le Golfe devrait dépasser 70 millions de dollars - pour une période de six mois - et l'application du plan des Nations unies pour assurer l'indépendance de la Namibie coûterait encore plus cher.

Les Etats-Unis sont prêts à financer cet effort, et d'abord à régler l'arriéré de leur contribution, s'élevant à 467 millions de dollars. En fait, c'est le Congrès qui tient les

cordons de la bourse par une législation limitant la contribution américaine en la faisant dépendre des progrès accomplis vers une réforme de l'Organisation. Ainsi, pour le moment, le Congrès a approuvé 44 millions de dollars pour 1988, mais il en a différé l'attribution tant que l'Organisation internationale n'aura pas personnel et procédé à d'autres changements. Néanmoins, il faut signaler le vote récent par le Sénat d'une résolution présentée par le sénateur Pell, président de la commission des affaires étrangères, reconnaissant la contribution des Nations unies à la paix mondiale et recommandant à l'administration de payer sa contribution en retard.

D'autre part, l'ambassadeur Vernon Walters, délégué permanent des Etats-Unis auprès des Nations unies, soulignait dans un rapport récent que l'anti-américanisme avait disparu des principales résolutions votées récemment, et il recommandait à son gouvernement de rétablir le paiement de ses contributions.

Jusqu'à présent, cependant, l'administration Reagan refuse de « certifier » que les Nations unies ont procédé à des changements, condition essentielle du déblocage des 44 millions de dollars. Il est probable que, compte tenu du rôle efficace joué par les Nations unies au cours de ces derniers mois, Washington décide d'assouplir sa position.

HENRI PIERRE.

Cinquante pays ont vendu des armes aux belligérants

Londres (AFP). - Depuis le début de la guerre en 1980, l'Iran et l'Irak auraient acheté des armes à plus de cinquante pays, selon l'institut international pour la recherche de la paix de Stockholm cité par la revue spécialisée *Jane's Defence Weekly* publiée à Londres.

Les grands pays industriels traditionnels vendeurs d'armes comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la France sont restés d'importants fournisseurs d'armes. Mais les restrictions imposées dans ces pays à la fourniture d'armes à l'un ou à l'autre des belligérants ont aux deux ont favorisé les exportations d'autres pays comme le Brésil, le Chili, l'Afrique du Sud, la Corée du Nord, Israël et la Chine, indique la revue.

Certains pays comme le Brésil ont largement vendu des armes aux deux belligérants. Le G5, un howitzer de 155 mm, d'une portée de 40 km, de fabrication sud-africaine, s'est révélé très efficace sur le front en Irak. Côté iranien, ajoute la revue *Jane's*, les Chinois ont, avec les Nord-Coréens, largement suppléant, surtout au cours des dernières années, les autres fournisseurs, notamment dans les domaines de l'artillerie, des missiles et de l'aviation.

L'état des forces en présence est difficile à établir, mais l'institut international d'études stratégiques (IISS) tente, dans son *Bilan militaire pour 1987-1988* de donner une estimation. L'Union soviétique et l'Egypte seraient les deux principaux fournisseurs de l'Irak en munitions et en pièces détachées, tandis que l'Iran aurait réussi à se procurer

des pièces de rechange suffisantes pour pouvoir faire voler 10 de ses F-14 américains. Téhéran aurait également 10 chasseurs chinois J-6. Les deux belligérants ont utilisé des missiles sol-sol soviétiques.

L'armée iranienne comprend 654 500 hommes, dont 300 000 gardiens de la révolution (pasdaran), plus 360 000 réservistes. Les forces irakiennes compteraient environ un million d'hommes. L'armée de terre iranienne compterait 305 000 hommes : 3 divisions motorisées, 7 divisions d'infanterie et 12 bataillons équipés de missiles Hawk, avec l'appui de 1 000 chars d'assaut, pour le plupart de fabrication soviétique, et de 130 blindés légers brésiliens de type Cascavel.

La marine iranienne comprendrait 14 500 hommes et l'armée de l'air 35 000 hommes.

De son côté, l'Irak aurait 7 corps d'armée, dont 5 divisions blindées, 3 divisions motorisées et 30 divisions d'infanterie appuyées par 4 500 chars et 4 000 blindés légers pour le plupart brésiliens, et 40 hélicoptères de combat, certains équipés de missiles français Exocet, et 180 missiles sol-air. L'armée de l'air, principal atout de Bagdad, est très nettement supérieure à celle de l'Irak : 2 escadilles de bombardiers soviétiques, 11 escadilles de chasseurs-bombardiers (Mig 23 BM, Mirage F-1E2B, équipées d'Exocet, SU-7 et SU-20) et 5 escadilles de chasseurs (Mig-25, 40 Mig-19, environ 200 Mig-21 et 30 Mirage F-1E2).

Négociateur directement

(Suite de la première page.)

Ces mises en garde sont manifestement destinées à la consommation locale. Personne ici, depuis M. Rafsanjani, le commandant en chef par intérim de l'armée, qui vient de réaffirmer que la République islamique souhaitait « l'application totale » de la résolution 598, jusqu'à l'homme de la rue, ne croit à la poursuite de la guerre. Parmi le peuple, la satisfaction est profonde : elle est cependant teintée d'une certaine tristesse au souvenir des occasions manquées au cours des huit dernières années et, surtout, du fait que l'Iran est obligé de faire la paix à partir d'une position de faiblesse.

Un intellectuel qui jusqu'à récemment encore critiquait le gouvernement pour son peu d'empressement à mettre un terme à la guerre, estime maintenant que Téhéran est contraint de négocier une « paix honteuse » après avoir manqué dans le passé de multiples occasions de négocier en position de force. « Ce n'est plus nous les vainqueurs, mais les Irakiens, et ils peuvent nous dicter les conditions qu'ils veulent », affirme-t-il, amer.

Des questions explosives

Notre intellectuel n'est pas seul à colporter de tels propos. L'*Omid* et *Engelab* (*L'Esprit de la Révolution*), qui se présente comme l'organe de la mobilisation des opprimés, dresse un catalogue des interrogations posées par les « contre-révolutionnaires et les propagateurs de rumeurs malveillantes », afin, affirme-t-il, de créer encore plus d'ambiguïtés autour de la décision de l'Irak d'accepter la résolution du Conseil de sécurité.

Il résume en six questions les objections des détracteurs de la résolution 598 : le cessez-le-feu signifie-t-il la fin de la bataille de l'Islam contre les infidèles et la République islamique ? Celle-ci a-t-elle renoncé à ses positions et à ses mots d'ordre ? N'aurait-il pas été préférable d'accepter la résolution plus tôt ? Le sang généreux de nos martyrs n'a-t-il pas été versé en vain ? La guerre n'a-t-elle été qu'un scénario élaboré par les grandes puissances ? Les responsables ont-ils accepté la

résolution en toute indépendance ou sous la pression de ces mêmes grandes puissances ?

Autant de questions explosives que « l'organe des opprimés » balaise en affirmant notamment que « la lutte contre l'Amérique dévouée du monde est interminable et fait partie de la stratégie à long terme de la République islamique », que « le meilleur moment d'accepter la résolution était bien celui décidé par les responsables ». Mais la simple énumération de ces lancinants points d'interrogation montre qu'il existe un indéniable malaise au sein de l'opinion publique, aussi bien dans les milieux traditionalistes modérés que parmi « les radicaux jusqu'au-boutistes ».

C'est apparemment pour calmer ces appréhensions concernant l'avenir de la République islamique que le président Ali Khamenei a dressé dans le discours qu'il a prononcé lundi, à l'ouverture d'une conférence internationale sur « l'agression et la défense », un tableau résolument optimiste de la situation militaire et politique de l'Iran à la veille de négociations qui se présentent comme particulièrement ardues. « Le monde entier est aujourd'hui témoin, a-t-il dit, que malgré tous les efforts déployés par nos ennemis au cours des huit dernières années pour mettre un terme à notre indépendance et souveraineté, nous n'avons pas été liquidés ni démembrés et que notre peuple est demeuré uni. Notre système politique et notre influence dans le monde se sont renforcés, la capacité de notre peuple à défendre notre pays s'est accrue et notre économie est devenue plus florissante ».

Quoi qu'il en soit, on estime à Téhéran que le temps mis par l'Irak à accepter le cessez-le-feu pour essayer de gagner un avantage militaire a suscité dans le pays un réflexe nationaliste et a permis une remobilisation autour du thème de la « défense sacrée » de la patrie. De même se déclarait-on persuadé que les tergiversations de Bagdad ont affaibli sa position sur le plan international et redonné le blason de la République islamique. Celle-ci, en l'espace de trois semaines, aurait ainsi montré qu'elle était prête à accepter toutes les concessions raisonnables pour mettre fin à la guerre.

JEAN GUEYRAS.

Demain : Le comte d'Artois s'en va. Necker revient.

Proche-Orient

Le « désengagement » du roi Hussein

Les Palestiniens de Cisjordanie craignent les effets de la « rupture » dans leur vie quotidienne

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Paisiblement installé devant son téléviseur, le directeur d'une école secondaire de la région de Bethléem fait comme tout le monde en Cisjordanie, depuis l'annonce du « désengagement » jordanien : il attend. « On attend, dit-il, les informations de la télévision jordanienne sur les nouvelles décisions que pourrait prendre le roi Hussein », afin de concrétiser la rupture entre les deux rives du Jourdain. On attend sans panique, mais sans cacher non plus une inquiétude certaine puisque chacun sait que le souverain hachémite, s'il le souhaite, « a les moyens de rendre la vie impossible » aux quelque 850 000 Palestiniens de Cisjordanie.

A cet égard, le roi Hussein a rassuré en annonçant dans sa conférence de presse, dimanche 7 août, qu'il ne toucherait pas à ce qui est considéré ici comme son arme absolue : il laissera aux Palestiniens les passeports jordanien dont ils disposent (le Monde du 9 août) ; il ne fermera pas non plus les deux ponts sur le Jourdain, par où transitent plus de tiers des exportations en provenance de Cisjordanie. Seules ces deux mesures seraient de nature à provoquer un véritable traumatisme économique et humain, en fermant les deux « portes de sortie » qui descendent le territoire occupé de Cisjordanie.

« Jusqu'à présent, explique le directeur de l'école secondaire, les décisions annoncées à Amman n'ont pas changé grand-chose à la vie quotidienne, sinon que la télévision jordanienne a cessé de donner les prévisions météo pour la Cisjordanie. » Personne ne conteste l'importance politique de la « rupture des liens légaux et administratifs » entre les deux rives du Jourdain, décrétée par le roi ; il reste que ses effets pratiques ne se font pas, ou pas encore, sentir.

Ni chaos économique...

C'est notamment le cas de la décision la plus spectaculaire prise par Amman pour matérialiser la rupture : le licenciement de quelque vingt et un mille fonctionnaires palestiniens de Cisjordanie (notamment des professeurs) émancipant au budget du royaume. On s'attendait à un début de chaos administratif et économique ; il n'en a rien été.

Car, depuis 1967, la plupart de ces fonctionnaires — au moins quinze mille d'entre eux — ont été intégrés dans l'administration territoriale mise en place par Israël, et Amman ne leur versait en fait qu'un salaire d'appoint, un « complément de revenus ». La somme dépassait rarement le tiers du traitement israélien. Professeur d'anglais depuis neuf ans dans un lycée de Beit-Sahour (près de Bethléem), Wajid Samari perçoit 600 shekels (1) environ de l'administration israélienne et, de la part d'Amman, l'équivalent d'une centaine de shekels (en dinars jordanien). « C'est

évidemment une coupe, dit-elle, mais c'est supportable. »

Quant au plan de développement pour la Cisjordanie, mis en œuvre depuis bientôt deux ans et supprimé par Amman, qui devait se traduire par des investissements de plus de 1 milliard de dollars, il a été loin de tenir ses promesses (seules quelques dizaines de millions de dollars ont été débloqués). Son abolition devrait se traduire par l'abandon de certains budgets de recherche alloués par Amman à des hôpitaux de Cisjordanie.

Aucune de ces mesures n'est accueillie à la légère. Mais il serait aujourd'hui très exagéré de dresser le tableau d'une Cisjordanie privée de professeurs, d'employés d'administration, de médecins ou de personnel hospitalier. A ce stade des décisions prises par Amman, « parler d'un vide économique ou administratif à combler d'urgence est encore très rhétorique », explique un professeur de l'université de Bir-Zeit, près de Ramallah. « Après tout, poursuit-il, ce qui restait d'administration jordanienne en Cisjordanie depuis 1967 (date de l'occupation israélienne) ne nous a jamais protégés des Israéliens, ni empêché ceux-ci d'implanter leurs propres structures de pouvoir. »

... ni bouleversement juridique

Il n'y a pas — ou pas encore — de bouleversement juridique : comme ils l'ont fait depuis 1967, les Israéliens entendent maintenant la législation jordanienne en Cisjordanie (à laquelle s'ajoutent les centaines de règlements pris par l'administration territoriale). Réagissant encore très mollement aux décisions jordanaises, le gouvernement israélien estime qu'il n'a pas à combler le manque à gagner dont vont souffrir les fonctionnaires palestiniens, et que diverses organisations internationales, publiques ou privées, peuvent toujours prendre en charge les services de santé et d'éducation qui ne seraient plus assurés par Amman.

Cela rapprocherait le statut de la Cisjordanie de celui de Gaza, l'autre territoire occupé, où la santé et l'éducation dépendent largement de l'UNRWA (United Nations Relief Works Agency) et d'autres institutions internationales. Le logicien de la rupture décidée à Amman doit d'ailleurs probablement accuser le rapprochement entre les deux territoires, qu'Israël contrôle depuis 1967.

Tel est l'état des lieux que l'on peut dresser en Cisjordanie, dix jours après l'annonce du désengagement jordanien. C'est une évaluation qui ne tient pas compte de l'inquiétude diffuse, mais bien réelle, ressentie par les Palestiniens de la rive ouest : ils craignent que le roi Hussein n'aille plus loin dans la rupture.

On s'interroge déjà sur la nouvelle réglementation qu'Amman mettra en place concernant les passeports, après que le roi ait souligné que ceux-ci ne seraient, pour les Cisjordaniens, que des « documents de voyage » et non plus un titre de citoyenneté. Faudra-t-il les renouve-

ler plus souvent, comme c'est le cas pour les « permis de voyage » qu'Amman accorde parcimonieusement aux résidents de Gaza qui n'ont pas la nationalité jordanienne ?

Même sans toucher aux passeports ou aux ponts, la dynamique de la rupture des liens administratifs et légaux pour, si elle est poursuivie, heurter très durement les Palestiniens, tant les liens sont étroits entre la Jordanie et la Cisjordanie.

Cela va du système scolaire — l'enseignement en Cisjordanie est aligné sur celui de la Jordanie, qui décerne des diplômes reconnus dans l'ensemble du monde arabe — aux relations financières : avec le shekel, le dinar jordanien est la monnaie la plus couramment utilisée en Cisjordanie, dont tous les transferts de fonds avec l'extérieur passent par Amman. Dans tous ces domaines, rien n'a encore été bouleversé et les Palestiniens attendent, avec méfiance...

ALAIN FRACHON.

(1) 1 shekel équivaut à 4 F.

● Suspension d'un quotidien palestinien. — Le quotidien palestinien pro-OLP, publié à Jérusalem-Est, *Al Fay*, a été interdit, le lundi 8 août, de distribution à Jérusalem et dans les territoires occupés pour une période de deux semaines sur ordre de l'administration militaire israélienne. Cette mesure a été prise à la suite de la parution à la « une » du journal d'un éditorial traitant de la rupture entre la Jordanie et la rive ouest du Jourdain, le 31 juillet, article qui n'avait pas été soumis par ses auteurs à la censure militaire israélienne. C'est la troisième fois depuis le début de l'intifada (le soulèvement) que la distribution d'*Al Fay* est interdite pour des motifs identiques. — (AFP.)

● Reprise des négociations sur Tabà. — Les Israéliens et Égyptiens se sont retrouvés lundi 8 août au Caire et devraient commencer mardi en présence d'un médiateur américain une nouvelle série de discussions afin de parvenir à un compromis sur l'enclave de Tabà en mer Rouge. Séquelle de l'occupation israélienne du Sinaï, ce territoire d'un kilomètre carré revêt une grande importance symbolique aux yeux des Égyptiens, qui revendiquent la souveraineté sur l'ensemble de l'enclave ainsi qu'un transfert à l'Égypte de l'hôtel Sonesta construit par les Israéliens. — (AFP.)

● Raids israéliens contre des positions palestiniennes au Liban sud. — L'aviation israélienne a effectué, mardi 9 août en milieu de nuit, deux raids contre des positions palestiniennes à l'est de Saïda, principale ville du Liban sud, à l'indiqué de la police libanaise. Des chasseurs-bombardiers israéliens ont largué à partir de 6 h 55 GMT, à deux reprises, leurs bombes sur des positions situées entre les camps de Ain Héloû et Mieh-Mieh, qui abritent la plus importante concentration palestinienne (100 000 personnes) du Liban, a-t-on précisé de même source. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

RFA

M. Roland Dumas a rendu visite à M. Genscher en Bavière

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a reçu, le lundi 8 août, sur son lieu de vacances près de Bayreuth, en Bavière, son homologue français, M. Roland Dumas, pour discuter notamment des relations Est-Ouest.

M. Genscher a rendu compte à M. Dumas de son récent voyage officiel à Moscou. Les deux hommes ont également évoqué la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à Vienne, et le mandat que la conférence doit délivrer pour l'ouverture de négociations sur le désarmement conventionnel. Ils ont enfin discuté des efforts du secrétaire général des Nations unies pour un règlement du conflit irakien. — (AFP.)

Irlande du Nord

Nuit de violence

L'Irlande du Nord a connu dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 août une vague de violence, comme c'est sou-

vent le cas à chaque commémoration importante. Des milliers de catholiques ont manifesté dans une douzaine de villes de la province en souvenir de la loi sur l'internement sans jugement, promulguée à la fin des années 1970. La reprise spectaculaire, la semaine dernière, des attentats de l'IRA, qui ont fait six morts et une trentaine de blessés, faisait redouter des incidents graves. La tension était encore montée d'un cran dans la journée après l'assassinat de deux catholiques à Belfast : un jeune de dix-sept ans fauché par une rafale d'arme automatique, et un chauffeur de camion, qui avait tenté de prendre ses assisantes en chasse (voir nos dernières éditions du 9 août). Les manifestations de lundi soir ont été marquées par plusieurs incidents. Un policier a été heurté à un barrage par un véhicule. Les forces de sécurité ont essuyé des coups de feu, qui n'ont pas fait de victimes. Elles sont intervenues avec des balles en caoutchouc contre les manifestants, et plusieurs arrestations ont été opérées. — (UPI.)

URSS

La demande de visa de Parour Ahrkian

Le militant nationaliste arménien Parour Ahrkian, déchu de la citoyenneté soviétique et expulsé d'URSS le 21 juillet, a été reçu lundi après-midi

8 août par M. Sergueï Zagladski, conseiller de l'ambassade d'URSS à Paris chargé des affaires consulaires, qui s'est engagé à transmettre aux autorités soviétiques sa demande de visa, à condition que son avocat, Me Bertrand Lavril, M. Ahrkian, qui doit établir sa demande sous forme de lettre, a l'intention de demander au président du Soviet suprême « de le réintégrer dans sa citoyenneté et dans l'intégralité de ses droits », et, à défaut, d'obtenir satisfaction, d'engager une action judiciaire devant le tribunal compétent à Moscou.

Par ailleurs, cinq sous-commissions chargées de décider du futur statut du Haut-Karabakh ont été nommées par la commission parlementaire créée le 18 juillet dernier, pour résoudre les problèmes de ce territoire d'Azerbaïdjan, peuplé à 75 % d'Arméniens, à l'indiqué lundi 8 août M. Evgeni Ambartsumov, historien, au cours d'une conférence de presse à Moscou. — (AFP.)

● CHYPRE : le sommet inter-communautaire se tiendra à Genève. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a annoncé, le lundi 8 août, que sa prochaine rencontre avec le président chypriote, M. George Vassiliou, et le chef de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktaş, prévue pour le 24 août, aurait lieu à Genève. Ce sommet doit tenter de sortir de l'impasse un dialogue rompu depuis trois ans et demi. Il devait initialement se tenir à New-York. — (AFP.)

Afrique

L'accord de Genève

Pretoria a atteint un point de non-retour

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Cessez-le-feu immédiat, retrait sud-africain d'Angola d'ici au 1^{er} septembre et maintien de la date du 1^{er} novembre pour le début d'application de la résolution 435 du Conseil de sécurité sur la Namibie, sans compter l'aviation adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, à se rendre en Afrique du Sud dans les plus brefs délais : cet ensemble de mesures donne à penser que Pretoria a atteint un point de non-retour.

Pourtant, la conférence de presse tenue lundi 8 août par le ministre sud-africain des affaires étrangères, « Pik » Botha, et le texte de la déclaration conjointe sur laquelle les gouvernements de Pretoria, La Havane et Luanda s'étaient mis d'accord la semaine dernière à Genève n'ont apporté aucune précision sur la question cruciale du retrait des quelque cinquante mille soldats cubains qui se trouvent en Angola.

Raison de plus, soulignent lundi soir les commentateurs sud-africains, pour reconnaître que l'Afrique du Sud semble, cette fois-ci, décidée à mettre un terme à l'hémorragie d'hommes, de matériel militaire et de capitaux que représente pour elle la poursuite du conflit qui déchire le flanc sud-ouest de l'Afrique. En 1978 déjà, lors de l'adoption de la résolution 435, puis en 1984, au moment de l'accord de Lusaka, Pretoria avait semblé sur le point de se résigner à l'indépendance de la Namibie, avant de se raviser en décidant abruptement de s'accrocher à ce territoire et de continuer à épauler l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), la guérilla de Jonas Savimbi, qui soutient aussi les États-Unis.

Mais l'élément nouveau, soulignent aujourd'hui ces commentateurs, réside précisément dans l'attitude du gouvernement de Washington, qui, après des années d'hésitation sur la politique à suivre à l'encontre de Luanda, paraît désormais résolu à mettre les bouches doubles pour parvenir à un règlement de ce casse-tête. La perspective d'un retour du Parti démocratique à la Maison Blanche, d'une part, et, de l'autre, le fait que l'Union soviétique ait finalement, elle aussi, guidé ses protégés Cubains et Angolais sur la voie d'un compromis ne sont sans doute pas étrangers à ce changement de climat et aux espoirs de paix qu'il a fait naître.

Le rôle des États-Unis

La responsabilité des États-Unis dans les revirements qui ont jalonné l'histoire de l'Angola remonte à l'aube de l'indépendance de ce pays, que les Portugais ont quitté en 1975, année où l'Afrique du Sud, alarmée par l'arrivée des premiers Cubains, avait poussé ses colonnes jusqu'aux portes de Luanda avant de rebrousser chemin sur injonction américaine.

Le processus de paix auquel s'est attelé l'actuel médiateur américain, le secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, M. Chester Crocker, a débuté en février 1983 à l'occasion d'une rencontre entre Angolais et Sud-Africains aux files du Cap-Vert. Un an plus tard, les Américains entraînaient ouvertement en scène à Lusaka. Cette négociation ayant capoté, Washington est revenu à la charge à partir de novembre 1984. Ses efforts ont enfin été récompensés le 2 mai dernier, début de la première réunion à quatre de Londres, bientôt suivie de celles du Caire, en juin, de New-York, en juillet, et de Genève, la semaine dernière.

Géographiquement, l'enjeu de cette vaste négociation concerne l'avenir de deux pays qui s'étendent sur plus de 2 millions de kilomètres carrés le long de l'Atlantique et dont le sous-sol regorge de richesses minérales. Mais tandis que l'Angola abrite, malgré les ravages de la guerre civile, plus de six millions d'habitants, ceux

de la Namibie ne sont qu'un million deux cent mille, dont quatre-vingt mille Blancs.

L'Afrique du Sud, n'a jamais eu, officiellement du moins, de revendications territoriales durables sur la Namibie et encore moins sur l'Angola. Sa présence dans cette partie du monde a obéi, en ce qui concerne la Namibie, au souci de se doter d'une vaste « zone tampon » et, dans le cas de ses fréquentes incursions en Angola, à la nécessité de refouler et de contenir la SWAPO, la guérilla namibienne.

Une bataille meurtrière

L'intervention cubaine en Angola, que Pretoria a toujours jugée inadmissible, car d'origine extra-continentale, et communiste de surcroît, a donné lieu à un engrenage qui a conduit à des affrontements directs entre Cubains et Sud-Africains.

Pour la bataille la plus meurtrière, celle de Cuito-Cuanavale, de septembre à janvier derniers, l'Afrique du Sud avait engagé en Angola plus de cinq mille hommes, contre six cents à peine actuellement. Selon des chiffres obtenus de source sud-africaine, Pretoria a eu au moins trente et un mort parmi ses soldats et officiers blancs, et plusieurs dizaines de tués parmi ses volontaires noirs. Les forces de l'UNITA ont eu des pertes pudiquement qualifiées d'« élevées », tandis que les Angolais et les Cubains auraient eu, selon Pretoria, quelque quatre mille tués.

(Intérim.)

Les forces en présence

Les forces en présence dans le conflit angolais, qui oppose, depuis 1975, le gouvernement mandaté de Luanda aux rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), sont les suivantes :

● Les forces armées angolaises (FAPLA) : fortes de plus de 50 000 hommes, elles disposent de l'appui massif de soldats cubains, de conseillers soviétiques, est-allemands et nord-coréens.

● Les troupes cubaines : La Havane entretient, aujourd'hui, un contingent d'environ 50 000 hommes. Selon Luanda, les Cubains ne participent pas aux combats, ce que dément l'UNITA.

● Les militaires soviétiques : 3 500 « conseillers » civils et militaires soviétiques sont présents en Angola, selon des sources occidentales. L'URSS, qui fournit une aide importante en armement aux forces angolaises, finance aussi l'intervention cubaine. Elle a toujours démenti sa participation directe aux combats contre les maquisards angolais. En outre, selon l'UNITA, 2 400 conseillers

est-allemands et 2 500 nord-coréens soutiennent les FAPLA.

● L'UNITA : ce mouvement de guérilla revendique une force régulière de 28 000 hommes à laquelle s'ajoutent 37 000 maquisards. Elle contrôle, selon son état-major, le tiers du territoire angolais. Soutenue par l'Afrique du Sud, elle bénéficie aussi d'une aide matérielle américaine, en particulier des missiles Stinger.

● Les troupes sud-africaines : estimées à 9 000 hommes, selon Luanda, et à moins de 3 000, selon Pretoria, elles se répartissent entre la Force de défense d'Afrique du Sud (SADF, armée gouvernementale) et la Force territoriale du Sud-Ouest africain (SWATF, armée sud-africaine en Namibie).

● L'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO) : ce mouvement de libération namibien lutte à partir du territoire angolais contre la présence sud-africaine en Namibie. Récemment, les Cubains ont fait état d'actions communes sur le terrain avec des éléments de la SWAPO. Selon les experts sud-africains, ce mouvement disposerait de 8 000 hommes.

Le contenu de l'accord

Le communiqué conjoint mis au point lors de la réunion de Genève entre Angolais, Cubains et Sud-Africains, a été rendu public, le lundi 8 août. Les dispositions de cet accord sont les suivantes :

Les délégations de la République populaire d'Angola, de la République cubaine, de la République d'Afrique du Sud et des États-Unis d'Amérique se sont rencontrées du 2 au 5 août à Genève, en Suisse, pour poursuivre leurs efforts en vue d'une solution pacifique dans le conflit du sud-ouest de l'Afrique.

Développant les progrès enregistrés à Londres, au Caire et à New-York, les négociations de Genève ont été détaillées, positives et fructueuses.

Les délégations d'Angola, de Cuba et d'Afrique du Sud se sont entendues sur une série d'étapes nécessaires pour préparer l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 du Conseil de sécurité, et pour ramener la paix dans l'Afrique du Sud-Ouest.

Elles sont convenues de préconiser au secrétaire général des Nations unies la date du 1^{er} novembre 1988 pour déclarer l'entrée en vigueur de la résolution. Les parties ont approuvé, après en avoir référé à leurs gouvernements respectifs, le texte d'un accord tripartite mettant en pratique, sous la forme d'un

traité, les principes négociés à Governor's Island, à New-York, et officiellement approuvés par les gouvernements le 20 juin 1988.

Pour leur part, l'Angola et Cuba ont retenu leur décision de souscrire à un accord bilatéral comprenant un calendrier — acceptable pour toutes les parties — de retrait total par étapes des troupes cubaines stationnées en Angola.

Les parties se sont engagées à s'entendre sur ce calendrier d'ici le 1^{er} septembre 1988.

Les parties ont approuvé une série de mesures concrètes, qui stimuleront la confiance mutuelle, réduiront le risque d'affrontement militaire et créeront dans la région les conditions nécessaires à l'aboutissement des négociations.

Dans le cadre de ces mesures, une cessation de facto des hostilités est actuellement en vigueur. Les effets de ces mesures dans leur totalité se feront sentir dans les semaines qui viennent.

La prochaine session de négociations au niveau de hauts responsables aura lieu pendant la semaine du 22 août, la date exacte et le lieu restant à définir. Toutes les délégations ont exprimé leurs remerciements au gouvernement suisse pour les facilités remarquables et le soutien qu'il leur a accordés.

sur l'Afrique

Vingt-sept

● Début 1987 : le régime de la SWAPO, une quinzaine de Sud-Africains blancs au moins ont trouvé la mort depuis le début de l'année. A l'évidence, les chiffres fournis par l'autre côté sont très différents. Angolais et Cubains assurant avoir tué plusieurs centaines de soldats sud-africains autour de Cuito-Cuanavale, tandis que l'un des derniers bilans de la SWAPO sur les incidents de frontière faisait état de cinquante-deux morts sud-africains rien qu'entre le 15 et le 30 mai dernier.

Sur le plan de l'armement, une certaine parité asymétrique caractérisait, au moment du cessez-le-feu, les forces en présence : l'armée sud-africaine est estimée nettement plus forte au sol, notamment grâce à ses blindés légers, parfaitement adaptés au terrain, et à son artillerie lourde très performante (canons G-5 et G-6), tandis qu'Angolais et Cubains passent pour avoir la maîtrise du ciel.

Face à leur couverture radar, à leurs Mig-21 et 23 et à leurs fusées Sam-7, 8, 9 et 16, l'aviation sud-africaine ne dispose que d'environ quatre-vingts Impala — un appareil de construction locale aux performances très insuffisantes — et de quelque soixante-cinq Mirage français vieux de vingt ans et d'autant plus précieuses, pour ne pas dire vulnérables, qu'ils ne peuvent être remplacés en raison de l'embargo international sur les livraisons d'armes au régime de Pretoria.

(Intérim.)

Le premier à qui

Le premier à qui

Le premier à qui

Le premier à qui

Le premier à qui

Le premier à qui

Le premier à qui

Le premier à qui

Afrique

de Genève
n-retour
sur l'Afrique du Sud-Ouest

Vingt-sept ans de guerre

● **Début 1961.** — Prise d'assaut de la prison de Luanda par des opposants à la domination portugaise, qui déclenchent, en mars, la lutte armée. La répression est très brutale : l'Observateur de Londres parle de 30 000 à 50 000 morts.

● **Des maquis se forment** autour de trois mouvements de libération qui s'entre-déchirent : le FNLA et l'UNITA, à base ethnique, sont soutenus par les États-Unis et le Zaïre, le MPLA par l'URSS.

● **13 janvier 1975.** — Signature, entre les trois mouvements, sous le patronage de Lisbonne, d'un accord répartissant entre eux les responsabilités dans le futur Angola indépendant. L'accord n'a pas de suite et la guerre civile prend le relais de la guerre coloniale. FNLA et MPLA cherchent à occuper le premier la capitale, Luanda.

● **23 octobre.** — L'armée sud-africaine entre en Angola pour porter secours au FNLA.

● **11 novembre.** — Les chefs du FNLA et du MPLA proclament, chacun de son côté, l'indépendance de la République angolaise. Lisbonne reconnaît le régime installé à Luanda par le FNLA.

● **Hiver 1975-76.** — L'intervention cubaine bloque l'avance du FNLA et des Sud-Africains.

● **Février 1976.** — Victoire militaire du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) sur ses adversaires pro-colonialistes, FNLA ET UNITA.

● **29 septembre 1976.** — Vote de la résolution 435 du Conseil de sécurité sur l'indépendance de la Namibie.

● **Février 1984.** — Signature, à Lusaka, d'un accord entre l'Angola et l'Afrique du Sud sur le retrait des troupes de Pretoria du sud de l'Angola et le contrôle, par Luanda, des infiltrations, en Namibie, des maquisards de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO).

● **Avril 1985.** — Annonce, par l'Afrique du Sud, du retrait total de ses troupes d'Angola.

● **Juin-juillet.** — « Opérations de poursuite » des troupes sud-africaines, dans le sud de l'Angola, contre les maquisards de la SWAPO.

— Suppression par la Chambre des représentants américaine de l'« amendement Clark » qui interdisait toute assistance aux maquisards anticomunistes de l'UNITA.

— Proposition faite par Pretoria de « pourparlers directs » avec l'Angola.

● **Octobre.** — Proposition faite par M. Reagan à l'Union soviétique de rechercher la solution à cinq conflits régionaux dont celui de l'Angola.

● **Janvier 1986.** — Réception, à la Maison Blanche, par M. Reagan, de M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA.

● **Mars.** — Rejet par l'Angola d'une proposition sud-africaine portant application de la résolution 435 au 1^{er} août 1986 et retrait simultané des troupes cubaines.

— Libération, par l'UNITA, de cent quatre-vingt-dix-sept otages étrangers.

● **Septembre.** — Déclaration de M. Fidel Castro, liant le retrait des troupes cubaines à la disparition de l'apartheid en Afrique du Sud.

● **Novembre 1987.** — Offensive des troupes cubano-angolaises, dans le sud de l'Angola, contre les maquisards de l'UNITA, appuyées par les Sud-Africains.

— Voyage du président sud-africain Pieter Botha dans le sud de l'Angola.

● **Mai 1988.** — Réunion quadripartite, à Londres, entre Américains, Angolais, Cubains et Sud-Africains.

— Deuxième réunion quadripartite à Brazzaville, au Congo.

● **Juin.** — Troisième série de discussions quadripartites au Caire.

— Entretien, à la Maison Blanche, entre MM. Reagan et Savimbi, et annonce d'un soutien américain à un projet de réconciliation nationale en Angola.

● **Juillet.** — Quatrième série de négociations quadripartites à New-York et approbation d'un accord-cadre sur « un ensemble de principes », au nombre de quatorze.

● **Août.** — Cinquième série de discussions quadripartites à Genève et annonce d'un accord sur un cessez-le-feu provisoire.

Un cessez-le-feu a été conclu

(Suite de la première page.)

Dans un communiqué publié à Lisbonne, le porte-parole de l'UNITA, M. Alcides Sakala, a affirmé que son mouvement « intensifiera sa lutte contre les forces gouvernementales angolaises ». Tout en reconnaissant que les décisions prises à Genève étaient « positives », il a estimé que celles-ci

devraient faire l'objet de « discussions internes ». Quant à la SWAPO, elle précise, dans un communiqué rendu public à Luanda, que, à compter du 1^{er} septembre, elle cessera « tous actes d'hostilité militaire en Namibie ».

Dans un document annexé à l'accord de Genève, les trois belligérants indiquent qu'ils proposeront à

M. Perez de Cuellar le 1^{er} novembre prochain comme date de mise en application de la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie. Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. «Pik» Botha, lors d'une conférence de presse tenue le lundi 8 août à Pretoria, a invité le secrétaire général des Nations unies à se rendre en Afrique du Sud dès que possible pour préparer l'entrée en vigueur de cette résolution.

M. Botha s'est d'autre part inquiété de savoir « par qui et comment » serait financée l'application de la résolution 435. Selon les estimations les plus raisonnables, la mise sur pied et l'exécution, pendant dix mois, d'une force de sept mille cinq cents « casques bleus » pourrait coûter environ 600 millions de dollars.

L'Afrique du Sud semble avoir fait une concession majeure en acceptant que la résolution 435 commence à être mise en application dès le 1^{er} novembre sans avoir obtenu la garantie que le corps expéditionnaire cubain aura quitté l'Angola avant la tenue d'élections libres en Namibie, sept mois plus tard. Le calendrier de ce retrait cubain devrait être le thème central des prochaines négociations qui auront lieu au cours de la semaine du 22 août, dans un cadre qui reste à déterminer.

« Real Politik »

Le processus de règlement des conflits dans le Sud-Ouest de l'Afrique paraît bien engagé. Mais un cessez-le-feu n'est pas la paix. Loin s'en faut. Les observateurs font remarquer qu'Angolais et Sud-Africains avaient déjà conclu, en février 1984 à Lusaka, un accord aux termes duquel Pretoria s'engageait à retirer ses troupes d'Angola tandis que Luanda devait mettre une sourdine aux activités de la SWAPO. Or, un an plus tard, cet accord était resté lettre morte.

Quoi qu'il en soit, l'accord de Genève — et le cessez-le-feu qui en découle — aurait une portée bien limitée si, d'une manière ou d'une autre, l'UNITA n'en était pas partie prenante. C'est en effet parce qu'elles avaient pris au sérieux la menace des maquisards de Jonas Savimbi que les autorités de Luanda ont fait appel, dès l'indépendance du pays, en 1975, aux troupes cubaines. Ce corps expéditionnaire ne saurait plier bagages et laisser face à face les « frères ennemis » angolais sans obtenir de sérieuses garanties.

A plus ou moins long terme, l'UNITA n'est-elle pas appelée à faire les frais de ces grandes manœuvres diplomatiques ? Elle prêche la « réconciliation nationale » et souhaite partager le pouvoir avec « ceux de Luanda » qui s'y refusent obstinément. Les États-Unis et l'Afrique du Sud, qui lui prêtent main forte, lui donneront-ils le temps et les moyens d'arriver à ses fins ? En définitive, Jonas Savimbi n'aura-t-il d'autres choix, le jour où les troupes de Pretoria quitteront le territoire angolais, que de « les accompagner pour s'installer à Pretoria ou à Johannesburg », comme vient de le suggérer l'ancien président portugais, le maréchal Francisco Costa Gomes ?

Dans le passé, l'Afrique du Sud a su, autant que de besoin, faire fi de ses amitiés et « lâcher » ses protégés, au nom d'une « Real Politik », bien comprise. Les Rhodésiens blancs l'ont appris à leurs dépens, en 1979, lorsque les autorités de Pretoria ont accepté que s'installe à Harare, à la frontière nord-est de leur pays, un pouvoir indépendant noir et, qui plus est, d'obédience marxiste.

L'Afrique du Sud a su aussi s'accommoder du voisinage d'un

La résolution 435 du 29 septembre 1978

Le Conseil de sécurité, réaffirmant la responsabilité juridique de l'Organisation des Nations unies à l'égard de la Namibie,

1) Approuve le rapport du secrétaire général (S/12827) pour l'application de la proposition de règlement de la situation namibienne (S/12636), ainsi que sa déclaration explicative (S/12869) ;

2) Réaffirme que son objectif est le retrait de l'administration illégale de l'Afrique du Sud en Namibie et le transfert du pouvoir au peuple de la Namibie avec l'assistance de l'Organisation des Nations unies, conformément à la résolution 385 (1978) ;

3) Décide de créer sous son autorité, pour une durée pouvant aller jusqu'à douze mois, un groupe d'assistance des Nations unies pour le période de transition (GAUPT), conformément au rapport soumissionné au secrétaire général, aux fins d'aider son représentant désigné à exécuter le mandat qui lui a été confié au paragraphe 1 de la résolution 431 (1978) du Conseil de sécurité, à savoir assurer dans un proche avenir l'indépendance de la Namibie au moyen d'élections libres sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations unies ;

4. Constate avec satisfaction que la SWAPO est disposée à la mise en application du rapport du secrétaire général, et notamment qu'elle est prête à signer et à respecter les dispositions relatives au cessez-le-feu, comme l'a exprimé son président dans sa lettre datée du 8 septembre 1978 (S/12841) ;

5. Demande à l'Afrique du Sud de coopérer immédiatement avec le secrétaire général à l'application de la présente résolution ;

6. Déclare que toutes les mesures unilatérales prises par l'administration illégale en Namibie en relation avec le processus électoral, y compris l'établissement unilatéral de listes électorales, ou le transfert du pouvoir, en contravention des résolutions 385 (1978), 431 (1978) et de la présente résolution du Conseil de Sécurité sont nulles et non avenues ;

7. Prie le secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution, au plus tard le 23 octobre 1978.

autre état marxiste, le Mozambique, qu'elle n'a jamais cessé de vouloir déstabiliser par l'intermédiaire des « bandits armés » de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), tout en signant avec lui, en mars 1984, à Nkomati, un pacte de non-agression.

Le moment venu, l'Afrique du Sud saura, malgré les protestations de ses irréductibles, prendre enfin acte de l'indépendance de la Namibie qu'elle administre depuis 1920, même si tout conduit à penser que la « marxiste » SWAPO de Sam Nujoma sortira victorieuse des élections libres et prendra, un jour, le pouvoir à Windhoek.

JACQUES DE BARRIN.



Situé sur la côte occidentale de l'Afrique, l'Angola est bordé à l'est par le Zaïre et à de longues frontières communes avec le Zaïre, au nord et la Namibie, au sud. D'une superficie de 1,2 million de kilomètres carrés, cette ancienne colonie portugaise compte environ 7 à 8 millions d'habitants, partagés entre autochtones et colons. L'Angola est une des plus riches régions du monde en ressources minières (diamants, fer, phosphates...) et se place au deuxième rang, après le Nigeria, des pays d'Afrique noire exportateurs de pétrole. La Namibie, ancienne colonie allemande, sous le nom de Sud-Ouest africain, est un vaste territoire de 824 000 kilomètres carrés, situé sur la façade atlantique de l'Afrique australe. Après officiellement l'indépendance (le nom du désert de Namib) depuis 1968, ce pays, en grande partie désertique, possède une riche faune et flore exceptionnelles (éléphants, ours, éléphants, éléphants, éléphants).

La part des secteurs stratégiques nécessaires aux industries de défense et à l'électronique sont présents dans le sous-sol namibien : uranium, germanium, sélénium... Avec la mine de Rossing, la plus importante du monde, la Namibie est le quatrième producteur mondial d'uranium.

Asie

AFGHANISTAN

Le premier convoi soviétique a quitté Kaboul

Le premier convoi d'unités soviétiques basées à Kaboul a quitté, le lundi 8 août, la capitale afghane en direction de la frontière soviétique. Les cinq cents hommes et la centaine de véhicules d'une unité mécanisée « de combat » devraient mettre deux jours pour arriver à la ville-frontière de Termez. Le ministre afghan des affaires étrangères a affirmé que ce départ était le premier d'une unité complète en garnison à Kaboul. Mais, de source soviétique, on a indiqué que des départs moins spectaculaires avaient déjà eu lieu au cours des derniers mois. Une seconde unité, également forte de cinq cents hommes, devrait quitter Kaboul le 11 août, a déclaré le colonel Stepan Kitsak, officier de l'état-major interarmes soviétique en Afghanistan.

Ce premier départ a eu lieu en présence de centaines d'Afghans, dont des écoliers en uniforme gris foncé qui souriaient timidement aux soldats soviétiques et aux journalistes étrangers présents. Un jeune homme, qui portait un bouquet de fleurs destiné aux militaires, était même vêtu d'un tee-shirt à l'effigie de Rambo.

Le processus actuel de retrait du corps expéditionnaire de l'armée rouge devrait permettre, en vertu de l'accord de Genève, le départ d'ici au 15 août de la moitié des quelque cent mille soldats soviétiques d'Afghanistan. Les provinces méridionales ont été évacuées, affirme-t-on de source soviétique, et la présence militaire soviétique devrait désormais se concentrer dans cinq provinces.

Cependant, le rythme de ce retrait dépend avant tout du Pakistan, ont affirmé des représentants de l'armée soviétique aux journalistes étrangers venus à Kaboul. Le gé-

ral Lev Serebriy, l'un des plus hauts gradés sur place, a ainsi fait des « confidences » sous forme d'« opinion personnelle ». « Si les violations [dont, selon Moscou, le Pakistan s'est rendu coupable] ne cessent pas, nous pourrions changer notre programme et prolonger notre séjour », a-t-il déclaré. Mais, « si le Pakistan ne viole pas l'accord, et si le Pakistan, alors, nous sommes prêts à accélérer notre retrait (...). Malheureusement, c'est tout le contraire qui se produit ». « Nous ne pouvons interrompre notre retrait, a, pour sa part, précisé le colonel Kitsak, mais nous n'abandonnerons pas nos frères afghans dans les difficultés. »

Depuis quelques jours, la tension s'est en effet accrue entre Moscou et Islamabad. Le chef de la diplomatie soviétique a accusé le Pakistan d'attiser le « terrorisme international » en Afghanistan, tandis que le Pakistan dénonçait les violations de l'accord de Genève par le Kremlin et capturait un pilote soviétique dont l'avion avait été abattu alors qu'il tentait de bombarder un camp de réfugiés. Et ce n'est pas la défection des deux pilotes d'un Mig-19 afghan et la recrudescence des attentats à Peshawar — où deux enfants ont été tués — qui réduisent cette tension. — (UPI, Reuters, AFP.)

● **New-Delhi instaure le** contrôle présidentiel au Nagaland. — Le gouvernement indien a pris le dimanche 7 août le contrôle de l'Etat du Nagaland, estimant que le gouvernement local, dirigé par le parti du Congrès local, n'était plus en mesure d'administrer cet Etat de 773 000 habitants, à la frontière de la Birmanie, à majorité chrétienne. L'Assemblée a été dissoute. — (UPI.)

BIRMANIE

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Rangoun contre le régime militaire

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 août dans la capitale, Rangoun, pour disperser les manifestants anti-gouvernementaux. Selon la radio officielle, quatre personnes ont été blessées et huit cent deux interpellées au cours de ces manifestations, les plus importantes qu'aient connues la Birmanie depuis l'instauration du régime militaire en 1962.

Quinze jours après son accession au pouvoir, le nouveau président Sein Lwin a en effet dû faire face à une vague de contestation. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de Rangoun lundi — entre trente et cent mille selon les différents témoignages — tandis que, selon la radio, des troubles se produisaient dans quatorze villes de province, dont Mandalay, faisant entre quatre et huit morts.

A Rangoun, la manifestation a été pacifique et, tout au long de la journée, l'armée qui assurait l'ordre n'est pas intervenue. La plupart des boutiques et certains bureaux

étaient fermés. On notait parmi les manifestants des bonzes, des femmes et des enfants, des personnes âgées portant le drapeau national. En passant devant l'ambassade américaine, les manifestants ont crié des acclamations ; ils ont offert bonbons et cigarettes aux touristes américains pris dans la foule.

Parmi les slogans repris par la foule ou criés par les manifestants, on pouvait entendre : « Nous voulons la démocratie, nous voulons les droits de l'homme, ce qui signifie non à Sein Lwin ». « Notre tâche est d'obtenir la démocratie ! ». « Le socialisme est mauvais, la démocratie est bonne ! » ou même : « L'armée est notre amie ! ». à l'intention des quelque six mille soldats mobilisés pour maintenir l'ordre.

Selon certains diplomates étrangers, la décision du nouveau président d'instaurer la loi martiale et de remplacer la police par l'armée aurait eu pour but d'éviter un conflit plus grave, la police anti-foules étant haine de la population à la suite de la répression contre les manifestations de ces derniers mois, au cours desquelles entre cent et deux cents personnes ont été tuées.

Il n'en reste pas moins que les informations rapportées par les agences étrangères, tout comme celles données par la radio nationale, confirment l'ampleur nouvelle du mouvement d'opposition au régime. Craignant sans doute la poursuite de l'agitation, les autorités ont suspendu la délivrance de visas de tourisme, déjà limités depuis des années à sept jours au maximum. — (UPI, Reuters, AP.)

En Chine

La fin de l'opération Dragon

Le raid hongkong-Pékin, organisé par Citroën et Total (le Monde du 30 juillet), s'est achevé, le 8 août, sur une réception au Palais du peuple sur la place Tian-An-Men.

Pour des raisons de trafic, les cent trente et une voitures qui ont participé à l'opération Dragon depuis le 17 juillet n'ont pu traverser la ville, et c'est en autobus que les équipages ont fait leur entrée au cœur de la ville.

La dernière étape, longue de 250 kilomètres (Shijiazhuang-Pékin), s'est déroulée sous une pluie battante et la caravane a été soumise plusieurs fois à des passages de gués, notamment dans les bourgs traversés. Le public n'en était pas moins nombreux à assister au passage du convoi.

Ainsi s'achève le raid que Citroën avait mis au point à l'intention de cent quarante jeunes pilotes. Le 10 août, ils seront à Hongkong pour reprendre la route — aérienne, cette fois — vers Paris.

Les véhicules, aux — des AX — seront, en ce qui concerne les voitures appartenant aux participants, embarqués vers la France, à la fin du mois, depuis Shenzhen, le grand port de la Chine populaire, situé au nord de Hongkong. Mais, pour les C 25 d'accompagnement (avec leur matériel de dépannage) et les AX officielles, les autorités chinoises en bénéficieront... comme cela avait été convenu lors de la signature du contrat entre Citroën et le ministère des transports local.

G. L.

Politique

Nouveaux venus, nouveaux élus

M. Bernard Bioulac

« C'est le combat du baron et du professeur », titrait *Sud-Ouest*, lors de la dernière bataille législative, pour caractériser l'affrontement entre Yves Guéna, maire de Périgueux, ancien ministre gaulliste, et Bernard Bioulac, socialiste, président du conseil général de la Dordogne et professeur de médecine. Le professeur l'a emporté nettement, face à un adversaire de poids (1). Son entrée à l'Assemblée nationale va l'obliger à alléger son travail de recherche mais professeur il restera par statut et, si l'on peut dire, par caractère. Assez proche en cela de nombre de ses nouveaux collègues.

Né en 1941, à Conflans-Sainte-Honorine, mais de souche aveyronnaise et périgourdine, Bernard Bioulac ne renie rien, bien au contraire, de sa formation et de sa carrière d'enseignant. Ancien élève du grand collège jésuite de Sarlat — « un milieu très ouvert » — il fait ses études de médecine à Limoges puis à Bordeaux, se marie avec une de ses condisciples, devient chef de clinique en neurologie du CHU de la ville, séjourne deux ans à Montréal, passe l'agrégation. Après une double carrière de praticien et de chercheur, il est aujourd'hui professeur à Bordeaux II et dirige le laboratoire de neurophysiologie de la faculté.

Bernard Bioulac aime enseigner, c'est-à-dire expliquer de A à Z, sans impatience. Ses amis se souviennent de la longue soirée — elle fut très fructueuse à leur avis — qu'il consacra durant la campagne électorale à détailler devant sept cents personnes, graphiques et schémas à l'appui, ce qu'était une pépinière d'entreprises. Ces qualités de pédagogue ont certainement servi son parcours politique, très anciennement enraciné lui aussi.

Dans les années 60 — on est en pleine guerre d'Algérie — Bernard Bioulac préside, à Limoges, l'Association des étudiants catholiques, proche du PSA, l'ancêtre du PSU. C'est à ces années de militantisme étudiant que remontent ses rencontres avec Pierre Mauroy. Il a pris depuis plusieurs années sa carte du PS lorsqu'il devient, en 1977, maire du petit bourg périgourdin de Saint-Berthelemy-de-Bussière, où il passe ses vacances. Mais c'est le sénateur Lucien Delmas qui lui mettra le pied à l'étrier. Conseiller général, Bernard Bioulac prend ainsi la présidence de la fédération des élus socialistes du département avant d'occuper, tout naturellement en 1982, celle de l'Assemblée départementale.

Dans la commission des affaires sociales, le nouveau député de la Dordogne s'intéressera à la recherche — « il y a beaucoup à faire » — accessible-

ment à la santé. Mais il restera, il y tient, un homme de terrain toujours très préoccupé de conjurer le respect de ses convictions socialistes avec la recherche de la meilleure efficacité économique, comme il l'a fait dans son département. C'est cette attitude qui le rapproche des amis de Laurent Fabius. « Il faut faire évoluer notre parti », explique-t-il. « On ne peut plus raisonner uniquement en termes de grands principes. Ces principes représentent un héritage inaliénable mais qu'il faut intimement lier à tout ce qui touche à l'économie, la croissance, la vie de l'entreprise ».

D'un homme de terrain aussi cette réaction d'humour à quelques-unes des premières décisions du gouvernement Rocard. « Les problèmes de la vie



quotidienne doivent être réglés au plus près de la vie des gens, c'est-à-dire le plus souvent par les collectivités locales. Nous avons été les premiers, avec le Territoire de Belfort, à mettre en œuvre un revenu minimum et cela au moindre coût, puisque les dépenses d'aide sociale en Dordogne sont passées de 49,7 % du budget total en 1982 à 37,3 % en 1988. Pourquoi aujourd'hui nous enlever la responsabilité de répartir le revenu minimum en nous laissant la tâche d'insérer ses bénéficiaires ? Aucun pays moderne n'est jacobin, cela dans tous les domaines : l'aide sociale mais aussi bien la promotion économique, la formation ou l'éducation ». Sur de tels sujets Bernard Bioulac s'anime vite, retrouve les accents de l'homme de théâtre qu'il aurait aimé être, du Périgourdin qu'il souhaite rester. Quoi qu'il arrive.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.
(1) Par 51,94 % des voix, Yves Guéna en recueillant 48,05 %. Dans la même circonscription, François Mitterrand avait obtenu le 8 mai 56,83 % des suffrages.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Les divisions du FLNKS accroissent la difficulté des négociations

Le FLNKS et les anti-indépendantistes du RPCR avaient prévu de rencontrer à nouveau le premier ministre à Paris aux alentours du mercredi 10 août afin de mettre au point le projet de référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Cette rencontre ne pourra probablement pas avoir lieu dans les délais prévus. Les délégués du FLNKS et du RPCR ont repoussé la date de leur arrivée à Paris.

Les négociations périclitent en effet depuis que les indépendantistes ont souhaité d'importants aménagements à l'accord conclu le 26 juin dernier à Matignon entre le chef de file du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, et celui du RPCR, M. Jacques Lafleur, en présence de M. Rocard. Les indépendantistes font porter l'essentiel de leurs exigences sur la composition du corps électoral qui serait appelé à se prononcer lors du scrutin d'autodétermination de 1998, ainsi que sur le découpage régional du territoire prévu au terme de la période d'administration directe, en juillet 1989. M. Lafleur et ses amis du RPCR refusent, pour leur part, de revenir sur les termes de l'accord du 26 juin tandis qu'à Matignon on estime que les deux parties en présence doivent s'entendre préalablement. Le haut-commissaire de la République à Nouméa, M. Bernard Grasset, s'efforce sur place d'enclencher ce processus.

Les diverses composantes du FLNKS, toujours profondément divisées, poursuivent leurs discussions afin de déterminer une attitude commune face au gouvernement. Le comportement des fractions dures irrite les amis de Tjibaou. L'avenir calédonien, organe de l'Union calédonienne, formation de M. Tjibaou, dénonce dans sa dernière livraison « les dissensions mythomanes qui sont prêtes à envahir un ultimatum du gouvernement français ». Un nouveau parti indépen-

dentiste, « l'Union pour construire l'indépendance » (UPCI), a été créé le week-end dernier par des exclus du LKS (Libération kanak socialiste), formation indépendantiste modérée.

Deux indépendantistes remis en liberté

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui avait examiné, le 4 août, les appels des ordonnances de maintien en détention de vingt-cinq indépendantistes du FLNKS inculpés et écroués après l'assassinat de quatre gendarmes, le 22 avril, à Fayoué, et la prise d'otages d'Otuvé, a rendu, le lundi 8 août un arrêt de remise en liberté concernant deux d'entre eux. Elle a, en revanche, confirmé le maintien en détention des vingt-trois autres indépendantistes, inculpés d'assassinat, de rébellion armée, de séquestration illégale et d'association de malfaiteurs.

Chargé de l'information ouverte après la prise en otage des vingt-trois militaires et du substitut Blanc, le juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Mazieres, avait rejeté les demandes de mise en liberté des vingt-cinq militants. Selon le comité des familles des détenus, les deux Mélanésiens remis en liberté sont Aïra Gnipeta et Justin Faoutolo.

La mort de Henri Frenay

Une cérémonie officielle sera organisée aux Invalides

Dans un communiqué publié le lundi 8 août par l'Élysée, M. François Mitterrand a exprimé le souhait que « la nation rende un hommage solennel à la mémoire de Henri Frenay », ancien résistant, fondateur du mouvement Combat, décédé samedi à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à son domicile de Porto-Vecchio (Corse).

Le communiqué précise que le président de la République assistera personnellement à la « cérémonie officielle », qui aura lieu aux Invalides et dont la date n'a pas encore été arrêtée.

Le décès de Henri Frenay a d'autre part suscité des réactions suivantes :
• M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, a rendu hommage à celui qui « s'est engagé dès la première heure dans la résistance à l'occupant, refusant toute soumission ». « La France perd avec lui un de ses hommes qui incarnent le courage et qui, dans l'adversité, ont pu sauver l'honneur de la nation », ajoute le communiqué du ministère de la Défense.

• M. Jean-Pierre Bloch, ancien résistant, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, a déclaré que Henri Frenay a été « un exemple de courage et de loyauté ». « La Résistance tout entière, est aujourd'hui en deuil : nous pleurons un ami », a-t-il conclu.

• RECTIFICATIF. — Dans nos premières éditions du mardi 9 août, une erreur de transmission a provoqué un contresens dans l'article que Jacques Ruffié a consacré à Henri Frenay. En 1964, Henri Frenay appelait de ses vœux la constitution d'un vaste rassemblement exclusif de ce qu'il considérait comme les extrêmes, c'est-à-dire du PCF et de l'UNR. Et non pas « du PCF à l'UNR ».

Une mise au point du garde des sceaux

Le projet de budget 1989 de la justice marque « une évolution positive »

précise M. Arpaillange

Dans un communiqué publié le lundi 8 août, M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, a fait une mise au point sur le projet de budget 1989 de la justice. Cette déclaration fait suite à des propos rapportés lundi également par l'A.F.P. de certains collaborateurs du ministre, estimant que le projet de budget était « très mauvais » sinon « catastrophique », et que le ministre n'aurait pas « les moyens de sa politique ».

M. Arpaillange « dément formellement le contenu » de ces appréciations. « L'enveloppe globale des crédits, écrit-il, montre une augmentation par rapport au budget 1988, supérieure à la moyenne retenue pour l'ensemble du budget général. Ces données traduisent finalement une évolution générale positive, malgré les contraintes budgétaires auxquelles le gouvernement doit faire face. » « A titre d'exemple », M. Arpaillange indique, d'autre part, que « le projet de budget 1989 se traduira par des créations nettes de quatre cent quatre-vingt-quatre emplois, ce qui place ce département au troisième rang des priorités en termes d'emplois ». Il ajoute cependant : « Sans doute certaines questions

demeurent en suspens. Le garde des sceaux aura à s'en entretenir avec le premier ministre. »

Avec un montant de 15,6 milliards de francs, le projet de budget du ministère de la justice pour 1989 enregistre une progression de 5 % par rapport au budget 1988 (contre une augmentation de 4,6 % pour la moyenne de l'ensemble du budget). Le prédécesseur de M. Arpaillange, M. Alain Chalon, avait obtenu 14,723 milliards de francs en 1988 pour un budget en progression de 10,27 %, qui s'expliquait par « un effort sans précédent en faveur de l'administration pénitentiaire » (programme de quinze mille places supplémentaires de prison).

Au 1^{er} juillet, il y avait 52 381 détenus (dont 21 286 prévenus en attente d'être jugés) dans les prisons françaises, métropole et DOM-TOM compris. Selon une première évaluation, ce chiffre, après les mesures de grâce et d'amnistie de juillet concernant 5 171 détenus condamnés à de courtes peines d'emprisonnement, serait tombé à environ 46 000 au 1^{er} août dans les prisons de la métropole.

Le cabinet de M. Claude Evin

M. Jean-René Brunetière a été nommé directeur de cabinet de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

[Né le 12 janvier 1947 à Paris, M. Jean-René Brunetière est diplômé de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole nationale des ponts et chaussées et de l'Institut d'études politiques de Paris. Après sa coopération technique en Algérie, M. Brunetière a été chargé de mission auprès du directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales de 1976 à 1980. Il a ensuite été en fonctions jusqu'en 1983 à la direction départementale de l'équipement des Pyrénées-Orientales, d'abord comme chef de service puis comme adjoint au directeur de l'aménagement, de l'habitat et de la construction. Chargé de mission auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1983 à 1986, il a ensuite été chargé de mission auprès du directeur du personnel du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.]

Les autres membres du cabinet de M. Evin sont : M. Jean-Luc Uguen (chef de cabinet), M. Philippe Vuillequin (chef adjoint de cabinet), Mme Sybilie Cohn (attachée de presse), Mme Chantal Thepaut (chef du secrétariat particulier), Conseillers techniques : M. Jean Blocquaux (action sociale), M. Jean-François Brouté (sécurité sociale), M. Jérôme Cahuzac (pharmacie), M. Edouard Couty (planification et gestion hospitalière), M. Jean-Paul Jean (lutte contre la toxicomanie), M. Jacques Marchal (prévention sanitaire), M. Bernard Marrot (budget), Mme Annick Morel (famille), M. Jean-Claude Sommarie (population), M. Didier Tabuteau (santé), M. Bruno Varet (médecine hospitalière), M. Marcel Atlan (statut des personnels hospitaliers), M. Pierre Bucco (dossiers locaux), MM. Michel Thierry, Jean Cottave et Thierry Charnasson sont attachés auprès de M. Evin en sa qualité de porte-parole du gouvernement.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DE JUGEMENT DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTAISE

En son audience du mardi 19 avril 1988, le Tribunal correctionnel de Pontaise (6^e chambre), statuant par jugement contradictoire à l'égard du nommé : RIERA Jean-Michel, né le 18 mai 1946 à Saint-Etienne (42), ayant demeuré en dernier lieu à LA COURNEUVE (93), 79, avenue Jean-Jaurès présentement libre. A déclaré le susnommé coupable du délit de : FRAUDE FISCALE, en matière de TVA et impôts sur les sociétés. Passation d'écritures fictives en comptabilité de décembre 1982 à juin 1984. Fais prévis et réprimé par les articles 1741 et 1743 du code général des impôts.

L'a condamné par jugement contradictoire à 8 mois d'emprisonnement avec sursis et à 80 000 F d'amende. L'a déclaré solidairement tenu avec la SARL MACRI-BOUSSARD. Dit qu'il pourra être recouru à la contrainte par corps en application des articles 749 et suivants du C.P.P.

Ordonne l'affichage durant 3 mois, par extrait de jugement à la rue de domicile, au siège de la société MACRI-BOUSSARD, la publication d'un extrait dans le *Journal officiel* et une édition du *Monde* aux frais du condamné.

Pour extrait certifié conforme. LE GREFFIER.

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(toutes les France 3^e superproductions)
Remarque, éditée des 42 pays d'expression française, tout de la suite : les textes sont écrits par des journalistes chevronnés de l'Union française France 3^e : 2^e édition actualisée, revue, enrichie des faits d'actualité française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférences franco-africaines (40 nations), ACT 140 national et la possible UDFP (Union des États de langue française : 45 nations, 200 p., 98 F).
Passez chez l'auteur :
MARTINOT DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON
(Tél. 01 90 F. Les 2 tomes 140 F franc)

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du vendredi 5 février 1988. Pourvoi : rejet le 14 juin 1988. M. ABIVEN Jacques, né le 3 août 1935 à RENNES (35) et demeurant à PARIS (16^e), 25, rue Boissière : a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

La Cour a en outre ordonné, aux fins du condamné : 1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le *Journal officiel*, le *Figaro* et le *Monde*. 2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (16^e).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général par sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 26 mai 1987, rejet du pourvoi en cassation le 21 juin 1988. M. ETEVE Gérard, né le 28 février 1951 à TUNIS (TUNISIE) et demeurant à PARIS (14^e), 146, rue Raymond-Loscard, a été condamné à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 F d'amende, 8 années de privation de droits, art. 42 C.P., pour escroquerie et publicité mensongère.

La cour a, en outre, ordonné, aux fins du condamné : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : QUE CHOISIR ? 50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS, FRANCE-SOIR, LE MONDE, LE QUOTIDIEN DE PARIS et LIBÉRATION.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méray (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tape LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Impression : 7, rue des Italiens PARIS-CE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montaigne, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les multiples facettes de l'affaire Jobic

Le commissaire et les « indices »

Le commissaire Yves Jobic est inculpé de proxénétisme aggravé depuis le 28 novembre 1987. Le 22 juin dernier, après l'arrestation de deux personnes proches du commissaire et inculpées de subornation de témoins, Yves Jobic avait été incarcéré puis remis en liberté le 7 juillet.

Tels sont les actes de procédure les plus marquants de cette affaire aux multiples facettes qui, en fait, a commencé il y a près d'un an.

Ce coup de téléphone, le commissaire Yves Jobic, chef des unités de recherche de la première division de police judiciaire (DPJ) de Paris, préférait sans doute ne l'avoir jamais donné. C'était il y a un an, ou presque, exactement le 31 août 1987 à 21 h 22. Le policier vient de rentrer de vacances. Ce jour-là, il est assis à son bureau, rue de Valenciennes, à Paris. Il n'a que trente ans. Les années passées auprès de sa mère, en Bretagne, comme pratiquement chaque année. Cette nuit-là, il fait donc le numéro d'un bar pour noctambules, La Palmeraie, rue du Vieux-Colombier, dans le sixième arrondissement de la capitale. Et il demande à parler à « Bourd ».

La conversation commence sur un ton badin, comme entre vieux amis. « Tu es rentré quand, hier ? », lui demande « Bourd ». « Ouais, hier soir », répond le commissaire. « T'es été sur la Côte ou pas ? » « Non, non, j'ai pas descendu ». « C'est ce qui m'a semblé aussi... ». « J'ai resté avec ma mère », précise encore Yves Jobic. Puis il se met à parler de son travail. « Tu sais, le mec de Nanterre ? Il est complètement à côté de ses pompes, ce mec-là ! Il est allé au 36, pour moi (...). Pour avoir des précisions... ». « Quel enfoiré, ce mec », commente « Bourd », et le commissaire réplique : « J'ai pas ce qu'il est allé s'imaginer dans sa tête, ce mec-là, mais il est complètement malade ».

Le cœur de l'affaire

Or le « mec » en question n'est autre qu'un juge d'instruction du tribunal de Nanterre, M. Jean-Michel Hayat. Et ce qui précède comme ce qui suivra, il va le lire, bientôt, tout au long de dix feuillets qui, dans une sténographie parfaite, lui rendent l'atmosphère de la conversation. Et il n'en revient pas. Car « Bourd », dont il a placé le bar sous écoute judiciaire, confiée par les gendarmes de Versailles à une société privée, la SPII, qui refusa par ailleurs de donner l'adresse de son cabinet, dans l'affaire des « plombiers », du Conseil supérieur de la magistrature, n'est autre que Jean Moustapha, dont il a inculpé et écroué le frère, Jean-Claude, en décembre 1986, pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Qui plus est, dans le dossier qui instruit le juge d'instruction, La Palmeraie apparaît comme l'un des centres de trafic de stupéfiants, aux côtés d'un autre bar, Le Millard, situé avenue de Saint-Ouen.

Voilà donc qu'un commissaire de police confie son amitié à un juge d'instruction au frère d'un délinquant, lui-même suspecté alors par le magistrat de « combines » plus ou moins louches. Pis encore, aux yeux de M. Aytat, les deux hommes rient de concert au récit, fait par « Bourd », d'une confrontation toute récente, dans le cabinet du juge, entre Jean-Claude Moustapha, surnommé « Aziz », et deux autres inculpés qui se seraient rétractés.

Mais, surtout, à la lecture de ce dialogue, le magistrat se rend compte qu'une démarche informelle qu'il vient de faire auprès d'Olivier Foll, sous-directeur de la DPJ parisienne, justement à propos de soupçons qu'il nourrit déjà à l'encontre du commissaire Jobic, est immédiatement répétée à un homme qui, pour lui, appartient au « milieu ».

« Ecoute, dit Yves Jobic à son interlocuteur, M. [Hayat] est allé voir Foll, lundi dernier (...). Foll m'a téléphoné à Saint-Brieuc (...). Pour le dire, c'est assez chaud quoi. Le mec, il m'appelle en vacances et tout, pour avoir des précisions. Ah, j'ai dit, écoutez, y a rien de plus clair dans cette affaire-là (...). J'avais vraiment pas ce que ce type-là veut chercher comme histoire (...). Enfin, ça m'a un peu gonflé, ce truc-là, quoi ! ». La conversation se poursuit ensuite sur des sujets divers : des relations communes, une histoire de passeport, un « vice-consul », « Bourd » demande notamment à Yves Jobic de « rebrancher » le commissaire de police du quartier qui, nous rendra dans la guêlée (...). « parce que les feds, les papeteries qui l'ont demandé, y sont pas

arrivés ». Autrement dit, une demande d'intervention à propos de son bar, menacé de fermeture. Le commissaire reste sur la réserve, et, de fait, La Palmeraie sera fermée quelques jours plus tard.

Fût-elle judiciaire, une écoute téléphonique est-elle une preuve ? Les avocats du commissaire Jobic n'ont-ils pas raison de contester la légalité de celle-ci, au prétexte que son décriptage ne prend pas la forme d'un procès-verbal en bonne et due forme ? Ces questions juridiques seront ardemment débattues. Mais en septembre 1987, pour le juge Hayat, il n'y a désormais guère de doute : le commissaire Jobic entretient avec les frères Moustapha des relations qui vont bien au-delà du simple traitement d'informateurs. Le juge l'inculpera de proxénétisme aggravé deux mois plus tard, le 28 novembre 1987. Nous voici au cœur de l'affaire, de son enjeu.

Libre depuis le 7 juillet dernier, après deux semaines d'incarcération, soutenu par le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, bien noté en tant qu'officier de police judiciaire (OPJ) par le parquet de Paris — 3,85 en 1987 (les notes vont de 1 à 5) —, Chaudement félicité, la même année, par ses supérieurs — « résultats exceptionnels », « une vocation policière digne des plus grands éloges », « courageux et dynamique », — promis, disait-on avant ses démêlés judiciaires, à prendre la direction de la brigade de répression du banditisme (BRB, la prestigieuse brigade antigang), le commissaire Jobic s'entient à une constante ligne de défense : la famille Moustapha — la mère, Louise, et les deux frères — sont ses informateurs, très bons « indices » ; il les protège pour d'évidentes raisons d'efficacité professionnelle ; mais il n'est pas corrompu, la relation ne s'est pas inversée, elle est à sens unique, c'est lui qui mène le jeu.

A l'évidence, l'intime conviction du juge Hayat est à l'opposé : le commissaire a passé la frontière déontologique, n'a pas respecté d'élémentaires précautions ; sa relation avec les frères Moustapha est à l'image de la conversation du 31 août 1987, où c'est lui qui semble rendre compte à son « indice » ; et le magistrat n'exclut pas qu'Yves Jobic ait retourné à son profit certaines pratiques de « milieu ». Mais une intime conviction ne suffit pas à faire une bonne justice, les défenses du commissaire ne manquant pas de souligner le « parti pris » du juge Hayat qu'WJL accusent d'être, viscéralement, « anti-flic ».

Les accusations de « Zouzzou »

Mieux vaut donc rester au plus près du dossier d'instruction. De quels éléments à charge se prévaut M. Jean-Michel Hayat ? Des témoignages d'une dizaine de prostituées, dont trois se sont constituées parties civiles. Pour la plupart, elles exercent ou ont exercé rue de Budapest, une rue sordide du neuvième arrondissement où règne la prostitution dite « d'habillage ». Le juge Hayat y a effectué le 19 janvier un transport de justice fort méticuleux dont le procès-verbal est à lui seul un document ethnographique (le Monde du 23 juin), décrivant des studios misérables, des murs lépreux, des immeubles privés d'eau, des tas de papiers usés et les allées et venues d'une prostituée qui, en une seule heure, fera quatre « passes ».

Que racontent ces témoignages, retenus par le juge pour leur précision parmi une trentaine de dépositions contre le commissaire ? Avec des variantes, le même scénario, Yves Jobic ferait « tomber » les proxénètes afin de contrôler lui-même les filles. L'accusation est grave, et explique l'inculpation, le 28 novembre 1987, du commissaire pour proxénétisme aggravé, ne serait-ce que pour qu'il puisse se défendre en ayant accès au dossier. Accumulées une à une par le juge Hayat, ces accusations ont été maintenues par les intéressées lors d'une confrontation générale, le 1^{er} juillet.

Zoulikha Zenatti, dite « Zouzzou », qui vit aujourd'hui sous la protection des gendarmes, affirme qu'elle a régulièrement versé de l'argent au commissaire : « Jobic me faisait du chantage (...). J'ai été la dernière des dernières à avoir remis de l'argent à Jobic, avant moi il y a eu Fatma Keldani et Hamel. Il y avait même des Françaises », Nacera Abderramane, qui, pourtant, n'a jamais eu affaire au commissaire, confirme : un jour, rue de Budapest, alors que « Zouzzou » venait d'être traitée de « balance à Jobic » par une des filles, celle-ci lui aurait

expliqué « qu'en fait elle travaillait pour Jobic ». Et elle ajoute : « Ce que je veux dire par là, c'est qu'elle se prostituait pour le compte de Jobic ».

Nadjia Khebir, qui précise n'avoir « jamais remis d'argent » au commissaire, réchérche : « Tout le monde savait, rue de Budapest, que « Zouzzou » était la femme à Jobic (...). Cela veut dire qu'elle travaillait pour lui ». Fatma Keldani assure qu'en juillet 1986, après que le commissaire eut interpellé son souteneur, il l'a emmenée dîner : « Il m'a expliqué que je n'avais plus besoin de souteneur et que c'est lui qui se chargerait d'assurer ma prostitution. C'est au cours de ce repas qu'il m'a demandé de lui remettre la somme de 8 000 francs par semaine ».

Louharis Nalce, alias Samira Kheri, affirme quant à elle avoir remis 3 000 francs à Yves Jobic, en échange de son intervention pour la faire relâcher par un service de la préfecture de police, puis 9 000 francs afin d'obtenir un passeport.

Nadia Mazière assure avoir versé, en 1987, « trois fois de l'argent à Yves Jobic », deux fois 3 000 francs et une fois 6 000 francs. Elle prétend que le commissaire l'a priée d'envoyer des mandats à Jean-Pierre Tagliarini, un malfaiteur détenu à la

J'ai un témoin de dernière minute !



prison de la Santé pour un affaire criminelle, ce que confirme l'une de ses amies, qui, elle, n'est pas prostituée, Brigitte Bracchi. Celle-ci affirme même avoir avancé l'une de ces sommes à Nadia Mazière et produit les bulletins de salaires de son concubin où figurent les a comptes de salaires demandés à cet effet. Enfin, Marie-Line Barbier déclare avoir eu un conflit de territoire avec une autre prostituée, Patricia Boschetto, qui s'est réglé par une rencontre entre les « deux maris », dont l'un, juré-elle, n'était autre que le commissaire.

Un témoin girouette

Patricia Boschetto était maquée par le commissaire de police Yves Jobic », conclut-elle sur un ton péremptoire. Patricia Boschetto qui, justement, manque à l'appel. Un témoin-girouette, cette Patricia ! C'est elle qui, témoignait en juin 1987 dans l'affaire des stupéfiants instruite au départ par le juge Hayat, lui confiait, la première, hors procès-verbal : « Jobic touche des enveloppes ». Elle se rétracta par la suite, affirmant que le juge avait voulu la contraindre à monter un piège contre le commissaire. Mais, le 25 janvier dernier, elle revint à sa position première, dans une lettre manuscrite adressée au juge où elle prétend avoir été menacée pour « aider le proxénète Jobic ». Puis elle ira se plaindre à des policiers d'avoir été forcée à écrire cette missive par des souteneurs, avant de s'évanouir dans la nature.

Durant cette confrontation, longue et orageuse, le commissaire répliqua à chacune de ces accusations, qui ne sont, pour lui, que des diffamations. Et il a, en sa faveur, un argument, le point faible du dossier du juge : nulle trace de tout cet argent dans ses revenus ou son train de vie, aucun recoupement matériel de ces témoignages.

Deux experts ont passé au peigne fin ses ressources, son patrimoine, les mouvements de ses comptes bancaires depuis 1985 : ils n'ont trouvé que deux chèques dont l'origine n'a pu être justifiée, pour un montant de 6 500 francs, et estimant les dépenses moyennes par mois d'Yves Jobic à 4 279 francs en 1985, 6 445 francs en 1986 et 4 451 francs en 1987, auxquels il faut ajouter une prime, accordée par la direction de la DPJ parisienne, de 1 250 francs L.

Dans cette partie de bras de fer, le juge Hayat suit qu'il est, ici, en position de faiblesse : tenu, il continue de chercher sur la base, dit-on, de nouveaux éléments.

Jusqu'à une éventuelle décision contraire d'un tribunal, le commissaire Jobic est donc innocent, comme, en théorie, tout inculpé. Cependant, d'un simple point de vue administratif, et non plus judiciaire, son affaire lève un voile inattendu sur ce couple énigmatique : le commissaire de PJ et ses « indices ». La question posée est simple : jusqu'où peut aller la « protection » accordée aux informateurs ? Car c'est peu dire que le commissaire, avec l'accord de son supérieur direct, M. Philippe Vénère, chef de la première DPJ, mettra tout en œuvre pour défendre dans ce maelström ses « indices » contre un magistrat qui, lui, les soupçonne de délits graves. Quitte à tenter d'enrayer la marche normale de la justice.

Audition sans procès-verbal

Aux yeux de celle-ci, qui sont Jean-Claude et Jean Moustapha, puisqu'il s'agit d'eux ? Le premier, remis en liberté, fin juin, contre une caution de 100 000 francs, est soupçonné d'être un dealer de haschisch, voire même d'héroïne, en compagnie

de sa garde à vue, il est inscrit : « Refuse de signer ». Plus curieusement, aucun procès-verbal écrit ne sera établi : le juge d'instruction parisien le confirmera à son collègue de Nanterre, après que le commissaire Jobic aura prétendu le contraire.

Une victime du milieu ?

Quelques mois plus tard, l'associé de Jean Moustapha au bar La Palmeraie, Rachid Mecheri, affirmera au juge Hayat que cette extraction a été « arrangée » : moyennant la somme de 25 000 francs, Jean-Claude Moustapha aurait pu aller rendre visite à sa mère, Louise. Or voici que, dans l'agenda du commissaire Jobic, le magistrat découvre d'étonnantes inscriptions : à la date du 7 mai 1987, « Tel Louise », et à celle du 11 mai 1987, jour de l'extraction, « Louise ».

Et, en effet, Louise Moustapha habite à Paris au deuxième étage du 26, boulevard Rochechouart. Dans cet épisode, le juge va marquer un point : le commissaire n'arrivera pas à expliquer de façon cohérente la raison de cette inscription. Il se contentera d'invoquer un risque d'évasion. Il aurait noté l'adresse de Louise pensant que, dans cette éventualité, son fils irait s'y réfugier. Mais l'adjoint d'Yves Jobic, l'inspecteur Michel Creissac, entendu le 7 juillet par l'IGS, la police des polices parisiennes, le contredit : « Je ne m'explique pas pourquoi il a fait cela car il connaît l'adresse ». Et le commissaire lui-même laisse transparaître son embarras, lors d'un interrogatoire en janvier : « Je ne me rappelle pas pourquoi j'ai inscrit cela sur mon carnet ».

Quant à l'autre frère, Jean Moustapha, depuis son arrestation, le 23 octobre 1987, qui précède d'un mois sa propre inculpation, le commissaire Jobic n'aura de cesse de faire son éloge. Avec aplomb, il reconnaît avoir fermé les yeux sur son interdiction de séjour « en échange d'informations très importantes ». « J'ignorais que Moustapha se livrait au proxénétisme, je ne l'ai jamais vu rue de Budapest (...). Insistait-il sur son interdiction par les gendarmes, je n'ai jamais eu connaissance du moindre crime ou délit fait par Jean Moustapha ». Non, répète-t-il, Jean Moustapha n'était pour lui qu'un simple « commerçant ».

A trop vouloir prouver, le commissaire s'expose à une contradiction : l'interdiction de séjour, sur laquelle il fermait les yeux, n'avait-elle pas pour origine une condamnation dans une procédure pour proxénétisme dilaté, en 1983, par la première DPJ, son propre service, où il fut affecté en 1984 ? Le commissaire n'en fait-il pas trop ? Comment le juge Hayat n'aurait-il pas le sentiment d'être défilé, quand, le 29 janvier, Yves Jobic lui répond, à propos de ses interventions pour les frères Moustapha : « J'estime avoir fait les démarches normales, en attachant toujours à respecter les circuits administratifs et judiciaires, à propos d'individus qui, tout en vivant en marge de la société officielle, ont largement contribué à sa défense ».

« Que voulez-vous, un innocent, ça se défend mal », commente M. Daniel Duglery, secrétaire général du Syndicat des commissaires. Pour lui, il n'y a pas de doute : Yves Jobic est la victime, victime d'une vengeance du « milieu » parce que trop zélé, victime de prostituées dont il arrête les souteneurs, victime de son succès — mille cent personnes déférées au parquet en quatre ans d'activité à la tête des unités de recherche de la première DPJ. « Un innocent, ça se défend mal... », Car,

dans cette affaire tissée d'ambiguïtés, il est un terrain sur lequel ses collègues ont, malgré tout, du mal à suivre le commissaire : les pressions sur les témoins, cet inexplicable, sinon inexcusable, recours au « milieu » pour se défendre.

C'est l'ultime volet ouvert par le juge Hayat avec, cette fois, des éléments plus constants que de simples témoignages sans preuves matérielles. Ayant reconnu avoir essayé d'obtenir les rétractations de certaines prostituées, trois hommes sont inculpés, depuis la fin juin, de subornation de témoins. Il y a Ahmed Ben Arabi, dit « l'Indien », « tombé » pour proxénétisme en mai 1987, condamné à huit mois de prison et à deux ans d'interdiction de séjour, et qui, sorti de prison le 14 avril, croise — en pleine illégalité — à Paris, rue d'Amsterdam, le commissaire Jobic qui lui demande d'aller remettre un modèle de lettre à deux de ses accusés.

Il y a aussi Bernard Lemouton, connu comme proxénète du 3 bis, rue de Budapest, par la brigade des stupéfiants et du proxénétisme, qui a, par « un pur hasard », arrêté le 1^{er} de son carnet d'adresse, qui reconnaît avoir écrit une lettre de rétractation pour Samira Kheri, analphabète en langue française, et qui est accusée par « l'Indien » d'avoir mis « un tour-nevis sur la gorge de Louharis Nalce » pour qu'elle écrive une lettre semblable. Il y a enfin Boumedine Ouchent, dit « Michel », gérant du bar Le Vogues, situé non loin des locaux de la première DPJ, qui, lui aussi, a arrêté la page des « I » de son carnet, et qui a également tenté d'obtenir des lettres de rétractation.

« Contaminé par la pègre »

« Michel », encore l'un des « indices » privilégiés du commissaire Jobic qui, récemment encore, l'appela presque chaque jour à son bar, « Michel », dont le discours sur le policier a changé au fil des interrogatoires. « C'est un bon flic, car il arrête tous les truands », déclare-t-il d'abord, en ajoutant : « Je lui téléphone fréquemment pour lui donner des affaires ». Puis, quelques heures plus tard : « J'en ai rien à foutre de lui », « J'ai été obligé de travailler avec la police. C'est d'abord donné, ou je donne une affaire ou je perds mon autorisation d'ouverture de nuit ». Et, enfin, le 13 juillet, dans le cabinet du juge Hayat : « Le commissaire Jobic était au départ un excellent policier. Le problème qui s'est passé, c'est qu'il a été complètement contaminé par la pègre, contaminé par la famille Moustapha, qui est une famille de truands de la pire espèce ».

Récemment, presque en catimini, « l'Indien » et « Michel » ont été remis en liberté, en remerciement, sans doute, de leur collaboration active. Avec le juge, cette fois. Aussi le parquet de Nanterre a-t-il récemment présenté à la chambre criminelle de la Cour de cassation une requête en vue de désigner la juridiction appelée à connaître des faits de « subornation de témoins » imputés à l'officier de police judiciaire Yves Jobic. La décision est attendue. Si le juge Hayat est finalement désigné pour suivre le dossier, il sera conforté. Dans le cas contraire, la décision de la chambre criminelle pourra être considérée comme un désaveu.

En attendant, il est permis d'avoir une pensée pour l'« indice », Jean Moustapha, désigné à la vindicte de ses semblables. Le 21 janvier, il se lamentait : « Je considère que Jobic agit en crapule lorsqu'il fait savoir à la presse et à la télévision que j'ai été son informateur ».

EDWY PLENEL

FAITS DIVERS

● Accident d'U.L.M. en Lozère : deux morts. — Le pilote d'un U.L.M. et sa passagère ont été tués le lundi 8 août, lors d'un baptême de l'air à La Garde, près de Mende, en Lozère. L'appareil, piloté par M. Serge Meunier, trente-sept ans, s'est écrasé sur son aire d'envol.

● Saisie d'objets d'art à Nice. — Un stock d'objets d'art évalué à 1 million de francs a été saisi au domicile de deux trafiquants nîçois, qui ont été inculpés et écroués. Bernard Bissoni, vingt-huit ans, et Jean-Marie Mention, trente ans, avaient auparavant été interpellés en possession d'héroïne. Lors d'une perquisition chez Bissoni, les policiers ont découvert une collection d'objets d'art en ivoire identifiés comme provenant de cambriolages effectués dans la région. D'autres pièces ont été découvertes chez une de ses amies. Les policiers ont aussi saisi

90 grammes d'héroïne et une arme automatique de 7,65 mm. Les deux hommes ont été inculpés d'infraction à la législation sur les stupéfiants et Bissoni de recel. Ils ont été écroués à la maison d'arrêt de Nice.

● Disparition d'un véhicule transportant une source radioactive. — Un véhicule transportant une source radioactive appartenant à une société de Fauville-en-Caux (Seine-Maritime) a disparu dans la région de Haute-Normandie. La source, contenue dans un cylindre cylindrique muni d'une poignée, était destinée à la vérification de soudures de canalisations en construction. Dans un communiqué, la préfecture de la région met en garde contre la manipulation de cette source, qui pourrait provoquer des brûlures locales en cas de contact direct. Le matériel, d'une hauteur de dix centimètres, pèse environ 8 kg.

de des sceaux
89 de la justice
ion positive
aillage

Claude Evin

ONCE

LE MONDE

BULLETIN D'ABONNEMENT

DE RÉCHOISIE

Environnement

L'île de Ré digère son pont

(Suite de la première page.)

Ils franchissent le pont sur un étroit ruban de bitume, sous le contrôle de quatre caméras qui veillent à la « permanence du flux » et donc interdisent aux automobilistes de s'arrêter pour contempler l'océan du haut des quarante mètres du pont. Ré, jusqu'à la fin de l'été, est devenue la banlieue la plus accessible de La Rochelle.

Mais les automobilistes ne perdent rien pour ne plus attendre à l'entrée. L'île se venge bientôt avec des embouteillages monstres aux différents points noirs du réseau routier. Tous redoutent notamment le carrefour de la Passée, véritable goulet d'étranglement entre le nord et le sud de l'île, et aussi « les feux de Saint-Martin », c'est-à-dire le croisement de Saint-Martin-de-Ré, capitale de l'île, où des files de plusieurs kilomètres s'étirent au feu rouge. Ces embouteillages, fréquents en juillet et août du temps des vacances, sont devenus la règle aujourd'hui.

Les chiffres le confirment : 49 000 véhicules ont pénétré dans l'île en juillet 1987. On en a enregistré 69 000 en juillet de cette année, malgré un temps plus que médiocre. Avec le retour du grand bleu dans le ciel charentais, août risque de connaître la congestion totale aux heures de pointe.

Ainsi donc, comme le prévoyaient les « antipontistes », l'insupportable attente s'est seulement déplacée du bac à l'intérieur de l'île. Les Rétais, toutefois, préfèrent oublier cet inconfort momentané, qui ne les gêne que deux mois par an. Vous n'imaginez pas comme la vie est transformée pour nous, observe un ostréiculteur d'Arçay. Quand nous rentrons du marché à 3 heures du matin, nous étions obligés de coucher à La Pallice en attendant le

Rochelle, mais c'est pour mieux la remplir pendant la saison estivale, notamment avec un nouvel afflux de visiteurs à la journée. « On voit des promeneurs du dimanche qui viennent des Sables-d'Olonne ou même de Poitiers », constate un restaurateur de Rivedoux.

Quoi qu'il en soit, l'envahissement de l'île suscite toujours autant d'inquiétude auprès des résidents secondaires, aujourd'hui deux fois plus nombreux que les résidents permanents (3). Rassemblés depuis 1954 au sein de l'association des Amis de l'île de Ré (AIR), ces Rétais d'adoption ont bataillé contre le pont avec force recours devant les tribunaux. S'ils reconnaissent aujourd'hui leur défaite, ils n'entendent pas baisser les bras devant les promoteurs et tous ceux qui ne vont pas manquer de s'engouffrer par la brèche du pont. « Les choses sérieuses vont vraiment commencer maintenant », a prévenu d'emblée le président de l'AIR, M. Gilles Bouthillier, lors de l'assemblée générale de l'association, réunie samedi 6 août à La Flotte-en-Ré.

Un rapport confidentiel

Les Amis de l'île de Ré souhaitent notamment que le rapport de M. Jean Gadant, ingénieur général des eaux et forêts, chargé par M.M. Méhaignerie et Carignon de définir un avenir pour Ré, soit enfin publié. Il est resté confidentiel depuis sa remise le 28 avril dernier.

Ce rapport contient, en effet, une série de suggestions pour maîtriser le développement de la nouvelle « presqu'île », comme le classement de la partie sud de Ré et la création d'un « organisme supra-communal puissant », capable de résister aux

pressions de l'urbanisation à outrance. « C'est la maîtrise du foncier qui déterminera l'avenir », insiste le maire de La Flotte. Nous avons déjà 17 % de l'île, qui sont urbanisés. Si l'on ajoute le camping-caravaning, on atteint 20 % du territoire. La cote d'alerte est atteinte. Elle est même dépassée dans une commune comme Rivedoux, qui, au terme de l'urbanisation inscrite dans son plan d'occupation des sols, n'aura plus que 30 % de zone naturelle, « comme à Londres ».

Jusqu'en 1990, date prévue pour la fin du remembrement agricole et du regroupement des campings, le foncier est pratiquement gelé. Mais après...

Les responsables de l'AIR ont demandé au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, de venir dans l'île de Ré pour témoigner de la volonté du gouvernement de protéger l'île, à tout le moins de suivre le dossier. « Il connaît bien la situation », dit M. Bouthillier, qui espère voir le ministre lors de l'inauguration officielle du pont, le 29 août prochain.

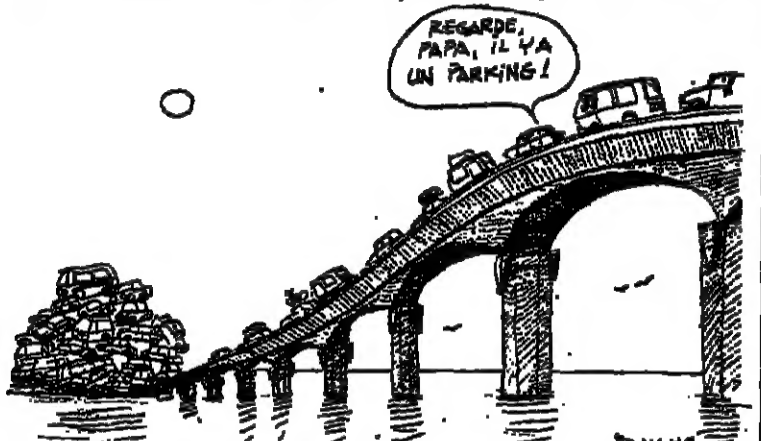
« Le pont ne remplit pas l'île, il la vide », résume hardiment M. Léon Gendreau, maire de La Flotte-en-Ré, qui s'est longuement battu pour obtenir des mesures de protection de l'environnement avant la construction du pont. Il a le vide effectivement d'une clientèle rétaise qui préfère acheter moins cher à La

pression de l'urbanisation à outrance. « C'est la maîtrise du foncier qui déterminera l'avenir », insiste le maire de La Flotte. Nous avons déjà 17 % de l'île, qui sont urbanisés. Si l'on ajoute le camping-caravaning, on atteint 20 % du territoire. La cote d'alerte est atteinte. Elle est même dépassée dans une commune comme Rivedoux, qui, au terme de l'urbanisation inscrite dans son plan d'occupation des sols, n'aura plus que 30 % de zone naturelle, « comme à Londres ».

Jusqu'en 1990, date prévue pour la fin du remembrement agricole et du regroupement des campings, le foncier est pratiquement gelé. Mais après...

Les responsables de l'AIR ont demandé au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, de venir dans l'île de Ré pour témoigner de la volonté du gouvernement de protéger l'île, à tout le moins de suivre le dossier. « Il connaît bien la situation », dit M. Bouthillier, qui espère voir le ministre lors de l'inauguration officielle du pont, le 29 août prochain.

« Le pont ne remplit pas l'île, il la vide », résume hardiment M. Léon Gendreau, maire de La Flotte-en-Ré, qui s'est longuement battu pour obtenir des mesures de protection de l'environnement avant la construction du pont. Il a le vide effectivement d'une clientèle rétaise qui préfère acheter moins cher à La



Le pont de la Flotte-en-Ré, le pont est ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La peur de rater le bac est restée si tenace que les Rétais gardent encore un œil sur les horaires lorsqu'ils veulent rallier le continent !

Le pont a d'autre part induit un nouveau service de transport en commun. La ligne aéroportuaire du réseau d'autobus de La Rochelle permet aujourd'hui de traverser toute la ville et le pont, jusqu'à la plage de Sablanceaux. Pour seulement 6 francs (2), n'importe quel Rochelais peut donc aller aux plages de l'île de Ré - les seules qui soient propres à la baignade - et sans encombrer avec son véhicule. Ce nouveau service « Autoparis » - un bus tous les quarts d'heure, - a été s'ajoute une desserte de l'île baptisée « Rébus » permet aussi aux Rétais de se rendre facilement à la Rochelle. Au grand désespoir de certains commerçants et artisans de l'île, qui vivaient jusqu'alors grâce à une clientèle captive. Les taxis, les entrepreneurs du bâtiment, les petits commerçants traditionnels, commencent à sentir le contrecoup de la « liaison fixe ».

« Le pont ne remplit pas l'île, il la vide », résume hardiment M. Léon Gendreau, maire de La Flotte-en-Ré, qui s'est longuement battu pour obtenir des mesures de protection de l'environnement avant la construction du pont. Il a le vide effectivement d'une clientèle rétaise qui préfère acheter moins cher à La

pression de l'urbanisation à outrance. « C'est la maîtrise du foncier qui déterminera l'avenir », insiste le maire de La Flotte. Nous avons déjà 17 % de l'île, qui sont urbanisés. Si l'on ajoute le camping-caravaning, on atteint 20 % du territoire. La cote d'alerte est atteinte. Elle est même dépassée dans une commune comme Rivedoux, qui, au terme de l'urbanisation inscrite dans son plan d'occupation des sols, n'aura plus que 30 % de zone naturelle, « comme à Londres ».

Jusqu'en 1990, date prévue pour la fin du remembrement agricole et du regroupement des campings, le foncier est pratiquement gelé. Mais après...

Les responsables de l'AIR ont demandé au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, de venir dans l'île de Ré pour témoigner de la volonté du gouvernement de protéger l'île, à tout le moins de suivre le dossier. « Il connaît bien la situation », dit M. Bouthillier, qui espère voir le ministre lors de l'inauguration officielle du pont, le 29 août prochain.

Le Carnet du Monde

Mariages

M. et M^{me} Marc de BRIANSON, née Harriet Maillard

M. Philippe MUFFANG

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, à Paris, le mardi 9 août.

Décès

M^{me} Marguerite Bouchaya, M. et M^{me} Anri et leurs filles de Sienne, M^{me} Michèle Parrochi et ses fils de Florence, ont l'honneur de faire part du décès de leur cher époux, père et grand-père.

M. Messod Samuel BENCHAYA,

survécu à Casablanca, le jeudi 4 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M^{me} Marie Benguigui, née Bénichou, son épouse, M. et M^{me} Georges Benguigui et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Benguigui, leurs enfants et petits-enfants, M. Alexis Benguigui, ses enfants, Les familles Barogel, Benguigui, Bénichou, Bénilah et Gassanica, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul BENGUIGUI,

survécu le 7 août 1988, dans sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation a eu lieu ce mardi 9 août.

80, rue Haxo, 75020 Paris.

Sa famille Et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Annie BOUZIQUES, née Barrière,

survécue le 7 août 1988, des suites d'un cancer.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Marcellin-Croix (Corrèze), le mercredi 10 août, à 17 h 30.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour la recherche sur le cancer (A.R.C.).

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Larrey, 75005 Paris.

31, rue du Général-de-Gaulle, 19200 Beaulieu-sur-Dordogne.

M. et M^{me} Alain Charpentier et leurs enfants, Les familles Waravka et Berst, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CHARPENTIER, ancien avocat à la cour d'appel de Paris, capitaine de cavalerie honoraire, croix de guerre 1939-1945,

survécue à Paris, le 28 juillet 1988, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont, selon la volonté du défunt, été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : 78 F Abonnés (avec justificatif) : 68 F Communications diverses : 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de titres). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Para. : 42-47-85-03.

Sports

Le verdict sans appel des sélections

Sebastian Coe interdit de JO

Il manquait un dieu du stade à Séoul. Sebastian Coe a été stoppé net, en plein élan, alors qu'il abordait la dernière ligne droite de sa carrière. Double champion olympique du 1 500 mètres à Moscou, en 1980, et à Los Angeles, en 1984, le coureur britannique rêvait de fêter ses trente-deux ans, le 29 septembre prochain, sur la piste de Séoul, par une troisième médaille d'or.

Mais le champion n'accompagnera pas la sélection britannique aux Jeux. Il a été victime, le samedi 6 août, à Birmingham, de l'épreuve guillotine des sélections. Pour être qualifié en compagnie de Steve Cram, retenu d'office par les sélectionneurs, il devait terminer premier ou deuxième du 1 500 mètres. Or, ce jour-là, le roi du demi-fond mondial depuis dix ans était incommensurable. Les jambes lourdes, il n'a même pas franchi les éliminatoires, terminant derrière d'obscurs coureurs de

série B, à plus de 5 secondes de son record personnel, bien loin des temps qu'il réalisait à l'entraînement quelques jours plus tôt.

Pour participer à cette épreuve sélective - dont il avait publiquement critiqué le principe, - « Seb » Coe avait interrompu un stage de trois semaines en altitude en Suisse. C'est peut-être parce qu'il a couru trop vite après son retour au niveau de la mer qu'il s'est retrouvé sans force. Il aurait toutefois pu être repêché par le comité de sélection sur 800 mètres, une distance dont il détient toujours le record du monde et sur laquelle il a obtenu la médaille d'argent aux Jeux olympiques de Moscou et de Los Angeles.

Inquiets de son état de forme, les sept sélectionneurs réunis lundi ont finalement préféré Peter Elliott pour défendre avec Cram et McKean les chances britanniques.

Confrontés au même problème en 1984, ils avaient fait le choix inverse : battu par Elliott lors d'une épreuve officieuse de sélection, Coe avait néanmoins été retenu pour Los Angeles.

Officieusement, les sélections sont devenues officielles. Les sentiments n'ont plus cours au bord des pistes : les coureurs ont le battant sec du chronomètre. Sebastian Coe restera dans la légende du demi-fond mondial comme l'un des meilleurs milers de tous les temps. L'homme aux huit records du monde ne sera en septembre que le spectateur des exploits de Cram, Elliott, Crabb, McKean, la relève du riche demi-fond britannique. « Il connaît le plus grand honneur qu'on puisse connaître en sport : représenter son pays aux Jeux olympiques », a simplement commenté le champion. Il parle d'expérience.

J.-J. B.

Saïla, Antony.

M. et M^{me} Fernand Bettan, M. S. Vrain Chéraqui, ses enfants,

Paul et Marcel Bettan, Sophie, Serge, Nathalie, Paul et Maurice Nivat, Dominique, Jean-Luc, Catherine, Annie et François Dyrak, Laurent, Thierry, Gilles, Françoise et Yves Chéraqui, Martine et Cécile, Monique et Daniel Chéraqui, Emmanuelle,

Christiane et Jacques Bordas, Martin, Lucie, Clément, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Dahan, Benichou, Chéraqui, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rebecca CHERAKI, née Dahan,

le 8 août 1988, dans sa cent cinquante année.

Réunion au cimetière parisien de Pantin, le mercredi 10 août, à 11 heures.

5, avenue de la Résidence, 92160 Antony.

Saint-Laurent-sur-Saône (01), Thion (74).

M^{me} Colette Cousin, M. et M^{me} Jean Pellerin, Anne et Catherine, M. et M^{me} André Cousin, Lucette et Vladimir, ses enfants et petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Albert COUSIN, née Louise Roquet, combattant volontaire de la Résistance début 1941.

survécue le 7 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 11 août, à 15 heures, en l'église de Saint-Laurent-sur-Saône.

Ils rappellent la mémoire de

Albert COUSIN,

tué au combat dans les maquis de l'Ain, le 12 juillet 1944.

Roseline Dousset-Leonhardt, son épouse, Emmanuel Dousset, son fils, Jacques et Antoinette Hatzfeld et leurs enfants, Laure et Vincent, Marijane Hatzfeld, Les familles Dousset, Rayven, Leonhardt, Dardel, Corbin, Gastambide, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques DOUSSET, directeur général honoraire à la Commission des Communautés européennes, chevalier de la Légion d'honneur, survécue le jeudi 4 août 1988, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 août, au cimetière de Pantin, à 16 h 30.

Aime et fete ce que verra. Saint Augustin.

M^{me} Albert Fondanaiche, M. et M^{me} Jean-Claude Fondanaiche, leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Blauquet et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Fondanaiche et leurs enfants, M^{me} Agnès Vauquin et son fils, Ainsi que les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Albert FONDANAICHE,

rappelé à Dieu, le 2 août 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation a eu lieu le 4 août, à Raste (Haute-Vienne), dans l'intimité familiale.

51, avenue du Parc, 33120 Arcachon.

M^{me} Henri Frenay, née Ciosi, son épouse, M. Henri Frenay, son fils, Caroline et Isabelle, ses petites-filles, Les familles Frenay et Ciosi, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Henri FRENAY, grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, survécue le 6 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Porto-Vecchio (Corse).

Un service funéraire sera organisé ultérieurement à sa mémoire en l'église Saint-Louis des Invalides. Toutes indications seront données à la presse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Gutenberg, 92100 Boulogne-sur-Seine. (Le Monde du 9 août.)

M^{me} Jacques Chaban-Delmas, présidente du conseil d'administration du Musée Rodin, M. et M^{me} des membres du conseil d'administration, M. Jacques Vilain, conservateur du Musée Rodin, L'ensemble du personnel du musée, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Cécile GOLDSCHIEDER, conservateur en chef honoraire des musées de France, ancien conservateur du Musée Rodin.

Hôtel Biron, 77, rue de Varenne, 75007 Paris.

Cécile Goldschieder, spécialiste de l'art médiéval et moderne, ancienne conservatrice du Musée Rodin, était âgée de quatre-vingt-quatre ans. C'est en 1948 qu'elle était entrée comme secrétaire au Musée Rodin, à Paris, dont elle avait été pendant longtemps secrétaire. Elle avait quitté ce poste en 1974, mais continuait de travailler à la réalisation du catalogue raisonné du sculpteur Auguste Rodin dans le cadre de la Fondation Wildenstein. Le premier tome de ce catalogue est attendu pour 1988.

M^{me} Maxime LEENHARDT, le 7 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu à Montpelier, le 9 août.

« Je suis en qui j'ai cru. » (II Tim. 1-12.)

Verchant, 34170 Castelnau-le-Les.

Bordeaux, Toulouse.

M. F. Basso (CNRS Toulouse), M. J. P. Troy (ENGREF Paris), M. M. Massoud (PIREN CNRS Paris), M. H. Paig (Université de Paris), font part du décès de

Pierre LEGRIS, directeur de recherches au CNRS,

survécue le 5 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 9 août, en l'église Sainte-Clotilde (31110 Le Buscat).

M^{me} Legris, 18, rue de Caudouan, 31110 Le Buscat.

M^{me} Jacques Doublet, sa sœur, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Pierre Abelin, sa belle-sœur, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René LEUREL, née Yvonne Abelin,

survécue le 8 août 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 août, à 8 h 30, en la chapelle de Notre-Dame-de-la-Compassion, Paris-17.

28, rue Borgebas, 92200 Neuilly, 33, avenue de Villiers, 75017 Paris.

M^{me} Sharon Loewald, son épouse, Toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Richard LOEWALD,

survécue le 6 août 1988, à Paris.

Un culte à sa mémoire aura lieu le dimanche 11 septembre, à 11 heures, à la Société religieuse des amis (contre Quaker), 114, rue de Valenciennes, Paris-6.

Charles Maj, David, Mercedes et Ulysse, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Joseph MAJ,

survécue dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Père-Lachaise, le vendredi 12 août, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue Alexandre-Prachay, 93300 Fontenay.

M^{me} Georges RAVANAS, son épouse, M. et M^{me} Pierre RAVANAS, M. et M^{me} Louis RAVANAS, M. et M^{me} Henri RAVANAS, M. et M^{me} Dominique RAVANAS, M. et M^{me} Bruno RAVANAS, M. et M^{me} Jacques RAVANAS, ses enfants et ses vingt et un petits-enfants, M. et M^{me} Jean RAVANAS et leurs enfants, Le commandant et M^{me} Drier de Laforce et leurs enfants, M^{me} Louis Chabas et ses enfants, M. et M^{me} Christian Pelen et leurs enfants, Les familles RAVANAS, Garcia, Payan, Soube, Bourget, Chalmot, Gavoy, Nicodème, Garnier, Drier de Laforce, de la Flèche de Beauregard, leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Georges RAVANAS, notaire honoraire, chevalier du Mérite agricole,

survécue le 30 juillet 1988, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Prix pour lui.

19, avenue des Alpines, 13370 Mallemaire.

Pax Gallargues-le-Montoux.

M^{me} René Raffi, M. Christian Recchia et M^{me}, née Lys Raffi, M. Didier Tricard et M^{me}, née Anne Recchia, et leurs enfants, M. Jean Bolaffi et M^{me}, née Renée Recchia, M. Maurice Vial et M^{me}, née Colette Raffi, et leurs enfants, M^{me} Sabine Jaubert, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Pierre RECCHIA,

survécue le 6 août 1988, à l'âge de trente-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu mardi 9 août, à 17 heures, en l'église de Gallargues-le-Montoux.

M. et M^{me} Raymond Secretan, et leurs enfants, M. et M^{me} Thierry Secretan et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Charles Faust et leurs enfants, M. François Ducourial, ont la tristesse de faire part du décès survenu à Paris, le 7 août 1988, dans sa cent cinquante année, de

M^{me} Robert REY,

leur mère et belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Un service religieux sera célébré à Paris fin septembre.

48, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris.

M^{me} Claude Vauchez, M. et M^{me} Michel Baudemont, M. et M^{me} André Vauchez, ses enfants, François et Yolande, Florence Babics, Marie-Odile, Jean-David et Frédéric, Claire Baudemont, Etienne, Anne, Antoine Vauchez, ses petits-enfants, Adrien, Maxime Babics, Romain Baudemont, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Antoine VAUCHEZ,

survécue le 2 août 1988, à Besançon, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 4 août, en l'église de Pesmes (Haute-Saône).

25, avenue Hoche, Bruxelles 1180, 2, rue Bellevue, 68800 Thann, 2, rue Alsace, 75015 Paris.

Les obsèques du

docteur Raymond WOLFF

ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière israélite d'Ingwiller (Bas-Rhin).

(Le Monde daté 7-8 août.)

ARTS

A L'Isle-sur-La-Sorgue Hélios le Grand

Hommage posthume et rétrospective pour Jean Hélios, et nouvelle occasion de se convaincre de son génie.

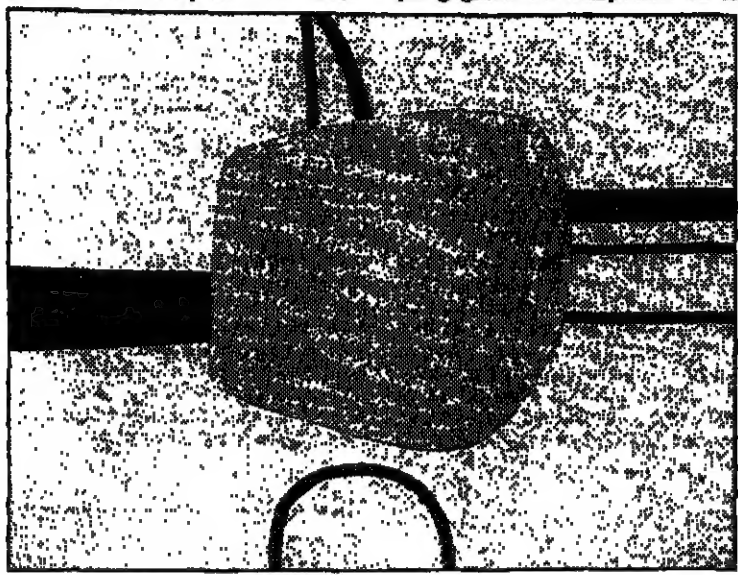
Il n'est ni très nouveau ni très aventureux d'affirmer que Jean Hélios a été, un demi-siècle durant l'un des principaux peintres français, le premier, et l'un des seuls, à s'être rebellé contre les simplismes de l'ère abstraite. On veut croire que depuis la monumentale rétrospective que, après Munich, lui consacra le Musée d'art moderne de la Ville de Paris il y a quatre ans nul ne doute de son œuvre. On veut le croire malgré la faible place qui lui a été consentie dans les années 50, et l'excellente exposition de L'Isle-sur-Sorgue est de celles qui peuvent établir plus fermement encore la gloire de cet irrédécible du contre-courant.

A Paris, accrochage et enchaînement des salles suivaient et illustraient l'ordre chronologique. Ils racontaient comment un jeune peintre tout juste issu de l'expressionnisme post-fauve s'était converti à l'abstraction géométrique en 1929, avait donné à cette dernière quelques-uns de ses chefs-d'œuvre et l'avait quittée en 1938, revenu à la figure, qu'il ne renia plus, quoique son style ait encore varié et oscillé entre dépouillement complet et naturalisme méticuleux. De période en période, l'œuvre se décompose commodément selon la manière du moment, tantôt consensuelle de Léger, tantôt presque à la Courbet, et toujours, mais toujours, sous-jacente, que son originalité soit contenue dans le sujet, la composition volontiers symétrique ou le chromatisme. Cette présentation se justifiait par le souci de faire découvrir une œuvre qu'avait condamnée au demi-siècle son indifférence aux engouements abstraits et dont les nouveaux réalistes n'avaient pas su ou voulu reconnaître le réalisme constant.

La notoriété rend désormais obsolète ce soin didactique. A L'Isle-sur-Sorgue, on a suivi un parti inverse celui de rompre le fil du temps et d'alterner des toiles exécutées dans les années 30 et dans les années dites figuratives. Appliquée à un peintre dont l'évolution serait l'unique ou le principal intérêt, cette méthode serait assassine. Appliquée à Hélios, elle révèle magnifiquement sa cohérence et démontre l'unité intime de ce qui paraît divers et contradictoire. Elle favorise une compréhension sans doute moins historique, et plus esthétique, de cinquante ans de peinture.

L'unité est autant de couleur que d'ambition, de dessin que de sujet, de forme que de fond, et elle est d'abord garantie par le refus radical de dissocier dessin et matière. On peut s'en apercevoir : l'abstraction selon Hélios ne s'abstrait des objets que pour mieux les comprendre ensuite. Lui-même l'avait dit, en se distinguant des adeptes du néo-

reconnaître des éléments de portée, des fragments mécaniques ou des angles d'architecte. Comme Léger, qui l'a précédé dans cet exercice de près de vingt ans, et comme le Kupka de 1930, Hélios a compris que la géométrie a moins de valeur en elle-même que comme système de référence à l'industrie, au rouge et à l'hélice. De là des constructions qui gagnent en complexité et le



Composition abstraite 1933.
(la toile vient d'être acquise par le Musée d'art moderne de la ville de Paris).

plasticisme : « *Eux avaient souhaité anéantir ce signe, le réduire à son minimum ; moi, j'ai vu là le début d'un signe neuf qui saisirait le réel.* » Les toiles des années 30, dénommées *Equilibre* ou *Figure*, sous couvert de frontalité, de purisme de la ligne et du carré, s'attachent à déterminer ce que l'on pourrait appeler des composantes-matrices, chacune organisée à partir d'une notion descriptive, verticalité, effacement, dissémination ou regroupement. Découpages géométriques et rapports des tons n'obéissent ni à une métaphysique du primordial ni à une fantaisie décorative. Ils traitent de l'ordre des choses par allusion. Dans les derniers mois des travaux abstraits, Hélios se risque à réintroduire le volume et le modelé, rendus par le dégradé de la couleur et la perspective linéaire. A ce moment, la revue des moyens s'achève. La révolution a lieu, qui mène Hélios à la description.

Mais la reconnaissance de la chose figurée vient de plus loin, de si loin qu'il semble qu'Hélios ne l'a délaissée qu'en 1930, dans le feu de sa conversion. Dès 1933 ou 1934, il laisse à l'œil la liberté de croire

refus de les installer au centre de la toile et de les limiter à sa surface. Hélios suggère une suite de la forme, comme Degas suggérerait avant lui la continuité d'un corps ou d'un rideau de scène hors champs. De là encore la prodigieuse élégance des compositions abstraites de 1933, en blanc, gris et rouge, perfection de rythme et de mouvement.

Peintre du social

Ce rythme, ce mouvement, il reste à Hélios à les intégrer à une figuration, elle aussi moderne, elle aussi captivée par la vitesse, les vitrines, les rues et les passants à vélo ; il n'est pas fortuit que la première composition à personnages de 1939 s'intitule *Homme et bicyclette*. Hélios ne conçoit son art que comme une vision du monde. Comme un réalisme si l'on veut, transposé ou littéral selon les motifs. C'est un second mérite de l'exposition actuelle que de tenter plusieurs arrangements par thèmes et par genres. Il apparaît ainsi qu'Hélios, comme Picasso, adapte le procédé au motif. Certains se prêtent à la géométrisation, cyclistes, hommes au chapeau sans regard ou bustes de fortes femmes blondes.

Certains nus, natures mortes, vanités, exigent un surcroît de détails, des couleurs moins outrées, une touche plus tactile, un naturalisme minutieux qui joue avec le trompe-l'œil. D'autres, scènes de rue, lecteurs de journaux, bouchers chargés d'un bon écorché, manifestent dans la rue, plus monumentaux, traités dans des formats vastes, trouvent leur plus haut degré d'expression dans une peinture vivement construite, posée par gestes puissants selon une composition qui ne cesse de se souvenir des leçons de clarté et de tension des années abstraites.

Expression, a-t-on dit. S'il ne cède rien à la manie de la toile crissée de nerfs propre à son époque, Hélios n'en demeure pas moins un peintre à idées et passions, un peintre du social à sa manière, et du politique à l'occasion. Ses « journaliers » — lecteurs de quotidien — ont des colères et des lassitudes. Sa *Fille au mannequin* souffre et l'avoue. Son érotisme ne se réduit pas à une simple exaltation de la chair et ses scènes d'amour évoquent autant l'ennui que l'envie. Ses natures mortes ne sont pas de purs assemblages de volumes intéressants. On y sent passer la mémoire des vanités classiques et celle, plus rarement sensible au vingtième siècle, des allégories des arts et des sens, toutes corrigées d'ironie.

Le *Quatuor* de 1958 — un quart de pouce, un pain, un violon et un crâne sur des chaises près d'une fenêtre — pourrait bien apparaître comme l'un des chefs-d'œuvre d'Hélios et comme une toile à la hauteur des intérieurs de cuisine et d'atelier de Picasso. On en dirait autant de plusieurs autres, des scènes de masques d'un vase de l'atelier de la rue Michelet et d'*A Rebours*. L'homme, le peintre peintre, tient entre ses mains une grenade ouverte dont le symbolisme ne peut ni ne veut passer inaperçu. A gauche, une abstraction claire dans le style des *Equilibres*. A droite, une femme, un modèle, allongée sur un divan dans une pose indécente. C'est-à-dire ? Equivalence de la toile abstraite et du nu ? Hésitation du peintre ? Satisfaction de l'amant ?

Dans son carnet, à la date du 5 février 1947, Hélios notait, à propos de la toile, qu'il la jugerait un « des tableaux qu'il plus complets et plus équilibrés qu'il ait réalisés ». Il concluait : « *J'aimerais être jugé à l'œuvre.* » Là-dessus, justement, il ne saurait y avoir incertitude. Hélios a été l'un des meilleurs peintres de son temps.

PHILIPPE DAGEN.

* Hôtel Domadai de Camprond, 20, rue du Docteur-Taillet, L'Isle-sur-Sorgue, jusqu'au 30 octobre.

MUSIQUE

« Don Giovanni » au Festival de Salzbourg

Le laurier de l'éternité

Après avoir enregistré Don Giovanni Herbert von Karajan dirige à Salzbourg l'opéra de Mozart. Avec une distribution éclatante.

Herbert von Karajan, qui a tant enregistré dans sa vie, s'était toujours refusé à fixer son interprétation de *Don Giovanni*, qu'il avait pourtant maintes fois dirigé dans les meilleures conditions, notamment à Salzbourg entre 1960 et 1970, par exigence envers lui-même. L'an passé, il s'est enfin décidé à franchir ce pas.

Certains ont pensé qu'il était bien tard, et l'on peut regretter en effet que le chef passionné qui mordait dans la vie et la modernité de son époque à si belles dents ne nous ait pas laissé le témoignage du séducteur dans la force de l'âge.

Mais il en est de ce *Don Giovanni*, tel qu'on le voit sur la scène du grand Festspielhaus de Salzbourg, comme des dernières enregistrements de Mozart par Otto Klemperer. Leur lenteur, leur solennité est comme le laurier doré de l'éternité, ouvre un passage vers les profondeurs essentielles, vers les Mères goethiennes. Elle relie, comme Mozart, le règne des morts à celui des vivants.

Souvent, et pas seulement dans l'ouverture ou la scène finale, on sent monter ces ondes frissonnantes, ces coups de sonde (dans le trio des masques par exemple), cet effroi essentiel qui fuse dans les airs de la sublime Julia Vardy (Elvire) en particulier, et à un moindre degré chez Donna Anna (Anna Tomowa-Sintow), plus tassée sur sa confortable douleur.

C'est ce mélange indissoluble de la vie la plus frénétique avec les messages « existentiels », pourrait-on dire, de l'au-delà qui rend unique ce chef-d'œuvre de Mozart. De ce fait, les mouvements de Karajan prennent, tantôt très lents, comme détachés de l'action contemplée de loin, suspendus à ces bras qui plangent comme de grands oiseaux, tantôt très incisifs et dramatiques, pour servir la vérité d'un caractère, obligent la situation ou le chanteur à révéler ce qu'il ou elle a à dire. Et avec lui la Philharmonique de Vienne s'abreuve toujours aux sources les plus profondes et s'épanouissent de miraculeuses sonorités.

La solennité de l'interprétation s'harmonise aussi avec l'ampleur du lieu : la salle de Salzbourg avec sa scène de trente mètres, n'est pas a priori l'endroit idéal pour jouer un opéra aussi vif et « nerveux ». Les décors géants de Mauro Pagano surprennent également, mais l'on s'y habitue d'autant mieux qu'ils s'agrandissent ou se restreignent, selon le caractère de l'action ou l'intimité des airs, grâce à un jeu virtuose d'immenses cloisons mobiles. Derrière deux ou trois balcons et une colonnade de marbre dignes du Bernin s'ouvre une vaste vérrière qui donne sur les toits et les clochers de quelque ville italienne ou sur un somptueux jardin. Cependant, le

Commandeur fera table rase de tout mobilier terrestre à son arrivée, escorté seulement par les planètes et la Voie lactée, excuse du peu.

Rien d'extravagant dans la mise en scène de Michael Hampe : le public en ce lieu ne l'apprécierait pas. Malgré l'ampleur des décors et de la direction musicale, les déplacements un peu emphatiques que cela nécessite, l'action garde sa rigueur et sa vie, grâce à des chanteurs chevronnés rompus à toutes les circonstances.

Distribution de rêve

Signalons cependant cette curiosité « psychanalytique » au début : Anna tient la drague haute à Giovanni en brandissant ostensiblement la clé de la porte d'entrée ; mais dès qu'il a pris cette clé, elle s'abandonne entre ses bras, ce qui explique amplement ses remords pesants et le défi qu'elle demande à Ottavio ; on la verra plusieurs fois pleurant auprès du corceuil (trop petit) du Commandeur, ou prosternée devant un candélabre funéraire.

Distribution de rêve pour cette apothéose du vieux maître, qui viendra saluer difficilement du bord des coulisses : Samuel Ramey, (*Don Giovanni*), c'est la noblesse dans le crime, la corruption dans la grandeur. Ferruccio Furlanetto ne manque jamais de montrer qu'il a lui aussi les qualités d'un « padron dissoluto », dans un tout autre caractère, et dessine un Leporello au second degré, malin, moqueur, qui ne se prend guère au sérieux, d'un style très neuf.

Un Commandeur de luxe : Paata Burchuladze, avec cette voix de bronze qui sonne pour l'éternité comme le glas. Et puis le plus suave, respectueux, discret des Ottavio, qui se livre aux sous-entendus désagréables du rôle, John Aler, à la voix de satin, au phrasé si raffiné qu'on le suit dans tous ses détours, tandis qu'Alexander Malta donne un portrait savoureux d'un Masetto très mûr, désabusé d'avance, mais encore capable de flaqueur une balle de mousquet à Leporello.

Chez les dames, l'exquise Kathleen Battle a une voix presque trop limpide et douce pour une ruse gailarde, une « mijaurée », si irrésistible soit-elle, comme Zerlina. Je reste allergique à la voix d'Anna Tomowa-Sintow, dont le timbre n'arrive pas à se fixer, bouge sans cesse, sature tout l'espace ambiant, multiplie les ports de voix et brouille la ligne mozartienne, exactement à l'opposé de Julia Vardy, d'une aisance fabuleuse dans les phrasés les plus difficiles, voix jallée de l'être comme un javelet infatigable qui va au cœur de l'émotion.

Voilà bien des raisons qui rendront inoubliables le *Don Giovanni* de Karajan.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 10, 16, 19, 22 et 26 août (à 18 heures).

(1) Trois microsillons, cassettes ou compacts, DG 419 172. Même distribution qu'à Salzbourg, mais avec la Philharmonique de Berlin.

Steinlen au Musée de l'affiche

L'homme double

La rétrospective Steinlen organisée par le Musée de l'affiche (soixante-treize affiches) est un voyage ambigu au double pays de la réclame et de l'engagement.

Théophile-Alexandre Steinlen, fils d'un fonctionnaire des postes de Lausanne, s'installe à Paris en 1881 où il travaille d'abord chez un fabricant de toiles de coton. C'est une grippe miraculeuse qui le sortira de son anonymat. En effet, il rencontre le médecin Willette, frère d'Adolphe, qui l'introduit dans la petite troupe du Chat noir, composée des membres du défunt club des Hydrophobes du Quartier Latin : Émile Goudeau, Jean Richepin, Jules Gouy. « Imaginer », il va bientôt collaborer au *Mirliton* d'Aristide Bruant, illustrer les romans de rue (*Le Soliloque pauvre*, de Jehan Rictus), croquer la gouaille parisienne dans des livrets de chansons signés Albert Pujol : *Pochardiana*, *Douce ivresse*.

Steinlen, qui fréquente Vallotton, Caran d'Ache, Toulouse-Lautrec, ne rejoint le mouvement (l'affiche dite artistique, magnifiée, dès 1891, par Bonnard avec sa « France-Champagne ») qu'en 1893. L'art de la caricature s'étioffe, s'assoupit, sans perdre sa nervosité, à travers *Mothu et Doria* et, plus tard, *Le Lait de la Vierge* ou les motocycles Comot, une affiche tirée à dix mille exemplaires. Le défilé de la lettre manuscrite s'harmonise au dessin. Steinlen informe en couleur, s'adonne généreusement aux fresques de papier (la rue, le boulevard) qu'animent blanchisseuses, ouvriers à casquette, bourgeois ventrus, cocottes empanachées. L'acqué-

se précise avec le temps : Steinlen, qui s'étiole, du bout de son pinceau, de ceux qu'il appelle les « en dehors », participera, comme Signac, Valotton, Camille Pissaro, au journal anarchiste *Le Temps nouveau*, illustrera la couverture d'*Évolution et Révolution*.

Il dénoncera la misère des petits forçats faguteurs (*Le Coupable*, de François Coppée). Il obtiendra l'autorisation de monter au front, accompagné de Courteline. Pendant cette période, on voit le trait durcir les visages, tordre les mains, vider les regards des Belges qui ont fait, des familles recroquevillées frissonnant autour d'un maigre baluchon.

En montrant une œuvre nourrie de rencontres, de choses vues, l'exposition révèle un double personnage : l'hélicène rouennaise du début du siècle, tantôt amoureux de la nature et de la douceur familiale, séduit par les enfants aux cheveux d'or et les bustes appétissants ; de l'autre côté, il y a le spectateur de la révolte, militant tenté par la justice, illustrant la révolte en 1898, et qui lui vaudra une méchante critique, illustre brillamment la lutte interne de Steinlen, romancé par un certain Georges Ohnet : « *Une affreuse canaille, un roi de pacoille, roi de Paris, frelaté, morne et sinistre, (...) s'oppose à un jeune sculpteur socialiste, symbole du Paris laborieux, brave et sain, qui est le vrai carreau de la France, le Paris de la sagesse et de l'intelligence, de l'économie, le Paris qui combat, souffre et meurt.* »

LAURENCE BENAÏM.

* Exposition Steinlen, jusqu'au 12 septembre, Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis, 75010 Paris. A lire : Steinlen officielle, Rejane Bargiel et Christophe Zagrodski. Éditions Grand Point.

La Biennale de Limoges

Les émaux dans tous leurs états

Sous le titre général « Limoges An Feu », la Biennale internationale de l'émail joue cette année, pour sa neuvième édition, la montée en puissance : un ensemble de sept expositions éclatées dans la ville.

La Biennale de l'émail proprement dite rassemble cent trente-trois pièces de quatre-vingt artistes, venus de dix-sept pays, autour des deux tendances contradictoires : maîtriser absolument le dessin, la couleur et la cuisson (c'est la tradition de la Renaissance), ou, au contraire, jouer la « part du feu », laisser faire les hasards de la cuisson, obtenir ce que ne pourraient jamais permettre les autres arts plastiques.

D'un ensemble hétérogène, qui n'évite pas toujours les bricolages, se détachent deux pays : l'URSS (quinze expositions), les meilleures pièces présentées perpétuent l'inspiration constructiviste (Katrin Amos, Galina Selezneva) ; les États-Unis (six expositions), qui se réfèrent volontiers à Andy Warhol (Josianne Trager).

La qualité des pièces, l'estampille (Christel Duban, Gilbert Lachapette, Pescand), prouvent que l'émail de Limoges ne mérite plus sa routinière réputation.

Trois autres expositions complètent cette approche : « Bijoux d'émail » (Belgique, France, Grande-Bretagne, RFA, URSS, États-Unis), « Les émaux russes des dix-huitième et dix-neuvième siècles (collections du Musée de l'Ermitage de Leningrad) et un hommage à un artiste qui méritait d'être sorti de l'oubli, le Limougeaud Léon Jouhaud (1874-1950), dont l'exposition, présentée par la direction régionale des affaires culturelles, prouve qu'il a joué un rôle comparable à celui de Jean Lurçat pour la tapisserie.

L'ouverture promise vers les autres arts du feu est assurée par plusieurs expositions : « Création verre » (Belgique, France, Grèce, Italie, Japon, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, USA), « Création porcelaine » (quinze pays, parmi lesquels le Japon, la Corée et les États-Unis). Une dernière présentation est enfin consacrée au travail du cuivre, la dinanderie.

GEORGES CHATAIN.

* « Limoges An Feu », jusqu'au 31 août. Contact Limoges, 19, place de la République. Tél. : 55-34-58-27. Paris : 42-62-67-73.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

CINÉMA

« Randonnée pour un tueur », de Roger Spottiswood

Sydney Poitier chez Davy Crockett

Un agent du FBI, noir, se fait remarquer en poursuivant un tueur cynique dans les neiges de la frontière canadienne.

Un bijoutier est intercepté par les agents du FBI au moment où il s'en va chez lui, muni d'un sac de diamants. Chez lui, sa femme est tenue en otage par un individu mystérieux, habile au point de déjouer tous les pièges, cruel au point d'abattre la bonne d'abord, puis la femme du bijoutier d'une balle dans l'œil une fois qu'il a récupéré le butin. Double échec pour l'agent du FBI, Sidney Poitier, qui légèrement empâté, a toujours belle allure et n'accuse pas ses soixante-cinq ans.

Dans *Randonnée pour un tueur*, de Roger Spottiswood, il est certainement moins âgé, car il va être soumis à de dures épreuves physiques. Mais auparavant, à l'aise sur son terrain, il dirige brillamment les opérations parmi les ordinateurs, les téléphones de campagne, les projec-

teurs, qui illuminent brusquement d'une lumière blanche la maison de l'otage, les fusils pointés, les agrandissements des vidéos retraçant au ralenti les étapes de cette opération... Tout ce folklore si spectaculaire, filmé sec et efficace, sans un moment de répit, malheureusement noyé dans une musique grondante, qui double le désespoir le moins effrayant.

La suite se gâte encore, la musique ne cesse pas. Le tueur, dont on ne sait toujours rien, tant de fuir au Canada, et se mêle à une bande de bourgeois qui s'offrent des sensations fortes en chantant Davy Crockett tout en parcourant à pied montagnes et cascades, splendides mais dangereuses, neigeuses, désertiques. Comment le tueur finit par se démasquer, comment Sidney Poitier, guidé par Tom Berenger, méconnaissable en rude paysan taciturne, oublie ses habitudes citadines et grimpe en cordes, comment ils se réchauffent l'un à l'autre dans un trou de neige, comment ils se sau-

vent l'un l'autre la vie... C'est toute l'histoire, et ce n'est pas grand-chose.

Les scénaristes d'Hollywood ont fait grève pendant cent cinquante jours. A voir leurs derniers films, ils souffraient de malaise depuis bien plus longtemps. Ceux qui ont travaillé avec Roger Spottiswood ont hésité entre le polar d'action bien classique et la randonnée initiatique bourrée de symboles, entre le gag bien conçu et le lyrisme défilant façon *Défilance*. Sur ce dernier point, ils se sont trompés de mettre en scène. De toute façon, ils n'ont pas songé une minute aux personnages. On en a rarement vu d'aussi schématiques et transparents, même dans les pires feuilletons pour adolescents. Les acteurs n'y croient pas, nous non plus. On pourrait juste voir *Randonnée pour un tueur* en version concentrée, qui donnerait un épisode de cinquante minutes, y compris la publicité. Il y a d'ailleurs des noirs, comme pour réserver la place du spot.

COLETTE GODARD.

FESTIVAL

Dix-huit nations représentées

Tout le folklore à Confolens

Parce qu'il croit à l'amitié entre les peuples, le pharmacien d'une petite sous-préfecture limousine a fait de son festival de folklore une institution où 300 000 fidèles sont attendus.

Mais qu'est-ce qui fait courir les gens à Confolens ? Le folklore, bien sûr. Confolens, on ne connaît guère une fois passé la Charente ou la Vienne. Mais en deçà, sur les rives du Goire, même le plus rétif à la chose folklorique ne peut ignorer l'existence de la petite sous-préfecture de 3 500 habitants et son action trentenaire en direction des arts et traditions populaires.

A Confolens, le festival, c'est une affaire de famille en quelque sorte, où chacun, équipe d'animation, élus politiques, commerçants, a son mot à dire et son rôle à jouer. Chaque année viennent y pénétrer entre 200 000 et 300 000 fidèles de danse folklorique. Confolens est devenu une institution, le passage obligé de

celui qui aime voir les jupes breilliennes s'envoler sur le Pont-Vieux et entendre le violon tzigane le soir au coin de la Fontaine, la plus célèbre fontaine confolentaise.

Comme Avignon avait ses papes, Confolens a aussi son pontife maximum, Henri Coursaget, le pharmacien du bourg. L'âme du festival, c'est lui. Doux rêveur qui croit vraiment que durant dix jours, le folklore efface les inégalités et chasse les nuages sombres qui s'accumulent de Santiago-du-Chili à Johannesburg en passant par Phnom-Penh ou Belfast.

Malgré sa mégalomanie touchante (Henri Coursaget n'avait-il pas annoncé il y a quelques temps la venue sur terre confolentaise de Reagan et de Gorbatchev ?), l'homme réussit le tour de force de mettre sur pied, avec une équipe hyper-rodée et très motivée, une manifestation sans doute unique en son genre. Avec un budget d'environ 3,5 millions de francs (pratiquement autofinancé à 100 %), le festival 88 propose un plateau de dix-huit nations et mille neuf cents danseurs et musiciens. Avec en prime la présence de Juliette Gréco, marraine de la manifestation.

Temps fort du festival 1988 : la soirée du 13 août consacrée à la danse avec une chorégraphie basque qui mettra en scène deux cents danseurs tant espagnols que français. Et comme les Basques savent vivre, ils arrivent en terre charnais avec six cars de supporters, un curé et des kilos de sardines fraîches. Henri Coursaget a également mis sur pied une soirée « blanche et noire » (14 août) durant laquelle évoluera, au nom de la lutte contre le racisme et le colonialisme, des troupes du Congo, du Honduras, du Guyane et d'Haïti. Confolens consacra ainsi pour la première fois une journée entière à la musique (11 août) avec des prestations de dizaines de ménestriers et de musiciens « routiniers » du centre de la France. Et puis, Confolens ne serait pas Confolens sans sa vie nocturne plutôt débraillée, ses fontaines de sangria et ses frites-marguery.

PATRICK SERVANT.

★ Festival de Confolens (Charente), jusqu'au 16 août. Renseignements : pavillon du festival, tél. : 45-84-00-77. Réservez des places, tél. : 45-84-12-12.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Les mémoires d'une femme de chambre

1 La rivale de la Révolution !

La Révolution, dont on va fêter le bicentenaire, a une rivale redoutable ces derniers mois en la personne de Marie-Antoinette. Depuis que la malheureuse a été guillotinée, je ne l'ai jamais connue aussi populaire. S'il y avait un hit-parade des premières dames de France, c'est « l'Autrichienne » qui arriverait en tête, suivie peut-être par « Tante Yvonne ». A moins d'avoir envie de passer pour un gâcher, ne vous avisez pas, lors d'un dîner, à répéter quelques-uns des reproches les plus doux qui lui ont été adressés quand elle avait toute sa tête.

Si s'en fiche qu'elle ait été frivole, insouciant, dépensière, qu'elle n'ait pas aimé les livres que les tableaux, qu'elle ait perdu la royauté par ses absurdes conseils et sa coterie de têtes de linotte, n'a-t-elle pas assez payé ? Dans les dernières années, n'a-t-elle pas été d'un courage et d'une dignité admirables ? Vous risqueriez même un mauvais parti, ou la paire de claques, si vous parliez de ses amants. D'abord elle n'en a pas eu. Les historiens sont presque tous d'accord. Et puis qu'en savez-vous, et en quoi ça vous regarde ? Et si elle en avait eu, la belle affaire en vérité ! Pour être reine, on n'en est pas moins une femme. Autant dire que les *Mémoires* de M^{me} Campan, première femme de chambre de Marie-Antoinette, que le Mercure de France vient de rééditer (pour 140 F) dans sa collection « Le temps retrouvé », créée par Jacques Brosses pour nous consoler du temps perdu auprès de maintes nouveautés, tombent à pic. Ces *Mémoires* sont présentés avec tendresse par Jean Chalon, orfèvre en dames célèbres et en Marie-Antoinette en particulier. Les notes sont établies par Carlos de Angulo, qui sait reprendre quand il le faut M^{me} Campan, qui a ses bêtes noires et qui voit rouge quand il s'agit, par exemple, de l'abbé de Vermond, bibliothécaire du collège des Quatre-Nations (collège Mazarin), qui, sur recommandation de Loménie de Brienne à Choiseul, fut envoyé à la cour de Vienne pour enseigner le français et la France à la future reine, et restera jusqu'à la fin son conseiller.

On peut voir M^{me} Campan en couverture du livre, enfin en détail, dans une huile sur toile qui date de 1801 et qui est de Marie-Elisabeth de Godeffroy. Pour l'original du tableau, il vaut mieux se rendre à la maison d'éducation de la Légion d'honneur. Au naturel, c'est une impression, M^{me} Campan n'aurait profondément agacé : une pipelette avisée d'une grande vivacité d'esprit qui juge son monde au premier coup d'œil, sincèrement dévouée à sa reine et qui ne perd jamais le nord. Mais ses *Mémoires* sont d'un commerce parfait, et c'est tout ce qu'on lui demande à cette première femme de chambre de Marie-Antoinette !

C'est l'avantage des écrivains sur les humbles : on ne lit quand on veut, et quand ils sont bons, on ne s'occupe pas du reste. Le drôle, c'est quand ils sont bons, on a envie de s'occuper du reste. Et puisque c'est le cas de M^{me} Campan, disons que Jeanne, Louise, Henriette Genest (certains écrivent Genet avec ou sans accent) est née à Paris le 2 octobre 1752 (elle avait donc trois ans de plus que la reine), que son père était premier commis au ministère des affaires étrangères, qu'elle était douée pour les langues (l'anglais, l'italien), qu'à l'âge de seize ans — « J'avais alors quinze ans... », dit-elle dans un texte que l'on trouve dans l'édition originale des *Mémoires* (1822), se rajeunissant d'un an, ce qui est tout naturel — elle fut lectrice d'Adélaïde,

Victoire, Sophie et Louise, les filles de Louis XV. Jean Chalon raconte qu'elle lisait jusqu'à cinq heures par jour et que M^{me} Louise « me préparait de l'eau sucrée, la plaçait auprès de moi, et s'excusait de me faire lire aussi longtemps... ».

C'est chez Mesdames que Marie-Antoinette rencontre sa future femme de chambre jouant de la harpe. Henriette épouse en 1770 François Campan, qui cumulait les hautes fonctions de maître de la garde-robe de Madame la comtesse d'Artois et d'officier de la chambre de Madame la dauphine.

Chez les Campan, c'était une tradition puisque son père était lui-même maître de la garde-robe de M^{me} Adélaïde de France. Le ménage Campan eut un fils, Henri, en 1784, qui mourut quelques années après la chute de l'Empire. A dire vrai, M^{me} Campan était trop exclusivement attachée au service de la reine pour que son mariage l'occupât beaucoup, et M. Campan, de par ses fonctions, avait un peu trop pris goût aux jupons.

Les Campan se séparèrent (de biens) en 1790. Après le 9 thermidor, M^{me} Campan, sans désespérer, fonda un pensionnat de jeunes filles très comme il faut : l'Institution nationale de Saint-Germain-en-Laye. Madame Figeo aurait certainement fait un superbe reportage en couleurs de plusieurs pages avec Eric Neuhoff comme envoyé spécial. Hortense de Beauharnais, dont Simone Gaillard publia un jour les *Mémoires* dans « Le temps retrouvé », y séjourna. M^{me} Campan et Napoléon ne pouvaient s'entendre que comme larrons en foire. Deux personnes qui avaient autant le culte de l'énergie et le sens de la discipline...

Napoléon, le 1er jour, vit tout de suite que M^{me} Campan serait la tenancière idéale pour s'occuper d'une maison de redressement un peu particulière. Il s'agissait de donner des leçons de maintien et d'ancien régime aux femmes, aux filles de ses généraux, de ses grands commis, de ceux qui allaient former la nouvelle société et qui étaient encore tout croûtés par la Révolution. En 1807, il la nomma directrice de la Maison impériale Napoléon à Ecouen (c'est-à-dire la maison d'éducation de la Légion d'honneur). L'ennui, c'est que le château d'Ecouen appartenait au prince de Condé. Ce détail fit le malheur de M^{me} Campan et notre bonheur. A la chute de l'Empire, elle perd non seulement son fils mais aussi son château. Et presque sa réputation. La duchesse d'Angoulême (la fille de Marie-Antoinette) et les ultras ne lui pardonnaient pas, en effet, sa collaboration avec ce Buonaparte. D'avoir livré les secrets de famille, de bon ton, à des nustras.

M^{me} Campan directrice de la Maison impériale, c'était la légitimité qui s'inclinait devant l'usurpateur. De fil en aiguille, cette personne n'aurait-elle pas trahi le couple royal lors de sa fuite à Varenne ? C'en est trop, M^{me} Campan étouffe. Elle écrit ses *Mémoires*. Elle rétablit la vérité. Elle qui était la seule personne instruite du chagrin de sa maîtresse, ose la calomnier d'aussi vilaine façon... Elle se fers pour la circonstance délivrer un certificat de bonne conduite, de « résistance » par la personne la plus qualifiée pour le faire, la duchesse de Tourzel, l'ancienne gouvernante des enfants de France. Elle meurt en 1822 dans sa soixante-dixième année.

2 Troublant négligé

Je ne vous parlerai que du livre premier des *Mémoires* (il y en a deux et une brève conclusion), qui se termine lugubrement sur la mort

du premier dauphin. On connaît le goût de la reine pour la princesse de Lamballe, qui devint la surintendante de sa maison, charge qui n'existait plus depuis longtemps et que la reine rétablit pour se l'attacher. Puis sa liaison très vive pour la comtesse Jules de Polignac, qui n'était pas riche avant l'intérêt qu'elle lui inspira. La comtesse joua de cette pauvreté à merveille. C'est là où j'admire M^{me} Campan dans sa façon de nous dire ce que la comtesse Jules avait pour plaisir à une personne telle que la reine : « Elle n'avait que de l'esprit naturel, point de prétentions, point de savoir affecté... ». Elle n'aimait pas la parure, on la voyait presque toujours dans un négligé, recherché seulement par la fraîcheur et le bon goût de ses vêtements ; rien n'avait l'air d'être placé sur elle avec affect, ni même avec soin. » Ce n'est rien n'avait l'air d'être placé sur elle » nous donne pour la petite comtesse les yeux de Marie-Antoinette ! Et puis son rire que l'on entend encore lorsque son ambition belle-sœur, la comtesse Diane, l'invite à lire l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Oh ! Elle connaît le poète grec et s'en tient à ces mots :

Homère était aveugle et jouait du hautbois

La reine, ajoute M^{me} Campan, trouvait ce genre d'esprit très fort de son goût. Nous aussi, et nous comprenons que la reine ait contracté l'habitude de passer une partie de ses journées — au diable le protocole ! — chez celle qui était devenue par ses soins la duchesse de Polignac. M^{me} Campan voit très bien les choses sur tout. Ainsi lorsqu'elle saisit l'importance et les méfaits d'admettre une marchande de modes dans l'intérieur de la reine. C'est la duchesse de Chartres (future duchesse d'Orléans) qui introduisit M^{me} Bertin auprès de Marie-Antoinette, « en dépit de l'usage qui en excluait sans exception toutes les personnes de sa classe ». La reine, qui n'avait développé jusqu'ici qu'un goût fort simple pour sa toilette, commença à en faire une occupation principale. On se dit que cette inoffensive M^{me} Bertin, cette marchande de mode avisée, joue un peu dans la vie de Marie-Antoinette le rôle de Lheureux (1) dans celle de Madame Bovary. Et c'est vrai qu'il y a trop de Lheureux dans la vie de cette reine, tandis que Louis XVI, docteur Bovary, s'occupait de ses serrures, poussant de temps à autre ses fameux coup de bouton.

3 Figaro-par-ci, Figaro-par-là

Passes encore M^{me} Bertin ! Quoique les toilettes de la reine, mille fois renouvelées, fussent naturellement tristes par toutes les femmes un peu à la mode, au grand dam des maris : « Quelques étourdis contractant des dettes (...) et le bruit général fut que la reine ruinait toutes les dames françaises. » Mais à y voir l'affaire du coiffeur bien plus grave que l'affaire du collier. L'usage, jusqu'ici, interdisait à tout figaro qui avait coupé les cheveux de la reine d'aller exécuter ses ciseaux ailleurs. Avec Marie-Antoinette, tout change. « Elle voulut aussi se servir du coiffeur qui avait à Paris la plus de vogue. » Et, craignant qu'il ne perdît la main « en cessant de pratiquer son état, elle voulut qu'il continuât à servir plusieurs familles de la cour et de la ville. » M^{me} Campan est formelle : « Ce qui multiplie les occasions de connaître les détails de l'intérieur et souvent de les dénaturer. » Le Figaro de Beaumarchais n'était déjà pas assez pour ébranler le trône, il fallait que la reine y ajoutât le sien !

(1) Lheureux : petit négociant en nouveautés. En définitive, un vil usurier.

JAZZ

Christian Escoudé à Marciac

Christian Escoudé, comme René Urtreger ou M. Johnny Griffin, est un de ces musiciens qui ne transigent pas sur l'essence du jazz. Aucun état d'âme, aucun souci des modes. C'est ainsi, il n'y a rien à faire. Depuis une vingtaine d'années, le gitan d'Angoulême suit son étoile, qui le conduit tantôt auprès de John McLaughlin, tantôt auprès de Martial Solal, avec Charlie Haden comme avec Didier Lockwood, simplement armé d'une sorte de vérité pour la guitare.

Ce n'est pas pour rien qu'il a commencé de se faire connaître en remplaçant René Thomas dans le trio d'Eddy Louiss. Avec ces gens-là, on ne triche pas. Guitariste gitan, il n'a même pas cherché à exploiter le filon manouche de Django. S'il joue avec Boulou Ferré, Babik Reinhardt, il rend hommage, bien entendu, au maître des roulettes, mais en passant : comme il inter-

prête une composition de Parker ou de Sonny Rollins.

C'est dans la modulation harmonique que Christian Escoudé excelle, dans ce jeu d'invention précise et raffinée où la vitesse n'apparaît pas de simple convention. Chez lui, l'expression, enracinée au plus profond, se libère dans l'instant. Selon les règles non écrites du jazz, et selon une sensibilité brute, comme offerte, dégage de toute histoire à l'heure du jeu.

Au dernier Festival d'Antibes, il l'a manifestée avec cette aisance douloureuse qui le ferait jouer jusqu'aux petites heures. En compagnie du même trio (Jean-Marie Pilé au piano et les frères Martin), il est au programme de Marciac : après la pinède, la Gascogne.

★ Jazz à Marciac (Gers), jusqu'au 14 août. Tél. : 62-09-31-98.

COMMUNICATION

M. Maxwell européenne son groupe MCC

En prévision du grand marché européen de 1992, M. Robert Maxwell réorganise son groupe multimédias MCC (Maxwell Communications Corporation). Jusqu'à présent, comme en atteste son dernier rapport annuel, MCC était contrôlé en dernier ressort par la Fondation Maxwell, située au Liechtenstein, et dont les comptes ont toujours été protégés par le plus grand secret. Or, voilà que cette dernière vient de vendre 21,9 % des actions de MCC (elle ne détient plus, directement ou par ses filiales, que 30,1 % de MCC) à Headington Investments et certaines de ses filiales, toutes

sociétés britanniques contrôlées par M. Maxwell et sa famille. MCC pourra ainsi faire valoir son caractère majoritairement communautaire, un atout important en cas d'opérations sur des sociétés de communication, comme l'a montré récemment la polémique soulevée autour du rachat des Echos par le groupe Pearson, soupçonné de passer sous la coupe de M. Rupert Murdoch. Ce dernier, grand rival de M. Maxwell sur tous les fronts, a en effet adopté la citoyenneté des Etats-Unis pour pouvoir investir comme il l'entendait sur le marché américain de la communication.

Hachette met en vente le siège des NMPP

La direction des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) a informé son personnel au cours d'un comité d'entreprise le 5 août d'un « projet de vente » du siège social, rue Réaumur à Paris (nos dernières éditions du 9 août). Le groupe Hachette, propriétaire des murs et aussi, à 49 %, des NMPP, étudie en effet depuis quelques mois la vente de l'immeuble. Une vente qui pourrait rapporter entre 700 millions et un milliard de francs au groupe de M. Jean-Luc Lagardère.

Le patron d'Hachette avait indiqué en avril dernier son intention de « réaliser des actifs lourds et dormants » pour reconstituer la capacité d'investissement du groupe, entamée par les récents achats de Diamantis et Groller aux Etats-Unis. Les NMPP, qui distribuent une grande partie de la presse française et étrangère sont installées depuis leur création en 1947 au 111-119 de la rue Réaumur, en plein centre de ce qui était alors le « quartier de la presse ».

● Grève à FR 3-Corse. — Un mouvement de grève du personnel de FR 3-Corse a empêché, le lundi 8 août, la diffusion du journal régional, qui a été remplacé par celui de FR 3-Marseille. Cet arrêt de travail visait à protester contre le non-renouvellement des contrats à durée déterminée de deux journalistes de la

La régie publicitaire de la 5 se constitue en SA

Le service commercial qui assurait la régie publicitaire de la 5 depuis sa création vient d'adopter le statut juridique de société anonyme intitulée Régie Cinq. M. Antoine Verdier, qui était à la tête de ce service depuis mai 1987, devient président-directeur général de Régie Cinq. M. Antoine Boiteux, directeur commercial depuis le mois d'août 1987, est nommé directeur général, tandis que M. Angelo Codinoni, directeur délégué adjoint de la 5, sera vice-PDG.

Filiale à 100 % de la chaîne, Régie Cinq a pour objet « toutes activités de régie publicitaire, de ventes d'espaces, ainsi que toutes opérations relatives au sponsoring et à la publicité en général sous toutes formes et sur tous supports ».

station et l'embauche parallèle d'un nouveau journaliste. Il constituait également, selon les syndicats SNU (Syndicat national des journalistes) et STC (Syndicat des travailleurs corse), qui ont appelé à la grève, un avertissement à la direction de la chaîne et aux autorités.

PARIS EN VISITE

Mardi 9 août

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-88-77-71). *Ô Les Cahiers* tango : 20 h 30.

ARCANÉ (43-38-19-70). *Le Panch du troupeau d'amar* : 20 h.

BUFFETTES PARIISIENS (43-96-62-24). *Si j'avais un million* : 21 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). *Et vote... la gaité !...* : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). *Reviews dormir à l'Elysée* : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). *Ô Voltaire's Folies* : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). *Les Délices du bain* : 20 h 30.

CRYPTÉE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). *Le Panch du troupeau d'amar* : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). *Monsieur Marse* : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). *Les Babas-Cadettes* : 21 h 15. *Nous on fait où on nous fait* : 21 h.

BUCHETTE (43-26-38-99). *La Cantatrice chauve* : 19 h 30. *Le Locataire secret* : 20 h 30.

LE GRAND ÉDGAR (43-20-90-09). *Bien d'être autour des artilles*. *Ô Les Cahiers* : 20 h. *Pierre Pécunia* : 21 h 45.

LUCCERNAIRE FORUM (45-46-57-34). *Théâtre royal. Le Petit Prince* : 20 h.

Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h.

Le Théâtre de la rue : 20 h. *Carrefour des trois brouillards* : 18 h 30. *Contes d'été* : 21 h.

Les arabes du XV^e siècle : 20 h. *La Route* : 21 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). *Les Mystères de Paris* : 21 h.

MICHOËRE (47-42-90-23). *Ma cousine de Varsovic* : 20 h 45.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). *The Grand Standing* : 20 h 30.

OEUVRE (48-74-42-53). Exercices de style : 20 h 45.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Avant : 20 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-15). Fri-Fric : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple : 20 h 45.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L O "L'Ecluse des jours : 21 h 30.

TANTAMARE (48-87-33-82). Mathieu : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Journal d'un toup-garou : 19 h. La Voix humaine : 20 h 30. La Femme nue : 22 h.

VARIETES (42-33-09-92). Le Sauf du lit : 20 h 30.

Les concerts

AUDITORIUM DES HALLES. Quatuor Bomsel. 19 h. Œuvres de Haydn, Ariaga, Mozart. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Philharmonique de chambre. 18 h 30, 21 h. Dir. Roland Dousta, Rodosco (violin), Coles (flûte), Pecot-Douane (clavier), Œuvres de Bach.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-LÎLE. Orchestre de chambre Jean-Jacques Wiederket. 21 h. G. Fumet (fl.), A. Wiederker (violin). Œuvres de Bach, Albinoni, Barber, Pachelbel. Dans le cadre du Festival musique en Île.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-61). Ars d'Orléans. Jusqu'au 21 septembre, 19 h 15. 21 h. Joseph Saff (contre-ténor), Michel Saravain (fl. cromorne, bombarde), Raymond Comès (luth, psalterion).

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)
Prix de beauté (1930), d'Auguste Genia. 16 h : Casbags (1940, v.o.), de Marcel Vanzel, 19 h : Steamboat Round the Bend (1935, v.o.), de John Ford, 21 h.

VIDÉOTHÉÂTRE
 18 h-24 h

Si vous avez manqué la dernière à la Trinité République : A la Verbane (1933), la Belle époque (1936) de Julien Devivier, 14 h 30 ; Paris-banlieue : Un dimanche à Colombes (1971) de P. Willems. Smash en direct (1961) de l'Équipe des caméras associées, Orly sur Smash (1962) de P. Zimmer. Les films de la semaine (1936-1946) de Jean Nequin, 16 h 30 ; Paris-banlieue : Antoine chante les Éluébérations (1956) de A. Bruzet, Aubervilliers (1945) de E. Lozar, la Ville blanche (1975) de Jacques Barrière, 18 h 30 ; Paris, 16 h 45 : Mikos (1971) de J. Humeau. Les films de la semaine-petit écran des briques ? (1973) de G. Cohen, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DESIR (Fr.-All., v.f.) :
Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) ;
Studio André-Lévy, 1* (42-66-
48-18) ; Gaumont Ambassade, 4* (43-59-
19-08).

AMÈRE RÉCOLTE (All., v.f.) : Studio
de la Harpe, 3* (44-26-35-52).

AMERICAN NINJA (A., v.f.) : Holly-
wood Boulevard, 3* (42-71-52-36).

LES ANGES SANDWICHES (Fr.) :
UGC Odéon, 4* (42-53-10-30) ; UGC
Opéra, 3* (45-74-92-40).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) :
Les Montparnasse, 4* (43-27-32-57).

BACDAD CAFE (A., v.f.) : Gaumont Les
Halles, 1* (42-59-17-13) ; Gaumont
Opéra, 2* (47-60-30-33) ; 14 Juillet
Odéon, 4* (43-25-59-83) ; La Pagode, 7*
(47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 9*
(43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11*
(43-59-19-08) ; 14 Juillet Opéra, 12*
28-04 ; Gaumont Parisman, 14* (43-35-
30-40) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-
84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15*
(45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17* (47-
48-28-42) ; 14 Juillet Opéra, 18* (43-
27-83-35-43) ; Pavlovie Bie, 13* (43-
31-60-74) ; Gaumont Convention, 15*
(48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 19* (45-
22-46-01) ; La Gambetta, 23* (46-36-
36-36).

BALANCE MAMAN BORS DU TRAIN
(A., v.f.) : Forum Orient Express, 1*
(42-33-42-26).

BIRD (A., v.f.) : Forum Horizon, 1* (45-
08-57-37) ; Gaumont Opéra, 2* (47-43-
38-53) ; 14 Juillet Opéra, 4* (43-25-
59-83) ; Gaumont Champe-Élysées, 6*

PARIS EN VISITES

MERCEDES 10 ADULT

- Hôtels du Marais, village Saint-Paul, place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Marie (Filaneries).
- Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).
- Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Arts et curiosités).
- Le Panthéon », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

JEUDI 11 AOUT

- « Le Musée Picasso an l'hôtel Salé », 14 h 15, 5, rue de Thorigny (Arts et curiosités).
- « Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 15, métré Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (la visite peut être annulée, tél. le matin au 45-74-13-31). Carte d'identité (E. Romann).
- « Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des réservoirs (Office de tourisme).
- « La pyramide et l'aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, métré Tuileries (C.-A. Messer).

(43-59-04-67); Escorial, 13° (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); v.f.: Les Montparnos, 14° (43-22-52-37).

LOODSPORT (*A. v.a.*): Forum Horizon... (45-08-37-57); Patbé Marinang-Concorde, 8^e (43-99-92-82); v.f.: Rem, 2^e (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9^e (42-36-83-93); v.f.: Paramount Opéra, 9^e (43-07-39-59); Fauvette Bis, 13^e (43-31-50-74); Mistral, 14^e (43-39-52-43); Patbé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Patbé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Patbé Clichy, 18^e (42-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

BLUE-JEAN COOP (*A. v.a.*): Forum Orient Express, 1^a (42-33-42-26); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); Patbé Boulevard, 14^e (42-36-83-93); v.f.: UGC Montparnasse, 6^e (42-74-94-94); Hollywood Boulevard, 9^e (47-70-10-41); Paramount Opéra, 9^e (47-42-42-42); Patbé Clichy, 18^e (42-22-46-01).

LA BOHÈME (*Fr. va.*): Vendôme Opéra, 2^e (47-42-97-32).

CANT BIVY ME LOVE (*A. v.a.*): Forum Horizon, 1^a (45-08-37-57); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); v.f.: UGC Montparnasse, 6^e (42-74-94-94); UGC Opéra, 9^e (43-74-95-04); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); UGC Convention, 13^e (43-74-95-04); Images, 19^e (45-22-47-94).

CÉRÉMONIE D'AMOUR (****) (*Fr.*): Forum Orient Express, 1^a (42-33-42-26).

CHOCOLAT (*Fr.*): Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33); Gaumont Ambassade, 1^a (43-27-90-81); Le Grand Beaulieu, 1^a (43-27-90-81); Les Montparnasse, 14^e (42-31-52-37).

CRITTERS 2 (*A. v.a.*): Forum Arc-en-Ciel, 1^a (42-97-53-74); UGC Ermithage, 8^e (45-63-16-16); v.f.: Rem, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (42-74-94-94); v.f.: UGC Opéra, 9^e (43-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-31-01-59); UGC Gobelins, 13^e (42-36-23-44); Convention Saint-Charles, 13^e (42-36-23-44); Patbé Clichy, 18^e (42-22-46-01).

CRY FREEDOM (*Brit. va.*): Saint-Michel, 5^e (43-26-79-17).

DE BRUIT ET DE FUREUR (****) (*Fr.*): Reflex Logos II, 5^e (43-54-34-42); Gaumont Parisienne, 1^a (43-30-40-40).

LE NOUVEAU EMPEREUR (*Brit.-il.*): Les Trois Balzaiz, 8^e (45-61-10-60); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-87-35-43); Les Nations, 12^e (43-63-06-67).

DOULEUR DÉTENTE (*A. v.a.*): Gaumont Les Halles, 1^a (40-26-12-12); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Normandie, 6^e (45-63-16-16); v.f.: Gaumont Parisienne, 1^a (43-30-40-40); v.f.: Rem, 2^e (42-36-83-93); Bretagne, 6^e (42-22-57-97); Fauvette, 13^e (43-31-56-86).

Mardi 9 août

Geamont Alfisia, 1^{re} (43-27-84-50) ;
 Convention, 1^{re} (43-28-42-27) ;
 Patisé Cliehy, 1^{re} (43-22-46-01) ;
 Le Gambetta, 2^o (46-36-36-36).

CLAUDE DE LUNE (A. v.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), (43-59-31-97) ;
 Geamont Alfisia, 1^{re} (43-27-84-50).

LE DUDÉ MURPHY SHOW (A. v.) :
 UGC Biarritz, 8^e (43-62-20-40) ;
 UGC Montparnasse, 6 ("" (Fr.) ;
 Geamont Alfisia, 1^{re} (43-27-84-50) ;
 Manneville, 9 (47-70-20-12) ;
 Publicis Matignon, 1^{re} (43-59-31-97).

EMPIRE DU SOLEIL (A. v.) :
 Geamont Alfisia, 1^{re} (43-27-84-50) ;
 UGC Biarritz, 8^e (43-62-20-40).

LES ÉTOILES DE L'IMPASSE (A. v.) :
 Cine Beaumont, 9 (42-71-52-36) ;
 UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;
 UGC Rotonde, 6 (43-74-94-94) ;
 UGC Montparnasse, 6 (43-62-20-40) ;
 UGC Opéra, 9 (43-74-95-40).

LE PETIT FAUCON D'ÊTRE JEUNE... ENCORE !
 ERST (Sov. v.) :
 Le Triomphe, 8^e (43-62-20-40).

ET SI ON LE GARDAIT ? (A. v.) :
 UGC Biarritz, 8^e (43-62-20-40) ;
 v.f. :
 UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ;
 UGC Opéra, 9 (43-74-95-40) ;
 Goldolin, 13 (43-36-23-44).

LE FESTIN DE RABETTE (Dan. v.) :
 Cine Beaumont, 9 (42-71-52-36) ;
 Cluny Palace, 9 (43-54-07-16) ;
 14 Juillet, 1^{re} (43-59-31-97) ;
 UGC Biarritz, 8^e (43-62-20-40).

FRANTIC (A. v.) :
 Geamont Alfisia, 9 (45-46-21-46) ;
 Bonneville Montparnasse, 1^{re} (43-62-20-40).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.) :
 Utopia Champillon, 5 (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr. v.) :
 Gaumont (Publicis Matignon), 1^{re} (43-59-31-97) ;
 Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ;
 Gaumont (Publicis Matignon), 1^{re} (43-59-31-97) ;
 Normandie, 1^{re} (43-06-50-50) ;
 v.f. :
 Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33) ;
 Rem. Le Triomphe, 8^e (43-62-20-40).

9 août

14 Juillet Océano, 6* (42-25-59-83)
Festivals, 10* (42-59-40-80);
92-82; 14 Juillet Baselle, 11* (43-37-
90-81); Gaumont Parasse, 11* (43-35-
30-81); 14 Juillet Beaupréville, 15*
40-81; 14 Juillet Impérial, 3* (45-
47-72-82); Mimmar, 14* (43-20-
88-52); Gaumont Carvenville, 15* (48-
25-82).

THE KITCHEN TOTO (A. v.a.): Pathe
Hauteville, 6* (46-33-79-38); Sep-
Parasse, 15* (43-20-32-20).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr. v.a.): Lucerna, 6* (45-44-57-47).

UN ÈTE A PARIS (Fr.): Épée de Bois, 5* (47-40-47-47); Basile 43, 9* (47-70-
63-40).

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit. v.a.): Utopia Champion, 9* (43-26-
86-40).

UNE VIE SUSPENDUE (Fr.): L'Ecran-
pola, 14* (45-43-41-63).

VICES ET CAPRICES ():** (It. v.a.)
Festivals, Orient Express, 11* (42-33-
42-38); George V, 9* (45-62-41-46);
v.f.; Maxevilles, 9* (47-70-72-86);
Pathe François, 9* (47-70-13-88); Utopia
Champion, 11* (43-26-86-40); Utopia
Champion, 11* (43-26-86-40).

LA VIE EST BELLE (Bel.-Suédois): Utopia
Champion, 9* (43-26-86-40).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE
(Fr.): Utopia Champion, 11* (43-26-86-40).
Ciel, 14* (42-57-93-74); Pathe Haute-
ville, 6* (46-33-79-38); Gaumont
Amboise, 11* (43-26-86-40);
v.f.; (45-62-41-46); Parasse, 15* (43-
35-30-81); UGC Gobelin, 13* (43-
26-32-56-41); Gaumont Alsia, 14*
40-81; Utopia Champion, 11* (43-26-
86-40); Utopia Champion, 11* (43-26-
86-40); 14 Juillet Beaupréville, 15*
40-81.

WALL STREET (A. v.a.): Rhydon Lin-
coln, 6* (44-59-36-14).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois
Lionsburg, 6° (43-39-57-77).

A BOUT DE PONT (A., v.d.) :
Action Christiane, 6° (43-29-11-30).

ACUIRE, LA COLÈRE DE DIEU
(All., v.d.) : Accotone (ex Studio Capi-
Cugnas), 5° (46-33-86-86).

ALLEMAGNE ANNÉE ZERO (Fr.-It.,
v.f.) : Paramount, 5° (43-54-50-76).

L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.d.)
(v.f.) : UGC Émirates, 6° (45-63-14-15)
v.f. : Paramount Opéra, 3° (47-42-
36-31) ; Convexion Saint-Charles, 15°
(45-63-14-15).

AMORE (It., v.d.) : La Bastille, 11° (43-
54-07-76).

LES AMOUREUX D'UNE BLONDE (rubi-
que, v.d.) : Accotone (ex Studio Capi-
Cugnas), 5° (46-33-86-86).

ANGEL II : LA VENGEANCE (A., v.d.)
(v.f.) : Paramount, 5° (47-70-15-41)
v.f. : UGC Émirates, 6° (45-63-14-15).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2°
(42-36-33-93) ; UGC Normandie, 6°
(45-63-16-16) ; Mistral, 14° (45-39-
52-43).

ARSÉNIEN ET VIEILLES BENTILLES
(A., v.d.) : Action Christiane, 6° (43-29-
11-30).

L'AS DE PIQUE (Toll., v.d.) : Accotone
(ex Studio Capi), 5° (46-33-86-86).

ATLANTIC CITY (Fr.-Can.) : Demifair,
14° (43-21-41-01).

AUTOPELLE L'AMOUR MEURTRE (A.,
v.d.) : Lesion Rive Ganche, 3° (43-29-
44-40).

AVANTI (A., v.d.) : Action Christiane, 6°
(43-29-11-30).

BIRDY (A., v.d.) : Studio Celande, 5° (43-
54-72-71) ; George V, 6° (45-62-41-66)
v.f. : Paramount, 5° (43-20-32-20).

BRAZIL (Br., v.f.) : Studio Celande, 5°
(43-54-72-71) ; Elysées Lincoln, 6°
(39-36-14) ; Sept. Paramount, 14° (43-20-
32-20).

CENTILLON (A., v.f.) : Saint-
Louis, 15° (43-52-91-68).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD
(v.d.) : Action Rive Ganche, 3° (43-29-
44-40).

CLASS 84 (**) (A., v.f.) : Hollywood
Boulevard, 5° (47-70-15-41).

LE COMTE D'OLYMPIUS (Fr.-It.,
v.d.) : Action Christiane, 6° (43-29-
11-30).

LES DAMNÉS (**) (It.-A., v.f.) : Acco-
tone (ex Studio Capi), 5° (46-33-
86-86).

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It.,
v.f.) : Pathé Impérial, 3° (47-42-
72-52) ; UGC Rotonde, 6° (45-74-
74-94) ; UGC Biarritz, 6° (45-62-
20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15°
(45-72-75-75).

DIRTY DANCING (A., v.d.) : George V,
6° (45-62-41-66).

LES DIX COMMANDEMENTS (A.,
v.f.) : Bretagne, 6° (47-42-56-51) ; Para-
mount Opéra, 3° (47-42-36-31).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.a.)
Le Champ, 5 (43-54-51-60).
DRAME DE LA JALOUSIE (Il., v.a.)
Acoctane (ex Studio Cinéma), 4 (46-33-36-38).
EMBRASSE-MOI, IDIOT (A., v.a.)
Reflex Médicos Loups, 4 (43-34-34-34).
L'EMPIRE DES SENS (***) (Fr.-Jap.)
L.S. Le Triomphe, 8 (43-62-45-76).
LES ÉMIGRÉS (A., v.a.)
Médicos Loups, 4 (43-54-42-34) ; Supp.
Parassians, 14 (43-20-32-20).
L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.a.)
L.S. : Action Christiana, 6 (43-29-19-19).
EXTREME PRÉJUDICE (A., v.f.) : Hol-
lywood Boulevard, 9 (47-70-10-10).
HELLZAPPO (A., v.a.) : Cmc Beau-
seigneur, 4 (46-71-32-36).
HÉROÏQUE MOLAMOUR (Fr.-It.)
Saint-André des Halles, 11 (40-26-12-26).
Gautum Les Armes II, 6 (43-21-26-26).
Gautum Ambassade, 4 (43-39-39-39).
Gautum Les Armes, 11 (43-37-37-37).
Gautum Parnasse, 14 (43-33-30-30).
LA HORDE DES SALOPARDS (Il., v.f.)
4 (43-77-77-78).
LA HORDE DES SALOPARDS (Il., v.f.)
Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74).
UGC Errance, 4 (43-63-16-16).
INSIDE DAISY CLOVER (A., v.a.)
Raisine Odéon, 6 (43-26-19-18) ; Le
Triomphe, 8 (43-62-45-76).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (***)
(Fr.) : Épipé de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.)
Cincoche, 6 (46-33-10-82) ; Saint-
André des Halles, 11 (43-21-26-26).
LES MÉTIERS D'OR (Fr.-It., v.a.)
Elysees Lincoln, 9 (43-59-36-14) ; Supp.
Parassians, 14 (43-20-32-20).
MACADAM COW-BOY (*) (A., v.a.)
Épipé de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Le
Triomphe, 8 (43-62-45-76).
MANHATTAN (A., v.a.) : Pathe Héra-
culle, 6 (46-33-79-38).
METROPOLIS (All., v.a.) : Ramehugh
11 (42-88-64-64).
MISSION (FR.) (v.a.) : Gaumont Aïdaïa
11 (47-74-54-50).
MORT A VENISE (Il., v.a.) : Studio
Galande, 5 (43-54-72-71).

MURIEL (Fr.): Pamblon, 5* (43-54-15-04).

MY FAIR LADY (A., v.o.): Publicis-Champs-Élysées, 8* (47-70-76-23).

NOCTURNE (Fr.): 45-62-82-42.

PARADISE (v.o.): L'Entrepris, 1* (45-43-41-63).

OCTOUPSY (A., v.o.): U.G. Normand, 8* (45-63-16-16); v.f.f. Gammon, 8* (45-63-30-01).

ORANGE MÉCANIQUE (v.o.) (Brit.-v.o.): Studio Galande, 9* (43-54-72-71).

PANDORA (Brit.-A., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-11-30).

LA PALA (Fr.): Claf Beaunorg, 3* (42-71-52-36).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.): Saint-Michel, 5* (43-26-79-17).

LE TRIOMPHE (Fr.): 45-62-82-42.

QUAI DES VILLES DORT (A., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-11-30).

LE ROUDEUR (A., v.o.): Raflet Logos 1, 5* (43-54-42-34); Le Triomphe, 8* (45-62-82-42).

ROMAN LIEU OUVERTE (It., v.o.): Cluny Palace, 5* (43-54-07-76).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.): Le Saint-Germain-des-Près, Salle G, de Beauregard, 6* (42-22-87-23); Les Trois Balcons, 8* (45-61-10-60).

LA SOURIS QUI RUSSASSAIT (Brit.-A., v.o.): Cluny Palace, 5* (43-54-51-60).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Utopia Champollion, 5* (43-26-84-65).

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can.): Studio Galande, 9* (43-54-72-71).

TAXI DRIVER (Fr.-A., v.o.): Les Trois Balcons, 8* (45-61-10-60).

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (**) (A., v.o.): Studio Galande, 9* (43-54-72-71).

UN APRES-MIDI DE CHEN (A., v.o.): Les Trois Balcons (ex Studio Cujas), 5* (46-33-86-86).

LA VIEILLE DAME INDIGNE (Fr.): Saint-André-des-Arts, 1, 6* (43-26-48-18).

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.): Les Trois Balcons (ex Studio Cujas), 5* (46-33-86-86).

VOYAGE EN ITALIE (It., v.o.): Cluny Palace, 5* (43-54-07-76).

PARTEZ EN VACANCES
AVEC *Le Monde*



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	76 F	146 F
3 semaines	115 F	205 F
1 mois	150 F	251 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	354 F	687 F

• TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

LE MONDE ABONNEMENTS

BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

■ VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
 du : _____ au : _____
■ VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
 NOM : _____ PRÉNOM : _____
 N° : _____ RUE : _____
 LOCALITÉ : _____
 CODE POSTAL : _____ VILLE : _____
 PAYS : _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

N° de CS : _____

Date d'expiration : ____/____/____ Signature : _____

● **VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ** (si vous êtes déjà abonné)

-SUR MINITEL

3615 LEMONDE code abo

LES FILMS NOUVEAUX

ENVOYÉZ LES VIOLONS. Film américain de Roger Young. Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57 v.); Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Hauffenstein, 6^e (46-33-33-38); UGC Normandie, 1^{er} (45-09-28-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-87-43-43); Pathé France, 9^e (47-10-33-88).
LES PAYSANS. Film français d'UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Favourite, 13^e (43-31-56-86); Mistrall, 14^e (45-39-52-43).
LA CONVENTION. Film français de 12-06; Convention Saint-Charles, 15^e (45-79-33-00); Gaumont Paris, 15^e (45-79-33-00).
UGC Malin, 17^e (47-08-06-06); Pathé Weller, 19^e (45-22-46-01).

POUR UNE NUIT D'AMOUR. Film américain de Douglas Sirk. Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); George V, 4^e (42-62-41-46); Sept Palmiers, 14^e (45-43-43-43); Rex, 15^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); Pathé France, 7^e (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Favourite, 13^e (43-31-56-86); Mistrall, 14^e (45-39-52-43); UGC Normandie, 1^{er} (45-09-28-82).
Images: 18^e (45-22-47-94); Le Gamberet, 20^e (46-36-10-96).

RANDONNÉE POUR UN TUEUR. Film américain de John Ford. Arc-en-Ciel, 1^{er} (45-08-57-37); UGC Danco, 6^e (45-08-57-37); UGC Normandie, 8^e (45-09-28-82); UGC Concordia, 8^e (43-39-52-82); UGC Normandie, 8^e (43-39-52-82); v.f.: 1^{er}.

CONFÉRENCE

MERCREDI 10 AOUT
11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « Karma
et la libération de l'homme ». Entrée gra-
tuite (Loge unie des théosophes).

TABLE 1

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **S** Signal dans « le Monde radio-télévision ». **F** Film à vision. **O** On peut voir. **N** Ne pas manquer. **M** et **C** Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 août

TF 1

20.30 **Chénas** : *Avantage express* **F** Film américain de Mark Robson (1977). Avec Lee Marvin, Robert Shaw, Maximilian Schell, Linda Evans. 22.05 Documentaire : *Histoires naturelles*. Thoms et mulet. 23.00 **Série** : *Cammas*. 23.50 **Journal** et *La Bourse*. 0.05 **Magazine** : *Minit sport*. 1.05 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 1.30 *L'équipe*. 2.05 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.25 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.50 **Magazine** : *Chocs*. 3.35 **Documentaire** : *Histoires naturelles*. 4.30 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 5.55 **Documentaire** : *Histoires naturelles*.

A 2

20.30 **Chénas** : *Les Grands Fusils* **F** Film franco-italien de Duccio Tessari (1973). Avec Alain Delon, Umberto Orsini, Richard Conte. 22.15 **Variétés** : *Ventoux, ventoux, la nuit est à nous*. Avec Richard Gatlif, Bent Masters, Lyne Foly, Gérard Blanchard, Images, et Charyl Males. 23.00 **Documentaire** : *Les Grands Fusils*. 23.15 **Informations** : 24 heures sur la 2. 23.35 *Histoires courtes*. Pair-impair, de Carole Marguand. Adèle Frelon est elle là ? de Laurence Ferrera-Barbosa. 0.00 **Jazz** : *Oscar Peterson*. Festival d'Antibes-Juan-les-Pins 1986. Le pianiste est accompagné par David Young, basse, et Martin Drew, batterie.

FR 3

20.30 **Chénas** : *Lola de la fosse déchaînée* **F** Film anglais de John Schlesinger (1967). Avec Julie Christie, Terence Stamp, John Firth. 21.10 **Journal** et *Les Moutons et les Pigeons*. 22.15 **Variétés** : *Chénas*. Présenté par Jean-Louis Jancin. Avec Ofra Haza, Cheb Kader, Wada, Minimal Compact. Deuxième quart de finale de tremplin pour Tokyo avec les vainqueurs des régions : Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Ile-de-France, Centre, Alsace. 0.20 **Magazine** : *Goffinages*.

CANAL PLUS

20.30 **Flash d'informations**. 20.31 **Chénas** : *L'or se barre* **F** Film anglais de Peter Collinson (1969). Avec Michael Caine, Noel Coward, Benny Hill. 22.05 **Flash d'informations**. 22.10 **Chénas** : *Le Tros noir* **F** Film américain de Gary Nelson (1979). Avec Maximilian Schell, Anthony Perkins, Robert Forster. 22.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 23.15 **Chénas** : *Belles d'amour*. Film français classé X de Michel Ricard (1987). 2.30 **Court métrage** : *Solo*. De Konstantin Lopouchanski.

Mercredi 10 août

TF 1

13.40 **Feuilleton** : *Côte ouest*. 14.30 **Série** : *Des agents très spéciaux*. 15.20 **Feuilleton** : *L'île* (3^e épisode). 16.50 **Club** *Dorville* **Documentaire** : *La chasse au trésor*. Jeu et les hologrammes : *Le jeu de l'ABC*. 17.30 **Série** : *Ques de sang*. 18.10 **Série** : *Chénas*. 18.55 **Météo**. 19.00 **Feuilleton** : *Santa-Barbara*. 19.30 **Jeu** : *La roue de la fortune*. 19.50 **Trage du Tac-O-Tac**. 20.00 **Journal**. 20.25 **Météo** et *Tapis vert*. 20.30 **Trage du Loto**. 20.35 **Théâtre** : *Domino*. Comédie de Marcel Aymard, mise en scène par Jean-Paul Laroche. 20.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 21.10 **Série** : *Texas police*. 21.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 22.10 **Série** : *Les enquêteurs*. 22.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 23.10 **Série** : *Les enquêteurs*. 23.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 0.15 **Magazine** : *Minit sport*. De 1.15 à 6.25 **Rediffusions**. 1.15 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 1.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.30 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.55 **Magazine** : *Santé à la Une*. 4.25 **Magazine** : *Les Moutons et les Pigeons*. 5.35 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 6.00 **Documentaire** : *Histoires naturelles*.

A 2

13.40 **Feuilleton** : *La sonate pathétique*. 14.05 **Feuilleton** : *James docteur*. 14.45 **Jeu** : *Ring parade*. Emission présentée par Thierry Beccaro, à Bandol. Avec Jean-François Michéa, Rafi Thamar, Zab. 15.25 **Sports**. Rugby : *France-Argentine* (Coupe du monde universitaire, en direct de Capbreton). 16.30 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.30 **Série** : *Ques de sang*. 18.10 **Série** : *Chénas*. 18.55 **Météo**. 19.00 **Feuilleton** : *Santa-Barbara*. 19.30 **Jeu** : *La roue de la fortune*. 19.50 **Trage du Tac-O-Tac. 20.00 **Journal**. 20.25 **Météo** et *Tapis vert*. 20.30 **Trage du Loto. 20.35 **Théâtre** : *Domino*. Comédie de Marcel Aymard, mise en scène par Jean-Paul Laroche. 20.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 21.10 **Série** : *Texas police*. 21.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 22.10 **Série** : *Les enquêteurs*. 22.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 23.10 **Série** : *Les enquêteurs*. 23.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 0.15 **Magazine** : *Minit sport*. De 1.15 à 6.25 **Rediffusions**. 1.15 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 1.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.30 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.55 **Magazine** : *Santé à la Une*. 4.25 **Magazine** : *Les Moutons et les Pigeons*. 5.35 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 6.00 **Documentaire** : *Histoires naturelles*.****

FR 3

13.40 **Jeu** : *On va gagner*. Présenté par Vincent Perrot et Carole Marguand. 14.30 **Série** : *Les enquêteurs*. 15.20 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 16.30 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.30 **Série** : *Ques de sang*. 18.10 **Série** : *Chénas*. 18.55 **Météo**. 19.00 **Feuilleton** : *Santa-Barbara*. 19.30 **Jeu** : *La roue de la fortune*. 19.50 **Trage du Tac-O-Tac. 20.00 **Journal**. 20.25 **Météo** et *Tapis vert*. 20.30 **Trage du Loto. 20.35 **Théâtre** : *Domino*. Comédie de Marcel Aymard, mise en scène par Jean-Paul Laroche. 20.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 21.10 **Série** : *Texas police*. 21.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 22.10 **Série** : *Les enquêteurs*. 22.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 23.10 **Série** : *Les enquêteurs*. 23.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 0.15 **Magazine** : *Minit sport*. De 1.15 à 6.25 **Rediffusions**. 1.15 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 1.45 **Documentaire** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.30 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 2.55 **Magazine** : *Santé à la Une*. 4.25 **Magazine** : *Les Moutons et les Pigeons*. 5.35 **Feuilleton** : *Les Moutons et les Pigeons*. 6.00 **Documentaire** : *Histoires naturelles*.****

CANAL PLUS

14.00 **Série** : *La méditation du long-guano*. 14.20 **Série** : *Un fil dans la main*. 15.10 **Documentaire** : *La route de l'espérance*. 16.20 **Court métrage** : *Leve me gangster*. De Aidan Nugent et Malcolm Bennett. 16.30 **Court métrage** : *La nuit du fasséti*. De Léo Kaneanu. 16.50 **Série** : *O'Hara*. 17.40 **Série** : *A chacun sa vérité*. 18.05 **Cabot cadis. 18.55 **Série** : *Virgile*. 19.30 **Top 30. 19.25 **Flash d'informations**.****

Audience TV du 8 août 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 22 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	20,5	8,9	5,3	2,1	1,1	3,7	0,0
19 h 45	25,3	12,1	5,7	2,6	2,1	5,3	0,0
20 h 16	36,5	12,1	13,7	3,7	0,5	4,2	2,6
20 h 55	37,4	8,4	5,5	12,6	0,5	3,2	4,2
22 h 8	32,1	8,9	5,3	6,8	1,6	6,8	3,7
22 h 44	17,9	7,4	3,2	1,1	1,6	2,1	2,6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

LA 5

20.30 **Chénas** : *Le jeu de l'ABC*. 21.10 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 21.45 **Jeu** : *Le jeu de l'ABC*. 22.10 **Série** : *Mike Hammer* (rediff.). 22.40 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 23.10 **Série** : *Mike Hammer* (rediff.). 23.40 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 0.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 0.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 0.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 1.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 1.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 1.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 1.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 1.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 2.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 2.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 2.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 2.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 2.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 3.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 3.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 3.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 3.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 3.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 4.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 4.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 4.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 4.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 4.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 5.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 5.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 5.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 5.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 5.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 6.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 6.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 6.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 6.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 6.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 7.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 7.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 7.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 7.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 7.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 8.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 8.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 8.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 8.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 8.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 9.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 9.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 9.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 9.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 9.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 10.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 10.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 10.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 10.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 10.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 11.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 11.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 11.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 11.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 11.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 12.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 12.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 12.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 12.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 12.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 13.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 13.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 13.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 13.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 13.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 14.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 14.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 14.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 14.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 14.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 15.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 15.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 15.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 15.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 15.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 16.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 16.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 16.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 16.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 16.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 17.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 18.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 18.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 18.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 18.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 18.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 19.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 19.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 19.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 19.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 19.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 20.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 20.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 20.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 20.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 20.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 21.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 21.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 21.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 21.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 21.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 22.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 22.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 22.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 22.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 22.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 23.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 23.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 23.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 23.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 23.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 24.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 24.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 24.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 24.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 24.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 25.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 25.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 25.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 25.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 25.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 26.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 26.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 26.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 26.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 26.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 27.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 27.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 27.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 27.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 27.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 28.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 28.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 28.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 28.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 28.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 29.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 29.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 29.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 29.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 29.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 30.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 30.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 30.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 30.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 30.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 31.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 31.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 31.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 31.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 31.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 32.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 32.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 32.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 32.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 32.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 33.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 33.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 33.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 33.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 33.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 34.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 34.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 34.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 34.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 34.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 35.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 35.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 35.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 35.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 35.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 36.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 36.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 36.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 36.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 36.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 37.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 37.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 37.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 37.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 37.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 38.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 38.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 38.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 38.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 38.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 39.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 39.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 39.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 39.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 39.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 40.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 40.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 40.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 40.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 40.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 41.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 41.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 41.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 41.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 41.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 42.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 42.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 42.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 42.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 42.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 43.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 43.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 43.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 43.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 43.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 44.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 44.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 44.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 44.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 44.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 45.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 45.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 45.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 45.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 45.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 46.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 46.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 46.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 46.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 46.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 47.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 47.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 47.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 47.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 47.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 48.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 48.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 48.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 48.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 48.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 49.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 49.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 49.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 49.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 49.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 50.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 50.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 50.45 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 50.65 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 50.85 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 51.05 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC*. 51.25 **Documentaire** : *Le jeu de l'ABC</*

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les hôpitaux malades de l'urgence

Un rapport confidentiel dénonce le mauvais fonctionnement des services d'accueil et propose d'y associer les médecins libéraux.

POURQUOI les services hospitaliers spécialisés dans l'accueil des malades admis en urgence fonctionnent-ils aussi mal ? Comment faire pour améliorer au plus vite la situation en même temps que l'image de ces services qui, plus que tous les autres, confèrent à l'établissement hospitalier son image ? Un rapport encore confidentiel réalisé sous l'égide de la commission nationale d'anesthésiologie sera prochainement remis au directeur général de la santé (1). Ce rapport dresse un constat sans complaisance de la situation actuelle, analyse dans le détail les différents dysfonctionnements de l'urgence à l'hôpital et avance notamment l'idée audacieuse que les services d'urgence devraient être « le lieu privilégié où doit s'opérer la nécessaire symbiose avec la médecine libérale ».

L'intérêt actuel des pouvoirs publics pour l'urgence à l'hôpital fait suite à l'ensemble des travaux législatifs et réglementaires de ces dernières années qui ont abouti à réglementer l'urgence préhospitalière. Celle-ci voyait — et voit encore — s'affronter depuis longtemps les différents acteurs, médicaux ou non, spécialisés dans les soins et le transport des blessés ou des malades en dehors de l'hôpital. Une loi puis une série de décrets d'application sont en passe de mettre un terme à une situation souvent incompréhensible — qualifiée en 1986 de « *guerre des urgences* » par M^{me} Michèle Barzach, alors ministre de la santé — et qui voyait les différentes parties prenantes (SAMU, police-secours, gendarmerie, pompiers, ambulances privées, association du type SOS-Médecins...) tout faire pour disposer de la plus large part de

« marché », créant ainsi une situation irrationnelle et dispendieuse. En aval — les services d'accueil de l'urgence hospitalière — la situation n'est guère plus brillante que celle de l'urgence préhospitalière ne l'était il y a quelques années. Le rapport souligne ainsi que « l'accueil de l'urgence hospitalière est une activité mal cadrée, polymorphe, comme en témoignent les controverses sémantiques qu'elle suscite toujours parce que le « caractère urgent » des pathologies concernées ne répond ni aux mêmes exigences ni aux mêmes compétences. Cette activité peu gratifiante a constitué un territoire longtemps laissé en friche par les disciplines traditionnelles, ce qui explique — en partie du moins — qu'il ait été largement investi par la dernière née des spécialités, l'anesthésie-réanimation chirurgicale, au cours de la phase d'expansion de celle-ci ».

Consultations aléatoires

Contrairement à ce qu'on imagine le plus souvent, les services d'urgence n'accueillent pas seulement les personnes en situation critique dont l'état de santé justifie au plus vite des soins médicaux ou chirurgicaux que seul l'hôpital peut fournir. Cette urgence « traditionnelle » ne représente plus aujourd'hui que le quart des consultations. Pour le reste, ces services accueillent aussi les urgences dites « médico-sociales » et les urgences « ressenties ». « Ce sont, explique le rapport, des consultations aléatoires, ne donnant pas lieu à hospitalisation, dont le nombre est en progression constante. » En d'autres termes, l'hôpital retrouve là, sous une nou-

velle forme, plus médicalisée, la fonction d'hospice et d'accueil des personnes souffrantes qui fut la sienne pendant des siècles.

Il est aisé, à partir d'un tel constat, de définir les objectifs que devrait se fixer une structure hospitalière d'accueil de l'urgence : disponibilité et bienveillance, prise en charge et orientation rapide du malade, information des praticiens du devenir de leurs patients, organisation de l'hospitalisation dans

les meilleures conditions possibles lorsqu'elle est nécessaire.

« Or, précisent les auteurs du rapport, si un consensus s'est facilement réalisé sur ces principes de base, force a été d'admettre que la réalité au jour le jour en reste éloignée. (...) La réduction drastique des effectifs étudiants, l'incidence logique de la régulation des flux inscrite dans la réforme des études médicales, la raréfaction des internes de spécialité, l'insuffi-

sance qualitative et déjà quantitative des internes de médecine générale, la diminution statutaire du temps réservé aux activités hospitalières, sont autant de facteurs risquant, à très court terme, de compromettre le fonctionnement même de l'existence des unités d'accueil des urgences ».

La plupart des problèmes rencontrés se situent au moment de l'accueil des malades, quand il s'agit de faire la part entre les états d'urgence réels (somatiques

et psychiques) et les simples « consultations aléatoires ».

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 14.)

(1) Rapport sur l'urgence hospitalière. Ce document sera remis prochainement dans sa version définitive au directeur général de la santé. Il a été rédigé par un groupe de travail de la Commission nationale d'anesthésiologie, composée de vingt-quatre membres, spécialistes de l'urgence et fonctionnaires du ministère de la santé.



Soins d'un bébé victime de brûlures aux services des urgences. « Une activité peu gratifiante ».

DES MILLIARDS DE SOLEILS

LES étoiles sont entourées de planètes. On le savait pour le Soleil. On le suppose pour les autres. L'astronomie vit depuis quatre siècles sur le principe copernicien : la Terre n'est pas le centre du monde, notre région de l'univers n'a rien de caractéristique, ce que nous voyons près de nous doit se retrouver presque inchangé partout. Puisque la seule étoile proche, le Soleil, est entourée de planètes, il doit en être de même pour bien d'autres étoiles. D'autant que le Soleil est l'étoile la plus banale qui soit, un représentant « lambda » de la catégorie stellaire la plus abondante.

Dès le siècle dernier, on n'aurait sans doute trouvé aucun astronome pour nier l'existence d'autres systèmes planétaires. Mais, jusqu'à ces dernières années, il s'agissait au fond d'un véritable acte de foi. Car les supposées planètes étaient inobservables.

La distance des plus proches étoiles est telle qu'il n'y a aucun espoir de voir leurs éventuelles planètes. Regardées depuis la Terre, étoiles et planètes sont exactement dans la même direction. Comment alors distinguer ces points obscurs ? La lumière qu'ils réfléchissent, comparée à celle qu'envoie directement l'étoile, c'est très précisément le jour et la nuit. Chacun sait qu'on ne voit pas la Lune, pourtant si proche de la Terre, quand le Soleil est à son zénith.

Pour mettre les cortèges planétaires en évidence, il a fallu de récentes progrès techniques qui permettent d'analyser beaucoup plus finement la lumière émise par les étoiles. Si une étoile est entourée de planètes assez lourdes, elle doit nécessairement avoir un mouvement oscillatoire qui retentit sur son émission lumineuse. Les raies qu'on observe au spectrographe ont une forme légèrement différente de celles qu'on attendrait si l'étoile était fixe.

Ces dernières années, plusieurs étoiles ont été proposées

comme candidates au statut de « soleil ». L'étoile Véga serait entourée d'un disque planétaire. Beta Pictoris apparaît comme un système solaire en formation. De nouveaux systèmes solaires viennent d'être annoncés à Baltimore, où se tient l'assemblée générale de l'Union astronomique internationale, grande manifestation qui permet tous les trois ans aux astronomes de confronter leurs résultats (le Monde du 5 août). L'intérêt est moins dans l'existence de ces systèmes que dans celle de la méthode qui a permis de les trouver. Directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris, M. Jean Audouze remarque qu'on dispose maintenant d'un outil qui permettra des recherches systématiques. Les nouvelles méthodes de détection des systèmes planétaires semblent permettre une bonne évaluation des masses des planètes. Et si pour l'instant les annonces portent sur de grosses planètes, format Jupiter, il paraît envisageable de déceler la présence d'objets analogues à la Terre.

Les planètes ne devraient pas être rares. Notre galaxie contient au moins cent milliards d'étoiles. Toutes ne sont pas dans des classes stellaires qui permettent l'existence de planètes. De plus, la moitié environ appartiennent à des systèmes d'étoiles doubles ou multiples, sièges d'importantes forces de marée qui interdisent la formation d'un système planétaire stable. Une étoile sur quatre ou cinq seulement pourrait être un soleil, ce qui en ferait encore plusieurs milliards. Quant à savoir s'il existe des planètes habitables, le principe copernicien le voudrait, mais il ne faut pas se faire d'illusions. Si d'autres hommes existent, ils sont tellement lointains que tout espoir de communiquer avec eux est illusoire. L'humanité commence à s'élever de la Terre. Elle ne s'élèvera pas du système solaire.

MAURICE ARVONNY.

Leptospiroses estivales

Pêche, baignade et sports nautiques ont rendu plus fréquente une maladie infectieuse qui ne touchait jusqu'à présent que certaines professions.

DEUX CENT QUATRE-VINGTS cas de leptospirose ont déjà été diagnostiqués depuis le début de l'année en France métropolitaine et dans les DOM-TOM. En 1987, six cent soixante-quinze cas avaient été recensés, soit 50 % de plus que les années précédentes. « L'année 1987 avait été tout à fait exceptionnelle, avec une recrudescence des cas en octobre et novembre, peut-être due à des conditions météorologiques particulières », explique le docteur Michel Barenton (Centre national des leptospiroses, Institut Pasteur de Paris).

La leptospirose est chez l'homme une maladie infectieuse provoquée par une bactérie, la leptospire. Le malade s'infecte sans s'en rendre compte au contact de certains animaux (rongeurs, bovins, porcs) contaminés. La bactérie pénètre par une excoriation de la peau, les muqueuses aéro-digestive et génitale, ou encore via la conjonctive de l'œil. Une ou deux semaines plus tard débutent les manifestations cliniques de la maladie. Elles peuvent

aller du plus banal syndrome fébrile à des formes graves touchant le cerveau, le foie ou les reins. Une fièvre élevée, des frissons, des courbatures et des maux de tête en période estivale évoquent une leptospirose. Le traitement antibiotique (pénicilline ou tétracycline) doit alors être prescrit au plus vite. Dans la majorité des cas, il prévient l'apparition des complications, parfois mortelles. La maladie peut aussi se révéler d'emblée par une forme grave avec ictère et insuffisance rénale, qui impose un traitement d'urgence en milieu hospitalier.

Il y a quelques années, la leptospirose touchait essentiellement certaines professions considérées « à risque » : agriculteurs, éleveurs, bouchers, en contact avec des animaux domestiques ou sauvages porteurs de la bactérie. Aujourd'hui, un phénomène nouveau apparaît avec la contamination de plus en plus fréquente d'écoliers, d'étudiants ou de retraités. C'est dire que certaines activités de loisirs (pêche, sports nautiques, baignade) sont deve-

nues à risque, comme le souligne un récent numéro du bulletin épidémiologique hebdomadaire du ministère de la santé (9 mai 1988). Même les descentes de rapides en canot peuvent être à l'origine de leptospiroses, comme le révèle le dernier numéro de *Lancet* (30 juillet 1988).

Les animaux infectés libèrent, en urinant, les bactéries qui se développent dans des milieux humides et chauds, ce qui explique à la fois la contamination des lacs, étangs, rivières, plans d'eau municipaux, et la recrudescence estivale de la maladie.

Il apparaît aujourd'hui que les régions particulièrement infectées sont les bassins fluviaux et certains départements comme la Gironde, le Lot-et-Cher, la Dordogne, le Doubs et surtout la Réunion, au climat chaud et humide, où la leptospirose est quatre fois plus fréquente qu'en métropole.

Les examens de laboratoire ne sont pas nécessaires lorsqu'on peut établir un diagnostic précoce grâce aux symptômes cliniques et au contexte dans lequel ils surviennent. En revanche, dans les cas douteux, des prélèvements de sang, d'urine ou de liquide céphalo-rachidien doivent être adressés dans des centres spécialisés.

La prévention de cette maladie repose sur la vaccination des personnes à risque, les campagnes de dératisation et le contrôle des

eaux douces. Il faut pourtant savoir que l'on peut très bien ne pas trouver de leptospires dans ces dernières. En pratique, pêcheurs et baigneurs en eau douce doivent s'informer et observer des mesures d'hygiène élémentaires pour éviter une contamination aux conséquences parfois très graves.

CAROLINE CHAINE.



Les « exceptionnelles » de NEUBAUER

Véhicules de direction. Automobiles Peugeot, ou ex-T.T., ou reprise NB. Etat neuf garanti 1 an.

● 505 GTI 88 rouge classique	10 000 km
● 505 turbo injection 88 blanche	4 200 km
● 505 V 6 automatique T.O. climat 87	39 000 km
● 505 GTD turbo 87 gris métal	48 000 km
● 505 break GTI 87 blanc	29 000 km
● 505 break GTD turbo 87 gris métal	46 000 km
● 405 BR 16 88 gris argent	16 000 km
● 405 BR 88 gris winchester	7 000 km
● 205 GTI 88 13 CV T.O. gris graphite	10 000 km

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

Injuste nature

Tous les départements de France ne sont pas atteints avec la même ampleur par les catastrophes naturelles.

L'AIN, la Gironde et l'Isère sont les trois départements français qui, de juillet 1982 à la fin de 1987, ont subi le plus de catastrophes naturelles (respectivement 25, 22 et 21). C'est-à-dire, selon la loi de 1982, des événements dont la gravité et l'ampleur ont nécessité des moyens d'indemnisation spéciaux et pour lesquels la commission interministérielle *ad hoc* a constaté (par arrêté) « l'état de catastrophe naturelle », au vu des dossiers transmis par chaque commune sinistrée. En revanche, la ville de Paris, la Somme, la Lozère, la Corrèze, l'Ariège et le Morbihan ont été, pendant la même période, les départements les moins touchés par ces catastrophes, comme le montre un dossier sur la Nature et ses dangers, publié par le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIC).

Comme partout dans le monde, ce sont les inondations (coulées de boue comprises) qui sont les catastrophes les plus fréquentes en France : c'est à elles que l'Ain et la Gironde doivent d'occuper les deux premières places du palmarès des catastrophes ; dans l'Isère, aux crues s'ajoutent les mouvements de terrain et les avalanches (voir le tableau). Dieu merci, la France n'est pas un pays où les inondations sont très meurtrières. Rappelons qu'en Chine des inondations ont tué 900 000 personnes en

1887 et 100 000 en 1911. Mais, même lorsque les fleuves chinois ne provoquent pas ces hécatombes, on a calculé qu'en moyenne les inondations tuent 250 000 personnes par an dans le monde.

Les cours d'eau français sont peu dangereux, mais on estime que chacune de leurs inondations coûte, en moyenne, 3 millions de francs. 4 % (22 000 kilomètres carrés) du territoire national sont exposés aux crues, soit sept mille cinq cents communes dont trois cents agglomérations importantes. Ce n'est pas parce qu'il pleut plus qu'autrefois que les inondations font plus de dégâts. L'origine de cette augmentation est liée à l'activité de notre société industrielle : imperméabilisation croissante des sols par asphaltage, construction dans les zones inondables, matériaux de construction différents, abandon de l'architecture ancienne qui, par exemple, surélevait les maisons sur pilotis, mobilité de la population, qui ne peut donc acquérir la mémoire collective des zones inondables.

Très loin derrière les inondations, viennent les mouvements (glissements ou effondrements) de terrain. Bien entendu, ce sont les départements de montagne (Haute-Savoie, Isère et Drôme) qui sont les plus sujets à ce type de catastrophes naturelles. Mais celui-ci frappe aussi des départements de plaine (Eure, Seine-

Maritime, Somme et Marne). Là, interviennent des phénomènes de dissolution du sous-sol gypseux ou calcaire. Ici ou là, peuvent aussi survenir des affaissements de carrière ou de mine, ou l'effondrement de pans de falaise.

Tout le monde a encore en mémoire la tempête exceptionnelle qui a ravagé la Bretagne et une partie de la Normandie les 15 et 16 octobre 1987. Dans la seule Bretagne, 6,49 millions de mètres cubes de bois (soit 21 % du volume des arbres sur pied) ont été réduits à l'état de « chablis » (bois abattu par le vent ou la vétusté). Les dégâts ont été estimés à 45 millions de francs rien que dans le Finistère. Normalement, les dégâts provoqués par des tempêtes sont couverts par une garantie spéciale comprise dans l'assurance multirisque-habitation. Mais la tempête des 15-16 octobre 1987 a été déclarée exceptionnellement « catastrophe naturelle » dans les départements du Calvados, des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche et du Morbihan.

Où frappe le foudre ?

En outre, dans la période couverte par l'étude du CDIC, se sont produites trois autres tempêtes exceptionnellement violentes : en novembre 1982, 10 millions de mètres cubes de forêts d'Auvergne ont été réduits à l'état de « chablis » ; en janvier 1985, 2 millions de mètres cubes d'arbres ont eu le même sort en Aquitaine et dans les pays de Loire ; en juillet 1985, c'était le tour de 2 millions de mètres cubes de bois dans le massif vosgien et en Champagne.

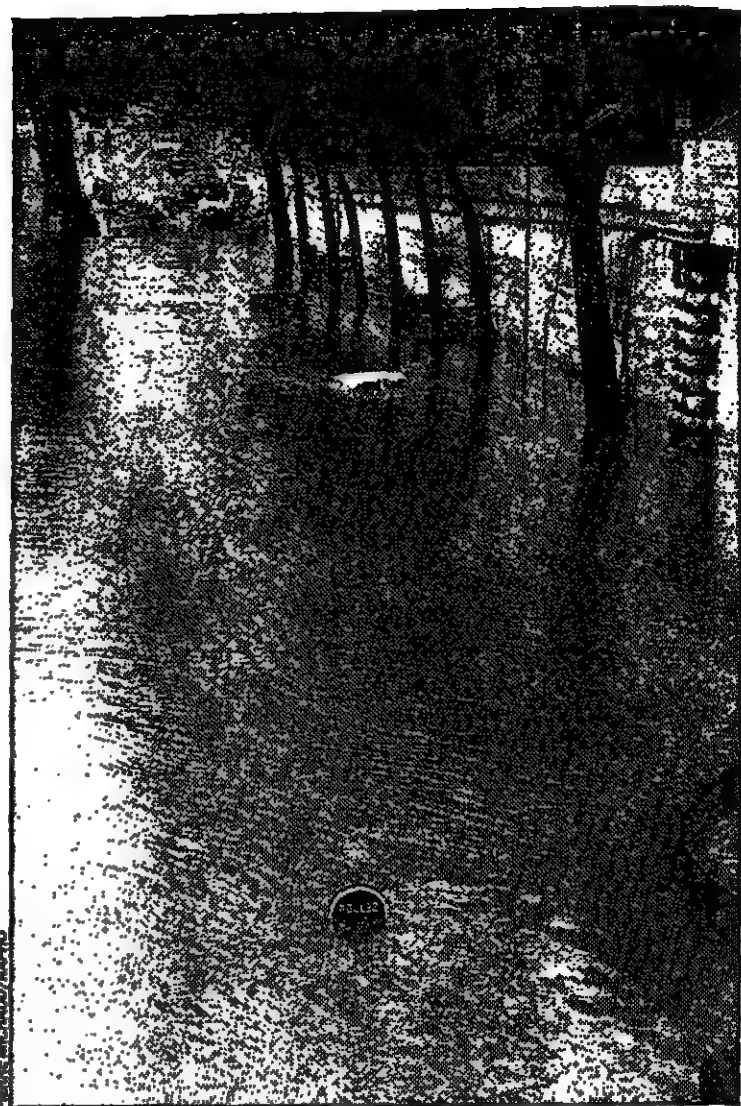
Les avalanches se produisent, bien sûr, dans les départements de haute montagne. Les dégâts de chacune d'elles sont estimés en moyenne à 1 million de francs. Quant aux morts, ils sont trop nombreux (quarante en 1985-86, vingt-quatre en 1986-87, vingt-deux en 1987-88). Dégâts et victimes sont dus le plus souvent à des imprudences : constructions sur des pentes exposées à ce risque normal de la montagne, ski de randonnée ou hors piste.

En dernier dans les calculs du CDIC, viennent les séismes. Certes, la France a plusieurs régions sismiques : les Alpes, la

Côte-d'Azur, l'Alsace et Remiremont, les Pyrénées et une partie du Massif central, soit trente-cinq départements. Certes, ces zones ont été éprouvées dans le passé par des tremblements de terre : la sismologie historique a recensé vingt-quatre séismes graves en six siècles, dont celui de 1564 qui tua un millier de personnes dans le pays de Nice. Certes, depuis 1967, les bâtiments de grande hauteur et les bâtiments recevant du public doivent être construits selon des règles parasismiques strictes. Mais il reste toutes les autres constructions, pour lesquelles les maîtres d'ouvrage hésitent à appliquer des règles analogues. Celles-ci augmenteraient les coûts de 3 % à 8 %, mais elles constituent la seule méthode de prévention contre le risque sismique.

Outre ces catégories auxquelles s'applique la loi de 1982 (exceptionnellement, rappelons-le, à la tempête du 15-16 octobre 1987), il existe d'autres types de catastrophes naturelles qui ne rentrent pas dans le cadre de la loi de 1982.

La foudre, phénomène naturel, tombe en moyenne plus de deux millions de fois par an sur la France. Elle tue 20 à 40 personnes et environ 20 000 animaux. Elle allume quelque 15 000 incendies, détériore 40 000 à 50 000 compteurs électriques et des milliers d'appareils électroménagers. Rappelons, à ce propos, que la façon la plus efficace de protéger ces derniers est de les débrancher (ainsi que les antennes de télévi-



sion) lorsque le temps est à l'orage et qu'ils ne sont pas utilisés. Les régions de prédilection de la foudre semblent être les zones de montagne (Alpes, Pyrénées, Massif central), de radioactivité naturelle (Corrèze, Haute-

Vienne, Creuse, Cantal) et d'argile ferrugineuse (Gers, Plateau de Lannemezan). En revanche, le Nord-Ouest paraît être la région où la foudre est la plus rare.

YVONNE REBEYROL

NOMBRE DE CATASTROPHES NATURELLES PAR CATÉGORIE ET PAR ANNÉE

	1982	1984	1985	1986	1987	TOTAL	%
Inondations	315	117	93	129	158	812	83,88
Avalanches	0	10	1	6	3	20	2,07
Séismes	1	6	1	6	8	22	2,23
Mouvements de sol	19	10	15	7	12	63	6,51
Tempêtes	47	0	0	2	6	55	5,68
Divers (grêle, gel, neige)	9	0	1	0	0	10	1,03
TOTAL	391	143	111	144	179	968	100

Les vingt ans de la « mort rose »

Vingt ans après la « circulaire Jeannerot », il n'existe toujours pas en France de définition légale de la mort. Pour les spécialistes médicaux, la loi n'est ni inutilement nécessaire.

par Etienne-Charles FROGÉ
professeur de médecine légale

COMMENT définir la mort ? Le philosophe dira : « C'est une violence induite », le juriste : « C'est une censure », le croyant : « C'est un passage ». Et le médecin dit : « Elle est là... » Il faut savoir que, contrairement à une idée trop répandue, il n'existe en France aucune définition légale de la mort. La notion des « deux électroencéphalogrammes plats », enregistrés par deux médecins à plusieurs heures d'intervalle, si largement admise, ne repose sur aucune base légale.

Cette donnée essentielle, et souvent ignorée, était au centre de la rencontre organisée il y a peu à Toulouse par le professeur Louis Arbus, sur le thème de la mort cérébrale. Cette rencontre, qui réunissait les membres de deux sociétés savantes directement concernées (1), était aussi une manifestation universelle puisque le débat technique et juridique dans ce domaine remonte à la circulaire de Jean-Marcel Jeannerot, texte qui date du 24 avril 1968.

Tout, alors, avait commencé avec la première transplantation cardiaque humaine, réalisée en 1967 par le professeur Barnard. On découvrait en effet brutalement que la notion d'un « coma dépassé » était avant des implications légales et que l'arsenal législatif dans ce domaine — en France tout particulièrement — était tout à fait insuffisant.

On venait en réalité de découvrir, après le vivant et la mort, une troisième situation, celle tout à fait extraordinaire du « coma dépassé », situation clinique mise en évidence dans les années 60 par le professeur Mollaret et son équipe.

On ne parlait d'ailleurs pas toujours à l'époque de « coma dépassé » pour définir ces situations. Certains évoquaient « une préparation expérimentale à cœur-poumon » ou encore « une mort ou pseudo mort ».

Plusieurs textes officiels permettaient, en 1967, sinon de limiter le pouvoir médical, du moins de le mettre « sous contrôle juridique ». On vit pourtant très vite ressurgir une peur séculaire : celle de l'inhumation précipitée. Au cours des années 1967 et 1968, on fut ainsi brutalement confronté au diagnostic de la mort. Tout auparavant était simple, depuis, notamment, la description d'Hippocrate : « le faciès est ridé, aride, les yeux caves, le nez pointu bordé d'une couleur noirâtre, tempes effilées, lèvres pendantes, menton ridé (...), peau plâtrée, sèche, livide... »

Et voilà soudain que nous allons mourir rose, derrière la vitre de la salle de réanimation. Parfaitement réhydraté, perfusé, respirant au rythme physiologique souhaité, les riens nous paraissent entendre battre mon cœur. On leur aura dit : « Il est mort ». Mort cérébrale : silence électrique cortical. Étrange instant que cette rencontre du corps médical, d'une famille (la société) et d'un troisième homme, le receveur, plus loin, qui attend et qui lutte encore.

Rien d'aussi certain que la mort puisqu'elle est aussi naturelle, tout bien pesé, que la naissance. Mais comment savoir si le médecin, seul homme à pouvoir porter le diagnostic de mort, ne sera pas tenté d'aller trop vite, surtout aux yeux d'une famille en plein deuil effectif ? La suspicion est alors d'autant plus grande qu'existe l'expérience que la définition ne se soit pas encore produite.

La société, les juristes, ont très vite compris qu'il existait une difficulté, celle d'établir un tel diagnostic. Au début de l'année 1968 il s'agissait, en France, non pas tant de donner une définition de la mort mais de fixer les règles de conduite s'imposant aux médecins préleveurs d'organes à des

fins scientifiques ou thérapeutiques. Curieusement, alors que l'on aurait pu s'attendre à la mise en place d'un cadre juridique léonin, les juristes suivirent l'Académie de médecine (séance du 11 janvier 1966), demandant aux médecins d'affirmer la mort, simplement la mort. « Le travail du théologien est de rechercher la signification de la mort et non d'en énumérer les signes. Le droit n'a pas non plus à définir la mort mais seulement à formuler certaines règles de conduite facilitant aux médecins l'exercice de leurs responsabilités », écrivait ainsi Jean Savatier (2).

Interrogé par le ministre de la Santé de l'époque, M. Jean-Marcel Jeannerot, le conseil national de l'ordre des médecins, l'Académie nationale de médecine et la commission des autoptes découvrirent qu'elles ne pouvaient donner de définition médicale de la mort tout en sachant que, en pratique, tous les jours ce diagnostic est posé. La troisième homme, rose, doit là à l'intelligence du ministre de comprendre alors qu'un débat à l'Assemblée ne pourrait, dans ces conditions, que déboucher sur un fiasco. Certaines pourtant s'étaient déjà précipitées pour proposer un texte sur la définition de la mort (3), et quelques pays avaient légitimé plus ou moins précipitamment dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que parut la circulaire du 24 avril 1968 relative aux autoptes et aux prélèvements, en application d'un décret de 1947. Aujourd'hui encore, c'est ce texte qui sert de garde-fou à l'activité médicale dans cette situation si difficile qui consiste à diagnostiquer la mort cérébrale et à en tirer les conclusions : transférer ou non la vie à une autre personne et faire qu'ainsi la vie soit non plus « en » mais « passage ». La réunion universelle de Toulouse a permis de montrer à quel point cette circulaire demeurait, vingt ans après, une île déserte. Cette circulaire, qui que schématiquement que le conseil de décès de « mort rose » doit reposer :

(Suite de la page 13.)

« L'accueil représente l'essentiel de la fonction sociale du service », expliquent les auteurs du rapport, qui notent que « l'humanisme qu'implique cette approche, totalement dévalorisée, est très habituellement absent, aboutissant ainsi à un accueil inexistant ».

Les autres dysfonctionnements importants concernent les examens complémentaires et l'hospitalisation et l'appel à un « consultant » de l'hôpital ne se fait pas

sans difficulté. De même, le placement d'un malade dans un service « représente souvent une véritable négociation », porte de temps en temps de conflits.

Une ère de compétition

Le rapport relève un autre important dysfonctionnement d'ordre institutionnel : « Le vide réglementaire en matière d'exercice professionnel en milieu d'urgence fait que les instances ministérielles, soucieuses de ne mécontenter personne et de s'adapter aux circonstances locales, n'ont jamais précisé le profil du médecin d'accueil ».

Le rapport souligne aussi la nécessité de maintenir les internes (de spécialité et de médecine générale) dans ces services, tout en expliquant que « leur action est trop souvent marquée des faiblesses inhérentes aux personnels en formation » et que « cette insuffisance qualitative (...) est particulièrement préoccupante ».

Les auteurs proposent, au terme de leur analyse, la création dans les grands centres hospitaliers de départements « d'accueil et d'orientation des malades urgents ». Ils demandent enfin une augmentation des effectifs, une modification du régime horaire du travail (disposition du système des 3 x 8), l'instauration de « cercles de qualité » et, point essentiel, un enseignement par « compagnonnage ».

Ce rapport constitue un événement dans l'histoire, déjà longue, de l'organisation des urgences médicales en France. D'abord parce qu'il met pour la première fois de manière officielle en lumière les failles (trop bien connues des usagers de l'hôpital)

existant dans le fonctionnement de ces services. Ensuite parce que, en estimant que ces derniers sont « le lieu privilégié où doit s'opérer la nécessaire symbiose avec la médecine libérale », il formule une proposition pour le moins audacieuse, qui contribuerait, sinon à « privatiser » l'urgence hospitalière, du moins à permettre que des médecins libéraux puissent, dans le cadre du service public, participer à une activité perçue comme quelque peu dévalorisée par les praticiens hospitaliers.

« L'hôpital est dans une situation équivalente à celle d'un grand brûlé qui, pour des raisons physiologiques, est condamné à mourir de soif, même placé dans une piscine, comment le professeur Lareng. Nous sommes en effet aujourd'hui victimes d'une démedicalisation de l'urgence intra-hospitalière, alors même que la démographie médicale condamne certains en dehors de l'hôpital à une sous-activité professionnelle. » Pour le professeur Lareng, il est clair qu'il faut maintenant envisager la participation de médecins libéraux intéressés par les problèmes de l'urgence (diplômés en oxygologie) au sein de la structure hospitalière. « Toutes les solutions sont envisageables, étant entendu que l'administration de ce service doit rester du domaine public, explique-t-il. On peut tout imaginer, depuis le système public intégral avec paiement au forfait jusqu'au système libéral, avec paiement à l'acte. Mais, en toute hypothèse, nous devons sortir de l'impasse actuelle, qui fait que les services d'urgences lieux hautement stratégiques revendiqués par l'ensemble du monde hospitalier, sont, en pratique, délaissés par l'hôpital ».

JEAN-YVES MAILLÉ

(Publicité)

LA TERRE ATTIRE LA LUNE ET L'INVERSE

En application de la mécanique la plus élémentaire, la Lune et la Terre devraient se comporter comme une sorte d'haltère qui tournerait sur elle-même selon son centre de gravité et autour du Soleil. Un tel mouvement entraînerait une variation cyclique de la durée du jour solaire ; allongement lorsque la Terre est en position avançante et l'inverse !

Bruno SUTTERLIN

5, rue des Colonels-Renard, PARIS-17°

Sous réserve qu'une telle idée n'ait pas déjà été publiée.

REPRODUCTION INTERDITE

A.R.I.S.
Agence Régionale d'Information Scientifique

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
SUP-AERO

SERVICE ET
DEVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

appartements
ventes

1^{er} arrdt
BOULEVARD DE LA MONTAGNE
PARIS 16^{ème}

4^{ème} arrdt
RUE DE LA MONTAGNE
PARIS 16^{ème}

16^{ème} arrdt
Y. HUGO, ÉTOILE
PARIS 16^{ème}

17^{ème} arrdt
POUR PLACEMENT
PARIS 17^{ème}

20^{ème} arrdt
PARC DE BELLEVILLE
PARIS 20^{ème}

95 - Val d'Oise
LAC D'ENSHIEN
PARIS 95

Province
MONT-DE-MARS
PARIS 95

Economie

SOMMAIRE

■ Le relèvement du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre n'a pas enrayer de façon significative la hausse du dollar (lire ci-contre).

■ Le déménagement en catimini d'une usine de la Meuse transférée en Haute-Savoie laisse perplexes les salariés qui

ne sont pas décidés à s'expatrier (lire ci-dessous).

■ La fiscalité locale a plus augmenté que la fiscalité d'Etat ces dix dernières années. Les transferts d'impôts dus à la régionalisation n'expliquent pas tout (lire ci-dessous).

■ Polémique autour des conséquences des économies budgétaires après l'accident de la gare de l'Est (lire page 17).

■ A l'issue de discussions qui se sont tenues au ministère de l'Industrie, le conflit des mineurs de Gardanne semble en voie de règlement (lire page 17).

Stabilité des impôts d'Etat, progression des impôts locaux

Le contribuable à deux faces

Au moment où le gouvernement de M. Michel Rocard met la dernière main au projet de budget pour 1989, et où les Français se demandent s'ils devront, l'an prochain, payer davantage d'impôts pour honorer à la fois les engagements antérieurs et financer les priorités nouvelles (formation, éducation, recherche, revenu minimum d'insertion), il peut être utile de jeter un regard sur la fiscalité locale. Car tout citoyen de l'Etat est aussi l'habitant d'une commune, d'un département, d'une région, parfois d'une communauté urbaine, et le contribuable qu'il est ne remplit pas seulement les caisses du ministère des finances mais aussi celles des collectivités territoriales dont il relève. Et quel que soit le destinataire du produit de l'impôt, le caractère plus ou moins indolore ou excessif de la contribution peut faire l'objet d'interrogations.

A regarder l'évolution des contributions obligatoires, d'origine fiscale, depuis deux ans, on notera que la pression fiscale de l'Etat, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), qui était de 16,7 % en 1978 et 18,1 % en 1982, retombait à 17,2 % en 1987. Du côté des collectivités locales, en revanche, les pourcentages correspondants étaient 4,3 %, 4,8 % et 5,9 %. Une forte progression qui s'explique, certes, depuis la loi de décentralisation de 1982, par des transferts d'impôts et de ressources correspondantes de l'Etat vers les collectivités locales, ce qui gonfle le poids de celles-ci et allège d'autant celui du premier. Mais même en déduisant ces transferts (1), les contributions obligatoires locales ont augmenté sensiblement : 3 % du PIB en 1982 et 3,8 % en 1986 alors que la part de l'Etat, dans ce cas de figure, a régressé de 20,8 % à 20,6 %.

On objectera que lorsque les citoyens et les entreprises versent (en 1986) 846 milliards de francs d'impôts à l'Etat, ils n'en destinent que 170 milliards à leurs collectivités. Il n'empêche que si l'on analyse la période 1981-1986, le rythme annuel de croissance des impôts locaux a toujours été beaucoup plus fort, de 2 à 7 points, que celui des ressources fiscales d'Etat.

Les régions, qui, en mars 1986, ont véritablement émergé sur la scène politique lorsqu'elles ont acquis une légitimité incontestée

avec l'élection au suffrage universel de leurs responsables, ne sont certes pas les collectivités les plus dépendantes ou les plus gourmandes en impôts puisque ceux-ci ne représentent qu'un cinquième des impôts des départements et un huitième de ceux des communes. Mais les impôts, comme les budgets en gé-

gnent 30 milliards de francs, cette année, soit une hausse très sensible de 16,6 % par rapport à 1987. Mais les écarts apparaissent considérables d'une région à l'autre : la Bourgogne (+ 33 %), la Haute-Normandie (+ 25,3 %), le Centre (+ 26,8 %) vont fortement de l'avant alors que le Limousin (+ 9,2 %), la Corse

lement 6 % en Midi-Pyrénées et à peine 1 % en Corse.

Le produit des impôts, directs et indirects, intervient pour un peu plus de la moitié dans les ressources globales des régions, le tiers de celles-ci provenant des transferts reçus de l'Etat et 14 % des emprunts. Mais au plan de la fiscalité aussi les divergences selon les régions sont nettes. Si en moyenne les recettes fiscales progressent de 16 %, par rapport à 1987, l'Ile-de-France (+ 25,4 %) ou la Bourgogne (+ 27,8 %) sont très au-dessus et Champagne-Ardenne (+ 5,6 %), Picardie (+ 5,6 %) ou le Centre (+ 5,8 %), nettement en dessous. L'Aquitaine relève de 44 % les droits de mutation et la Basse-Normandie abaisse de 12,5 % la taxe sur le permis de conduire. Le Nord-Pas-de-Calais remonte de 18,7 % la taxe sur les cartes grises et ne touche pas au permis de conduire.

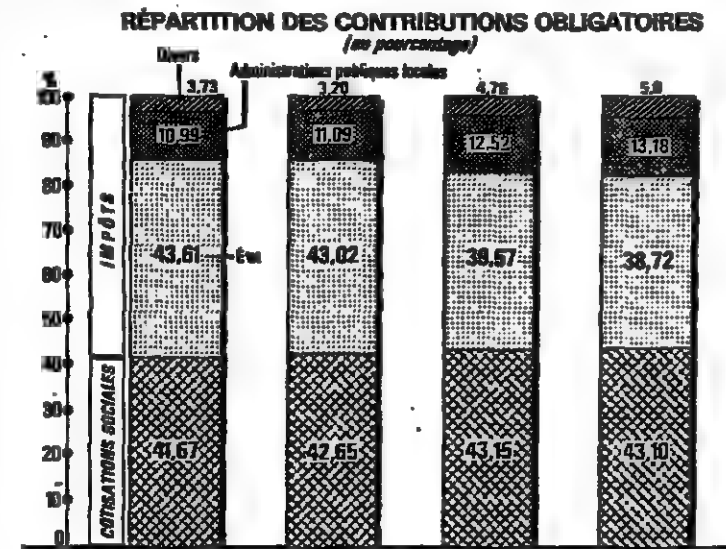
Enfin, les Français doivent savoir qu'ils sont inégaux devant l'impôt direct (2) perçu par les conseils régionaux. Car si la Corse ne verse que 66 F, le Lorrain 96 F, le Rhône-alpin 82 F, l'Alsacien et le Bourguignon 109 F et le Francilien 114 F, le Picard acquitte 285 F, l'habitant du Centre 258 F, le citoyen du Limousin 192 F, le Nordiste 174 F. Ce n'est donc pas toujours les habitants des régions réputées riches qui sont soumis à la pression fiscale la plus lourde.

De quoi faire réfléchir tous ceux qui parlent de compensation, de solidarité, de péréquation. Des termes difficiles à conjuguer avec ceux de décentralisation et de liberté de choix des élus locaux.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Qui portent sur des sommes très importantes (2 milliards en 1983, 2,47 en 1986) et qui compensent, en partie, les nouvelles charges et dépenses auxquelles les collectivités locales sont soumises, à la fois par les conseils municipaux, généraux, et régionaux.

(2) C'est-à-dire l'ensemble de la taxe d'habitation, du foncier bâti, du foncier non bâti et de la taxe professionnelle.



Sources : Rapport sur les comptes de la Nation

ral, des régions croissent plus vite, beaucoup plus vite, que ceux des autres collectivités. Prenons le cas de deux impôts directs :

— La taxe professionnelle : le taux moyen régional est passé, de 1985 à 1987, de 0,61 à 0,93, alors que, pour les départements, il progressait de 3,46 à 3,64 et pour les communes de 11,78 à 11,95.

— La taxe sur le foncier non bâti : dans les régions le taux (2,43 en 1985) a grimpé à 3,63 l'an dernier tandis que, dans les départements, il augmentait de 20,03 à 20,59 et dans les communes de 35,61 à 36,50.

Bourgogne et Alsace caracolent

Ce sont ces « décrochages » qui incitent à pousser plus loin l'examen des budgets régionaux à la lumière de l'étude synthétique que vient de réaliser le ministère de l'Intérieur. Les budgets primitifs des vingt-deux régions de métropole at-

teignent 30 milliards de francs, cette année, soit une hausse très sensible de 16,6 % par rapport à 1987. Mais les écarts apparaissent considérables d'une région à l'autre : la Bourgogne (+ 33 %), la Haute-Normandie (+ 25,3 %), le Centre (+ 26,8 %) vont fortement de l'avant alors que le Limousin (+ 9,2 %), la Corse

ment 6 % en Midi-Pyrénées et à peine 1 % en Corse.

Le produit des impôts, directs et indirects, intervient pour un peu plus de la moitié dans les ressources globales des régions, le tiers de celles-ci provenant des transferts reçus de l'Etat et 14 % des emprunts. Mais au plan de la fiscalité aussi les divergences selon les régions sont nettes. Si en moyenne les recettes fiscales progressent de 16 %, par rapport à 1987, l'Ile-de-France (+ 25,4 %) ou la Bourgogne (+ 27,8 %) sont très au-dessus et Champagne-Ardenne (+ 5,6 %), Picardie (+ 5,6 %) ou le Centre (+ 5,8 %), nettement en dessous. L'Aquitaine relève de 44 % les droits de mutation et la Basse-Normandie abaisse de 12,5 % la taxe sur le permis de conduire. Le Nord-Pas-de-Calais remonte de 18,7 % la taxe sur les cartes grises et ne touche pas au permis de conduire.

Enfin, les Français doivent savoir qu'ils sont inégaux devant l'impôt direct (2) perçu par les conseils régionaux. Car si la Corse ne verse que 66 F, le Lorrain 96 F, le Rhône-alpin 82 F, l'Alsacien et le Bourguignon 109 F et le Francilien 114 F, le Picard acquitte 285 F, l'habitant du Centre 258 F, le citoyen du Limousin 192 F, le Nordiste 174 F. Ce n'est donc pas toujours les habitants des régions réputées riches qui sont soumis à la pression fiscale la plus lourde.

De quoi faire réfléchir tous ceux qui parlent de compensation, de solidarité, de péréquation. Des termes difficiles à conjuguer avec ceux de décentralisation et de liberté de choix des élus locaux.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Qui portent sur des sommes très importantes (2 milliards en 1983, 2,47 en 1986) et qui compensent, en partie, les nouvelles charges et dépenses auxquelles les collectivités locales sont soumises, à la fois par les conseils municipaux, généraux, et régionaux.

(2) C'est-à-dire l'ensemble de la taxe d'habitation, du foncier bâti, du foncier non bâti et de la taxe professionnelle.

Hausse des taux d'intérêt, du dollar et de la livre

Les marchés des changes restent nerveux

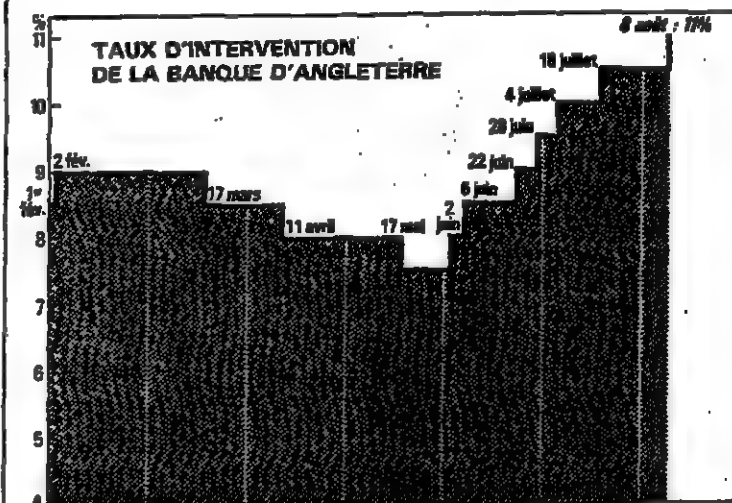
En ce début de semaine, une certaine nervosité règne sur les marchés internationaux de l'argent. Alors que le mouvement de hausse des taux d'intérêt se confirme aux Etats-Unis, la Banque d'Angleterre a surpris les opérateurs, lundi 8 août, en décidant le relèvement d'un demi-point de son taux d'intervention sur le marché monétaire. Porté à l'issue de cette septième hausse en dix semaines à 11 %, le taux directeur de la banque centrale britannique (qui était encore en mai dernier à 7,5 %) est à son plus haut niveau depuis mars 1987.

Malgré le relèvement des taux britanniques et d'importantes interventions des banques centrales américaine et allemande, le dollar a poursuivi, lundi, sa progression, terminant à New-York à 133,80 yens, au-dessus de 6,40 francs français et à

espèrent freiner la consommation — qui connaît toujours une forte croissance — et étouffer les pressions inflationnistes. En juin dernier, la hausse des prix était de 4,6 % en rythme annuel pour un objectif gouvernemental de 4 %. Après l'annonce par la Banque d'Angleterre, les grandes banques de dépôts ont toutes décidé un relèvement de leur taux de base à 11 % (le taux auquel elles prêtent à leurs meilleurs clients).

Le déficit de la balance des paiements

La décision-surprise de la Banque d'Angleterre a provoqué une réaction immédiate sur le marché des changes : déjà forte, la livre sterling s'en est trouvée dopée, notamment par rapport au deutchmark. Négociée à 3,20 DM



1,90 deutchmark, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis janvier 1987 par rapport à la devise allemande. Mardi 9 août dans la matinée, le billet vert restait demandé sur les places européennes. Il a cependant légèrement refléchi.

Attendu pour l'automne, le relèvement du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre a surpris les marchés. M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Echiquier, a justifié cette décision en expliquant que l'économie britannique progressait à « un rythme insoutenable, qui doit être ralenti ». En renchérissant le coût du crédit, les autorités monétaires britanniques

vendredi soir, elle était échangée contre 3,23 DM lundi à la clôture à New-York.

Cette force du sterling risque de handicaper les exportateurs britanniques sur les marchés étrangers, et donc de rendre difficile une réduction des déficits extérieurs. Or il s'agit là d'un autre objectif des dirigeants britanniques. Au cours du premier semestre de cette année, la Grande-Bretagne a déjà accumulé un déficit de sa balance des paiements courants de 5,6 milliards de livres sterling (près de 60 milliards de francs), alors que le gouvernement souhaitait limiter ce déficit à 4 milliards de livres.

Le déménagement de l'entreprise Mecatronic

Pourquoi partir ?

encore fait des heures supplémentaires en juillet.

Monique Perdreaux, quarante-deux ans, se préparait à repartir pendant les vacances la maison à l'été modeste où elle élève seule ses deux filles, dans l'impasse des Lins de la cité des Ormes. L'ANPE l'avait jugé un peu âgée en 1985, et cela lui avait valu deux ans de chômage après la fermeture de la pépinière de Vold, mais elle avait « bien remporté la partie ». Elle n'avait tout de même pas les « épauls assez larges » encore pour se payer le permis de conduire et l'entretien d'une voiture.

Viviane Veluire, trente-neuf ans, s'était refait une vie, à l'atelier, après un divorce et quatre ans d'indigence. « Bien contente, déjà, de survivre », avec sa fille, dans une maison de l'impasse des Roses, dans la même cité des Ormes. Le chat s'appelle Bertoz, et Viviane aime aussi la peinture. Elle avait accroché un de ses dessins au-dessus de son poste de travail. Un nu, qui a été kidnappé avec le reste.

Le rapt a eu lieu le 2 août, trois jours après le début des vacances. Un cadre est arrivé de Haute-Savoie à 5 heures du matin pour vider l'atelier. Trois camions ont emporté les machines, les postes de travail rouge et blanc, l'armoire à pharmacie, les photos, le châle et les 30 F de la Loto de la rentrée. Les « pirates », les « négriers », comme les appelle le maire de Vold, Jean-Louis Gilbert, lui-même patron d'une entreprise de huit salariés, ont attaché plusieurs fils électriques et coupé des tuyaux pour aller plus vite. Ils ont écarté des mégots sur le linoléum blanc.

La disparition des machines a été signalée douze heures plus tard par un chef d'équipe de la municipalité, qui a aperçu le dernier semi-remorque devant l'ancienne gare qui

servait d'entrepôt. Monique Perdreaux a été mise au courant dans les dernières par ses camarades, qui n'osaient pas lui dire. Viviane Veluire a tenté d'épargner la nouvelle à sa fille, pour ne pas assombrir ses vacances. Le directeur de l'atelier, M. Marchand, l'a apprise en Espagne, où il était déjà arrivé. Le technicien, M. Gérard Leporec, s'est souvenu que la maison-mère lui avait réclamé une clef huit jours plus tôt, pour procéder à un inventaire annuel. Il n'y a pas eu d'effraction. Le bureau directorial, fermé à clef, n'a pas été forcé.

La lettre de revendication est arrivée à Vold le 4 août, postée dans les Voies au lendemain du forfait, sur le trajet de retour à Bonneville. Le PDG de Mecatronic, Gérard Langlois, annonce le transfert de l'unité en Haute-Savoie et le regroupement des sites pour « renforcer les synergies ». Il se préoccupe d'une « meilleure utilisation des équipements communs » et fait état de difficultés contractuelles avec la société électronique Serge Dassault et France Télécom. Depuis que le député de la Meuse, Gérard Longuet, n'est plus ministre des P et T, le groupe semble se préoccuper davantage d'économiser sur les coûts de transport.

Monique Perdreaux ne peut pas partir, puisque sa fille est déjà inscrite pour un BTS à Nancy. Viviane Veluire ne partira pas non plus, puisque c'est encore la même histoire qui recommence. « Toujours l'angoisse. Savoir si l'usine tiendra », Sonia Guillaume, vingt-cinq ans, que rien ne retient à Vold sinon le fait d'y être née, n'a pas confiance dans les garanties ajoutées dans une deuxième lettre par la direction savoyarde.

Le groupe HPF avait repris un atelier, fermé pour cause de dépôt de bilan depuis plus d'un an. La

municipalité, qui a déjà perdu une usine de chaussures et une centaine d'emplois en quelques années, lui avait cédé pour 150 000 F des machines que M. Gilbert évaluait à 400 000 F. Elle avait consenti une exonération du loyer et de la taxe professionnelle. De « sensibilité » UDF, le maire enregistre aujourd'hui au magnétophone les quelques conversations qu'il s'efforce d'avoir avec ces gens de Bonneville, « qui n'ont pas de parole ».

Un référendum

Les Savoyards ignorent sans doute que le maire ne prenait ses vacances qu'en septembre et que, conseiller général, il aurait tout le temps pour créer l'événement. Le lundi 8 août, M. Gilbert a organisé un référendum dans la salle de réunion de la mairie, sous les portraits de Poincaré et de Coty. Un adjoint a servi d'assesseur, et les seize salariés présents, dont quatorze femmes, sont passés dans l'isoloir pour exprimer « librement » leur refus de partir loin des géraniums de Vold. Le résultat, sans surprise (seize refus), a été consigné sur un procès-verbal à l'entrée du département de la Meuse et rangé dans le dossier d'instruction.

Le groupe HPF n'a pas expliqué le rapt, mais il a dû modérer ses impatiences : quelques machines vont être rapatriées. Les salariés sont cependant toujours priés d'opter pour la Haute-Savoie avant la réouverture « des activités industrielles » le 23 août. Quelques femmes sont aussi invitées à retourner dans la semaine à l'atelier. Il faut de nouveau faire le ménage parmi les mégots et les cartons de déménagement. Et récupérer, à la main, le linoléum.

CORINE LESNES.

ESPACE

Malgré un risque très faible

La France s'est préparée à « accueillir » des débris du satellite Cosmos-1900

Les Gaulois craignent que le ciel ne leur tombe sur la tête. Leurs descendants pouvant souffrir de la même phobie, le gouvernement a pris au sérieux la menace que fait peser le satellite soviétique Cosmos-1900, porteur d'un petit réacteur nucléaire, qui ne répond plus aux ordres (le Monde du 3 août). Secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, M. Gérard Renou a exposé, le lundi 8 août, la situation actuelle de Cosmos-1900, son devenir prévisible et le dispositif mis en place pour le cas où il tomberait sur le territoire français.

Pas de panique ! Si le contact radio est perdu avec le satellite, les Soviétiques ont un espoir de le rétablir. Surtout, Cosmos-1900 se maintient dans une attitude correcte, ce qui montre que ses automatismes fonctionnent bien. Normalement, il devrait rester encore quatre mois en orbite, mais ce délai pourrait être raccourci si son orientation se modifiait.

Cependant, un mécanisme automatique devrait se déclencher pour expédier à plus de 800 kilomètres d'altitude le réacteur nucléaire. Il en serait de même si l'altitude du satellite baissait trop. Cela repousserait de plusieurs siècles la chute de ce réacteur. Au cas où cette éjection automatique ne se ferait pas, un autre mécanisme couperait le satellite en trois morceaux, lesquels se désintégreraient dans la haute atmosphère. On ne peut exclure la chute de quelques fragments radioactifs sur la Terre. Ces débris n'auraient

qu'une chance sur mille d'atteindre le territoire français. Leur radioactivité devrait être assez faible : ils seraient inoffensifs, à condition de ne pas s'en approcher de trop près.

Sous la responsabilité d'une cellule de crise constituée à Matignon, le dispositif prévu s'appuie sur trois pôles. Le Centre national d'études spatiales, qui suit actuellement le satellite à partir d'informations soviétiques et américaines, mettra en place des moyens de repérage spécifiques dans les derniers jours précédant une chute éventuelle et devra déterminer les zones que pourraient atteindre les débris. Trente-cinq hélicoptères de la Protection civile, équipés de détecteurs de radioactivité, localiseraient grossièrement les débris, que des équipes spécialisées du Commissariat à l'énergie atomique iraient ensuite retirer. Le Service central de protection contre les rayonnements ionisants aurait pour mission d'évaluer la nocivité des fragments. Des consignes précises seraient diffusées à la population — la principale étant de se tenir éloigné de tout objet métallique suspect.

La possibilité de faire fonctionner ce dispositif est extrêmement faible. Le secrétaire d'Etat pense cependant que sa mise en place a son utilité. Il existe, souligne-t-il, des plans d'intervention pour divers risques de catastrophe. « Ce que nous faisons actuellement, c'est tester une partie de ces plans ».

MAURICE ARVONNY.

Le 2 août, au petit matin, le directeur d'une entreprise de Vold (Meuse) a fait complètement déménager l'atelier où travaillaient vingt-deux personnes et l'a transféré en Haute-Savoie. Les salariés, dans leur majorité, refusent de s'expatrier.

VOID de notre envoyé spécial

La veille des vacances, les dix-neuf ouvriers de l'entreprise Mecatronic de Vold, une petite commune de la Meuse fleurie de géraniums, avaient instruit leur atelier. Les plus inquiètes s'étaient mises à genoux pour froter, parce que le linoléum est blanc et que les tâches s'y incrustent.

Quatorze de ces dix-neuf femmes, payées au SMIC pour assembler des composants de téléphone, entendaient le mois d'août à l'endroit où elles avaient achevé juillet, entre le canal Marne-Rhin et la voie express de Nancy. Celles qui partaient plus loin envoyaient des cartes postales. Même les plus inquiètes avaient laissé quelque chose dans leur tiroir : une photo, un châle, la caisse commune de Loto hebdomadaire.

L'atelier de Mecatronic, filiale du groupe Horlogerie, photographie française (HPF) avait ouvert en mai 1987. Un cadre de la maison-mère était venu du siège social de Bonneville, en Haute-Savoie, pour recommander aux ouvrières d'en prendre soin « comme de leur enfant ». Avant d'achever à crédit, les femmes s'installaient du niveau des commandes, et le directeur, Hubert Marchand, les rassurait. Les vingt-deux salariées de Vold — dix-neuf ouvrières et trois hommes payés au-dessus du SMIC — avaient

SOCIAL

Accident de la gare de l'Est

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

des

Marchés financiers

Saint-Gobain : les derniers certificats d'investissement sont gratuitement transformés en actions

Les petits porteurs, négligents ou méfiants, qui n'avaient pas présenté les certificats d'investissement Saint-Gobain à l'échange gagnent une prime. La compagnie va leur attribuer gratuitement des certificats de droits de vote, qui transformeront leurs titres en actions. L'opération une fois terminée, les certificats d'investissement Saint-Gobain seront rayés de la cote officielle de la Bourse, probablement durant la première quinzaine de septembre. Emis en juin 1986, les certificats d'investissement Saint-Gobain étaient au nombre de 8 millions. Lors de la privatisation de Saint-Gobain, à la fin de la même année, l'Etat avait vendu aux porteurs des droits de vote correspondant à ces certificats au prix de 10 F pièce pour rendre les titres assimilables à des actions.

Mais 135 494 certificats d'investissement n'avaient pas été présentés à l'échange. Un an après la privatisation, l'Etat a donné gratuitement les droits de vote correspondant à Saint-Gobain, qui les rétrocède maintenant aux petits porteurs réticents. On peut néanmoins se demander où est l'équité et ce que penseront les autres actionnaires de cette faveur...

Actuellement, le capital du groupe Saint-Gobain est réparti entre Suez (4,8 %), la BNP (4,3 %), la Générale des eaux (8,2 %), l'UAP (1,8 %), les paritaires allemands Oberland Glas (2,2 %), les salariés (environ 6 %). La compagnie autocontrôle en outre son capital à 2,9 %. Le reste des titres est réparti dans le public (un tiers du capital environ) et les institutionnels (un autre tiers).

Les 13 000 micro-ordinateurs pour lycées et collèges

Commande de l'éducation nationale pour Victor et Olivetti

Six micro-ordinateurs sur dix, parmi les treize mille commandés par l'éducation nationale pour équiper les lycées et collèges à la rentrée, seront d'origine étrangère. Victor, du groupe suédois Datatronic, en livrera 5 900 et Olivetti-Logabax, 2 370. Les français SMT-Goupil (3 470), Lessor (664), Bull (525) et Forum (184) n'en livreront que 400. « Nous avons effectué une consultation transparente et le rapport qualité-prix a beaucoup compté », commente-t-on à l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), l'organisme qui centralise les commandes d'Etat, qui a annoncé les résultats de l'appel

d'offres (le Monde des 24-25 juillet).

Alors que le plan Informatique pour tous décidé par M. Fabius en 1985 se voulait être une rampe de lancement pour l'industrie française (en particulier pour les matériels grand public de Thomson), la priorité n'est désormais plus la même. L'an passé, M. Monory avait choisi de nombreux micros chez IBM et Victor; M. Jospin n'a pas modifié le critère du choix pour 1988. « A égalité, on achète français, mais il ne s'agit plus d'un soutien à tout prix », explique l'UGAP.

Grand Metropolitan vend les hôtels Inter-Continental

Le groupe diversifié Grand Metropolitan vend la chaîne hôtelière Inter-Continental qu'il avait acquise en 1981. La chaîne n'avait pas en effet la rentabilité attendue par son nouveau propriétaire puisqu'elle mobilise 12 % des actifs de Grand Metropolitan, mais ne représente que 6 % de ses bénéfices. D'autre part Grand Metropolitan n'a jamais considéré son activité hôtelière comme prioritaire, et souhaite aujourd'hui se recentrer sur

d'autres secteurs (alimentation, restaurations, vente au détail). La vente d'Inter-Continental mettra un point final à son incursion dans l'hôtellerie, puisque le groupe a déjà vendu au mois de mars l'hôtel Metropole et a liquidé plusieurs établissements à l'étranger. La chaîne Inter-Continental compte cent établissements, soit trois mille sept cents chambres, répartis dans quarante-cinq pays.

General Motors conteste un contrat remporté par IBM

Le numéro mondial de l'automobile, General Motors, s'en prend au champion de l'informatique, IBM, à propos d'un contrat de 3,6 milliards de dollars (plus de 20 milliards de francs) destiné à la modernisation du trafic aérien américain. Dans un document rédigé la semaine dernière, le constructeur automobile conteste les conditions dans lesquelles IBM a remporté, il y a une quinzaine de jours, ce contrat, au détriment de sa filiale Hughes Aircraft. Hughes Aircraft reproche à IBM d'avoir gonflé le prix de certains matériels qu'il lui fournit pour ce contrat, rattachant ainsi son offre. En conséquence, l'entreprise aéronautique a demandé aux services du contentieux de l'administration américaine que cet accord soit suspendu.

Alstom se renforce dans la productique en rachetant Air Industries

Alstom vient de prendre le contrôle à 80 % de la société Air Industries Systèmes (AIS), numéro deux mondial de la conception des chaînes de préparation de surface et de peinture pour l'industrie. AIS réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs et emploie trois cent cinquante personnes (dont deux cent cinquante en France). Filiale du groupe Sietam, repris en location-gérance en juin par Alstom et Cie, elle travaille avec pratiquement tous les constructeurs automobiles, directement ou par ses filiales étrangères. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été révélé (la CGT a cité le chiffre de 55 millions de francs), permet à Alstom de renforcer sa division robotique et matériaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ CENTRALE DES

Assurances Générales de France



87, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02
Société anonyme créée par la loi du 4 janvier 1973
Capital social : 407 millions de francs

CHIFFRES D'AFFAIRES MONDIAL
Du 1^{er} avril 1988 au 30 juin 1988
(Primes émises en millions de francs)

	1987	1988	Variation %
AGF VIE	6 041	6 092	+ 0,8
AGF IART	5 526	5 912	+ 7,0
	11 567	12 004	+ 3,8

Les deux sociétés AGF VIE et AGF IART sont détenues en totalité, directement ou indirectement, par la Société centrale des Assurances générales de France.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES AGF EN FRANCE ET DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

NEW-YORK, 8 août ↓

Tassement

Les cours ont fléchi lundi pour la troisième journée à Wall Street. Nous sans avoir opposé une vigoureuse résistance. En séance, une reprise est venue à bout de l'effacement, le marché a dû lâcher un peu plus. En clôture, l'indice des industriels accusait une modeste baisse de 11,74 points à 2 107,39.

Le bilan général a été à l'image de ce résultat. Sur 1 930 valeurs traitées, 776 ont fléchi, 565 ont monté et 589 n'ont pas varié.

C'est surtout du manque d'affaires que le marché a souffert. Les professionnels évoquaient les « dog days of August », autrement dit ces journées si creuses qu'elles sont abandonnées aux chiens.

Autres facteurs propres au désencastrement : la prochaine convention du Parti républicain, dont l'issue est encore incertaine, mais aussi la publication dans une semaine des chiffres du commerce extérieur pour juillet. L'activité a donné la mesure de l'atonie générale : 148,80 millions de titres seulement ont changé de mains contre 113,4 millions. Une mière malgré l'augmentation de volume constatée.

VALEURS	Cours du 8 août	Cours du 9 août
Alcoa	53 1/2	53 1/4
Amstar	52 1/2	52 1/2
Borg	52 1/4	50 1/2
Chem. Northwest	30 1/8	30 1/4
Du Pont	30 1/8	30 1/4
Eastman Kodak	44 1/2	44 3/8
Enron	46 7/8	46 7/8
Ford	41 3/4	41 5/8
General Motors	79 1/8	78
Goodrich	122 1/2	122 1/2
IBM	122 1/2	122 1/2
ITT	50 1/8	49 7/8
ITT	49 1/8	49 1/8
Polaroid	34 1/8	34 1/2
Schlumberger	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	24 1/8	24 1/8
USX	30 3/8	30 1/4
Westinghouse	52 1/2	52 1/8
Wheat Corp.	54 3/4	55 7/8

LONDRES, 8 août ↑

Très légère hausse

La décision de la Banque d'Angleterre de relever une nouvelle fois son taux d'intervention d'un demi-point — pour la septième fois depuis juin dernier — a freiné le mouvement de hausse qui s'annonçait en début de séance à la Bourse de Londres. Dans un marché étroit, l'indice Footsie des General Index a fini en séance en hausse de 0,1 point à 1 876. Quelque 369 millions de titres ont été échangés. Des particuliers ont toutefois donné un peu de piment à la séance. Les titres de la British Airways ont progressé sur des espoirs d'un important contrat avec la Malaisie. British Airways a pris 13 points à 505, et GEC à 165.

Grand Metropolitan (l'osier) a baissé de 28 pence à 524, après que le groupe ait annoncé qu'il pourrait céder à la suite de rumeurs selon lesquelles General Cinema pourrait augmenter sa participation dans le capital du constructeur. Enfin, BAT a progressé de 3 pence à 429, après qu'un tribunal de Los Angeles eût statué en faveur du groupe britannique concernant l'offre de rachat du groupe américain Farmacia.

Les valeurs des magasins, de la construction et du secteur pétrolier ont cédé du terrain. Les fonds d'Etat et les minières étaient irréguliers tandis que les mines d'or accusaient une baisse. Les titres du secteur bancaire ont été fermes.

FAITS ET RÉSULTATS

● M. De Benedetti dans les assurances. — La holding Cofir, filiale espagnole du groupe De Benedetti, a acquis 40 % du capital de la société Air Industries Systèmes (AIS), numéro deux mondial de la conception des chaînes de préparation de surface et de peinture pour l'industrie. AIS réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs et emploie trois cent cinquante personnes (dont deux cent cinquante en France). Filiale du groupe Sietam, repris en location-gérance en juin par Alstom et Cie, elle travaille avec pratiquement tous les constructeurs automobiles, directement ou par ses filiales étrangères. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été révélé (la CGT a cité le chiffre de 55 millions de francs), permet à Alstom de renforcer sa division robotique et matériaux.

● La Générale des Eaux augmente sa part dans une compagnie britannique. — Le groupe français Générale des Eaux a annoncé, lundi 8 août, qu'il avait porté à quelque 23,9 % des actions avec droits de vote sa part dans le capital de la société britannique de distribution d'eau South Staffordshire Waterworks Company. La Générale des Eaux détenait auparavant quelque 13,55 % du capital, et l'augmentation de sa participation s'est effectuée en parfait accord avec le conseil d'administration de la compagnie, a-t-on précisé au siège du groupe à Paris. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé.

● Fabre crée une usine de médicaments à base de plantes. — Les Laboratoires pharmaceutiques Fabre, dont le siège se trouve à Castres (Tarn), viennent de créer à Cahors (Lot) une unité de production de médicaments à base de plantes, qui emploiera une trentaine de personnes dès la rentrée prochaine. Cette nouvelle unité, créée grâce au rachat il y a un an, de deux sociétés — les Laboratoires homéopathiques du Sud-

PARIS, 8 août ↓

Petit recul

Blottie au cœur de l'été, période d'activité traditionnellement très faible en France, le semaine précédant le 15 août s'annonce d'ores et déjà comme l'une des plus « mortelles » de l'année.

Dès les premiers échanges de la journée, le ton était donné, l'indice instantané cédant 0,07 %. Cet effacement s'accentuait par la suite au fur et à mesure de la séance, l'indice instantané s'établissant à 0,05 % en dessous de son niveau précédent.

« Le marché est nul », entendait-on répéter à l'envi sur le parquet, où les professionnels se concentraient sur les doigts des deux mains... Cette situation devait perdurer jusqu'à la liquidation mensuelle, c'est-à-dire pendant une quinzaine de jours, assomèrent les analystes.

Les boursiers constataient d'ailleurs que la situation n'était guère plus brillante sur les autres places financières : Wall Street a baissé vendredi, dans un marché très calme, et à Tokyo, le Nikkei était également faible.

Les statistiques sur l'évolution du chômage aux Etats-Unis, en juillet, laissent notamment apparaître une hausse des créations d'emplois. Les chiffres de la production industrielle américaine en juin, en revanche, qui pourraient être sanctionnés par une nouvelle hausse des taux d'intérêt, Lundi en début d'après-midi, le Banque d'Angleterre, pour la septième fois depuis début juin, a relevé son taux d'intervention d'un demi-point, soit à 11 %.

Les écarts les plus significatifs de la séance étaient réalisés avec une poignée de titres. UFB-Locomobile, Saip, Auxilium d'Entreprises, CFP et Luchaire figuraient sur la liste des hausses. Eurafin, Penarroya, Rafinor et Midland Bank sur celle des baisses. Le CCF, avec 34 000 titres échangés, venait 14 heures, cédant 2,3 %, après avoir beaucoup monté la semaine précédente. Petite hausse des américaines au comparatif des échanges.

L'or était plutôt bien orienté, avec un lingot à 88 850 F (+ 850 F) et un rapetonné à 510 F (+ 4 F).

TOKYO, 8 août ↓

Baisse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a fini la séance de mardi sur une note faible. L'indice Nikkei a perdu 82,76 points à 28 170,36, soit une baisse de 0,29 %.

Dans un marché où 650 millions de titres ont été échangés, on relevait sept baisses pour cinq hausses.

Comme sur les autres places financières, les congés d'été ont très sensiblement clairsemé les rangs des opérateurs, constatant les spécialistes. La lécherie s'installe peu à peu, indiquant encore un boursier qui qualifiait le marché de « mort ».

Les valeurs des secteurs textile, pharmaceutique, de l'alimentation et des biens d'équipement étaient en baisse. En revanche, les actions des secteurs électriques et des instruments de précision étaient en hausse.

VALEURS	Cours du 8 août	Cours du 9 août
Alcatel	605	620
Asahi	1 350	1 350
Coca-Cola	1 350	1 350
Fuji Bank	3 240	3 200
Honda Motor	2 280	2 270
Mitsubishi Electric	2 520	2 540
Mitsubishi Heavy	970	980
Sanyo Corp.	8 810	8 830
Toyota Motor	2 840	2 830

● M. De Benedetti dans les assurances. — La holding Cofir, filiale espagnole du groupe De Benedetti, a acquis 40 % du capital de la société Air Industries Systèmes (AIS), numéro deux mondial de la conception des chaînes de préparation de surface et de peinture pour l'industrie. AIS réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs et emploie trois cent cinquante personnes (dont deux cent cinquante en France). Filiale du groupe Sietam, repris en location-gérance en juin par Alstom et Cie, elle travaille avec pratiquement tous les constructeurs automobiles, directement ou par ses filiales étrangères. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été révélé (la CGT a cité le chiffre de 55 millions de francs), permet à Alstom de renforcer sa division robotique et matériaux.

● La Générale des Eaux augmente sa part dans une compagnie britannique. — Le groupe français Générale des Eaux a annoncé, lundi 8 août, qu'il avait porté à quelque 23,9 % des actions avec droits de vote sa part dans le capital de la société britannique de distribution d'eau South Staffordshire Waterworks Company. La Générale des Eaux détenait auparavant quelque 13,55 % du capital, et l'augmentation de sa participation s'est effectuée en parfait accord avec le conseil d'administration de la compagnie, a-t-on précisé au siège du groupe à Paris. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé.

● Fabre crée une usine de médicaments à base de plantes. — Les Laboratoires pharmaceutiques Fabre, dont le siège se trouve à Castres (Tarn), viennent de créer à Cahors (Lot) une unité de production de médicaments à base de plantes, qui emploiera une trentaine de personnes dès la rentrée prochaine. Cette nouvelle unité, créée grâce au rachat il y a un an, de deux sociétés — les Laboratoires homéopathiques du Sud-

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AEP.S.A.	280 20	281 40 d	W2	176	180
Amstel & Associés	535	535	Int. Metal Services	348	348
Asystel	225	225	La Comédie Eclair	335	335 80
B.A.C.	435	440	Le gel des duels	275	275
B. Dumortier & Associés	370	370	Local Investment	242 80	252 20
B.L.C.M.	545	550	Locamot	185	185
B.L.P.	555	555	Martin Immobilier	135	135
Bolton	385	385	Mastberg-Mastberg	183	183
Bolton Technologies	520	525	Météorologie Inter	455	457
Bolton	1050	1050	Météorologie	119	119
Chibret de Ligny	1435	1411	M.M.B.M.	655	641
Calsonic	791	780	Molac	227	230
Canal Plus	550	570	Navette-Delmas	670	670
Canal	832	865	Obert-Legrand	172	172
CAI-De-R. (C.I.C.)	125 50	130	On. Gest. St.	391	379
CATZ	125 50	130	Proteus (R. la. à la fin)	97	97
C.D.M.E.	595	595	Proteus Américain	470	474
C. Equip. Elec.	232	230	Publicis	440	440
CEGID	735	677	Racal	825	825
CEGEP	185	185	St-Gobain Ecobridge	1280	1280
CEP-Commissariat	1450	1450	St-Gobain Ecobridge	190	190
C.E.I. Information	620	758	S.E.G.P.M.	327	327
Cinéma d'Orléans	505	505	Sigla	375	375
C.N.I.M.	320	320	Sonac-Mélin	555	551
Concept	230	275	S.E.P.	1480	1480
Condom	820	825	S.E.P.A.	1437	1437
Covalis	420	417	S.M.T. Equip.	285	285
Cofin	225	225	Sudat	675	687
Daplan	4440	4802	Synco	315	315
Danubio	1035	1030	TF 1	245	247
Davile	570	620	Union	145	150
Danubio-Labell	1145	1170	Union Financ. de Fr.	400	399 80
Edisys Belland	115	115	Valeurs de France	345	339
Elysees Immobil.	24 60	24 20			
Financ.	495	495			
Ganval	225	255			
Gay Depress	525	525			
L.C.C.	215	215			
RIA	201	200			
LDI	139 80	137			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
LEMONDE

Marché des options négociables
le 8 août 1988

Nombre de contrats : 3 306.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	480	53	—	—	12
ACE	320	17	30	13,50	—
EF-Agipfin	320	18	30	9	—
Lafarge-Capex	1 200	170	—	7	24
Michelin	280	15	24	—	16
MIL	1 285	184	—	54	88
Paribas	440	8,70	22	—	—
Poupart	1 200	99	146	41	—
Saint-Gobain	480	45	—	5,20	12
Société générale	480	13,50	28	—	—
Thomson-CSF	280	7,90	19	14,30	21

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 8 août 1988

Nombre de contrats : 35 473

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	104,20	102,90	101,75
Précédent	104,20	102,85	101,65

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	2,20	1,72	0,02	0,95

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,39 F ↓

Après avoir atteint un sommet en début de semaine, le plus élevé depuis dix mois, le dollar a un peu reculé mardi sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 6,3925 F (contre 6,4115 F la veille). Les affaires ont été calmes. Mais les cambistes qui tablent sur une hausse des taux aux Etats-Unis estiment que le répit sera de courte durée.

FRANCFORT

8 août 9 août

Dollar (en DM) : 1 980,10 1 980,10

TOKYO

8 août 9 août

Dollar (en yen) : 133,97 133,98

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (9 août) : 619/641/65

New-York (8 août) : 711/65/745

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)

5 août 8 août

Valeurs françaises : 124,4 124,2

Valeurs étrangères : 121,9 122,3

(S&P, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 359 358,3

(S&P, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 324,48 1 322,12

NEW-YORK (indice Dow Jones)

5 août 8 août

Industrielles : 2 119,13 2 107,40

LONDRES (indice Financial Times)

5 août 8 août

Industrielles : 1 512,8 1 544,7

Mines d'or : 280,4 280,9

Fonds d'Etat : 85,35 85,23

Cours relevés
à 17 h 37

Comptant (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Exp. 8,20 % 77	127 40	1 861	Castrol	111 30	113	Louis Vuitton	631	658	Tour-Anglais	180	188
9,00 % 78/79	103 95	0 782	Chausson (M)	578		Louis (S)	1705	1685	Tour Eiffel	287	288
10,50 % 78/79	106 76	10 033	Chausson (P)	146	140	Louis	1380	1324	U.I.R.S.M.D.	512	513
12,50 % 81/82	106 46	2 432	C.I. Metropole	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
13,50 % 81/82	103 61	7 805	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
15,50 % 82/83	111 30	9 251	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
16,50 % 82/83	113 80	1 674	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
18,50 % 82/83	114 80	6 781	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
19,50 % 82/83	119 80	8 494	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
22,50 % 82/83	113 10	10 200	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
11 % M. 86	112 26	5 108	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
10,50 % 86/88	106 20	4 218	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
DAT 12,75 % 82	103 90		Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
DAT 10,50 % 2000	104 95	2 027	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
DAT 9,50 % 1987	107 40	8 482	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
DAT 9,50 % 1987	104 26	5 141	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	149 80		Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. Guyana 1987	103 20	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	102 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.	288	280 10
Ch. France 3 %	103 32	0 888	Chausson (P)	2200	2200	Mediamat Int'l	130	108	U.I.T.A.</		

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 8/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 8/8
			Achat	Vente			
Canada-Unie (\$ 1)	8 260	7 611	6 100	6 600	Or fin (50 g barre)	57 700	58 500
ECU	7 004	6 054			Or fin (en lingot)	57 700	58 500
Allemagne (100 DM)	337 170	337 180	326 500	346 500	Pièce française (20 F)	570	510
Suisse (100 F)	16 114	16 112	15 400	16 400	Pièce française (10 F)	300	270
Paye Ban (100 L)	286 520	286 520	286 520	286 520	Pièce suisse (20 F)	535	535
Franc suisse (100 L)	88 730	88 500	86	97	Pièce suisse (20 F)	506	506
Norvège (100 N)	33 120	33 080	90	97	Suède (100)	642	646
Grèce-Grèce (€ 1)	10 830	10 894	16 800	11 200	Pièce de 20 dollars	3076	3150
Grèce (100 drachmes)	4 215	4 216	4 300	4 600	Pièce de 10 dollars	1800	1830
Italie (100 L)	4 672	4 672	4 300	4 800	Pièce de 5 dollars	362 50	
Grèce (100 L)	404 150	403 360	380 600	412 800	Pièce de 50 pesos	3520	3315
Stable (100 L)	38 520	38 720	35	101	Pièce de 10 francs	826	530
Autriche (100 sch)	40 650	47 080	48 500	49 500	Or Zurich	431 45	431 40
Portugal (100 esc)	6 130	5 145	4 850	5 350	Or Hongkong	433 25	432
Canada (\$ can 1)	4 159	4 182	3 900	4 600	Argent Londres	433 25	431 45
Canada (\$ can 1)	5 282	5 301	5 100	5 500			
Japon (100 yen)	4 797	4 788	4 620	4 840			

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

**La vérité
sur le dia**

0147-0810-45
379014706360